QUATRIÈME INTERNATIONALE



N° 12-13
SEPTEMBRE
OCTOBRE
1938

PRIX : 5 francs

La Conférence de fondation de la IVe Internationale (Septembre 1938)

INTRODUCTION

Ce numéro spécial de « Quatrième Internationale » contient tous les documents de la Conférence de fondation de la Quatrième internationale transmis par le secrétariat. Une édition anglaise parait en même temps que celle-ci. Prochainement les documents essentiels paraîtront en allemand. Ils seront aussi traduits dans les principales langues du monde.

*
**

La Conférence de fondation de la IV[e] internationale s'est réunie dans des conditions de répression sans précédent dans l'histoire. Il suffit de mentionner l'assassinat de notre camarade KLEMENT, l'un des secrétaires, le 14 juillet, dans la période de discussion préparatoire, perpétré par la Guépéou, qui croyait, grâce à ce crime bestial, empêcher la consolidation ultérieure de notre mouvement.

Mais la marche de l'histoire écrase sur son passage les obstacles en apparence les plus redoutables. La force invincible de la Quatrième Internationale lui vient de sa conformité au but poursuivi : la libération socialiste de l'humanité. Les ruines gigantesques accumulées par le fascisme dans les trois quarts de l'Europe, et par le Stalinisme dans l'avant-garde ouvrière, peuvent retarder la marche en avant du mouvement socialiste. Ils ne peuvent pas l'arrêter.

C'est cette confiance absolue dans le destin des masses exploitées, soumises encore effroyablement à la meute du capitalisme et de la guerre impérialiste, que la Conférence de la Quatrième Internationale a concentré, à laquelle elle a donné la plus haute signification politique. Malgré les embuches, les calomnies, les sarcasmes, les crimes, elle a déployé largement le seul drapeau sous lequel il vaille la peine de lutter, de souffrir et de mourir : celui de la suppression de toutes les formes d'esclavage, celui de l'égalité réelle obtenue par la suppression de l'exploitation capitaliste, celui pour lequel, avant nous, ont lutté tant de milliers de combattants héroïques, attachés aux noms de Marx et de Lénine.

Les délégués de la Conférence ne cherchaient ni les pompeuses mises en scène, ni les honneurs: leur réunion était fondée sur le dévouement et le sacrifice. Ils ont discuté leur expérience. Ils ont décidé la constitution de la Quatrième Internationale. Nombreux etaient les représentants qui n'avaient pas pu venir jusqu'en Europe à temps: nos camarades de Chine, d'Australie et d'ailleurs. Mais aucune assemblée internationale ne pouvait mieux représenter la volonté révolutionnaire et socialiste du prolétariat mondial.

Ce n'était pas seulement le présent et l'avenir. C'était aussi la tradition, avec sa signification la plus riche, la plus critique, la plus enthousiaste. Plusieurs anciens membres du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste étaient parmi nous. Et la distance ne supprimait pas notre étroite communauté d'idées et d'intentions avec Léon Trotsky.

La Conférence a répondu à ceux qui accusent les révolutionnaires de diviser le prolétariat. Elle a uni. Elle a uni ses propres rangs et ceux de ses amis. De ses débats sortent une section unifiée en Angleterre, une section unifiée en Grèce, une section unifiée au Mexique. La Quatrième Internationale repousse les sectaires, les bavards, les aigrefins. Mais elle unit les révolutionnaires sincères, dévoués à l'action collective et à son contrôle international. Encore un point sur lequel ses ennemis ont été battus.

Dans ce recueil sont réunis les principaux documents de la Conférence. C'est le fruit de l'expérience, de la lutte et de la critique mutuelles. Que la jeunesse, que tous les adhérents de nos organisations, les étudient avec soin, dans les cercles, dans les réunions des groupes, dans des conférences. Qu'ils les fassent connaître : par la presse, le tract, la tribune. Qu'ils s'en inspirent dans la propagande et l'agitation.

Aucune tendance du mouvement ouvrier organisé ne peut prétendre apporter une pareille contribution scientifique au développement du mouvement ouvrier. C'est encore bien insuffisant, au regard des nécessités, certes ! Mais c'est le seul fondement solide. C'est le roc.

RUDOLF KLÉMENT



Membre du Secrétariat International du mouvement pour la IV^e Internationale
disparu à Paris le 14 Juillet 1938, assassiné par la Guépéou

ERWIN WOLF



Membre du Secrétariat International du mouvement pour la IV^e Internationale
disparu à Barcelone en Juillet 1937, assassiné par la Guépéou

LÉON SEDOV



Membre du Secrétariat International de la Ligue Communiste Internationaliste
Rédacteur depuis sa fondation du Bulletin de l'opposition russe

Mort le 16 Février 1938, à Paris

UN GRAND SUCCÈS

Au sujet de la Conférence Internationale de la IVe Internationale

Au moment où ces lignes sont imprimées, la Conférence de la Quatrième Internationale a déjà vraisemblablement terminé ses travaux. La tenue de cette conférence représente un grand succès. Une tendance révolutionnaire intransigeante, soumise à des persécutions que n'a sans doute jamais endurées aucune autre tendance politique dans l'histoire mondiale, a de nouveau montré sa force ; ayant surmonté tous les obstacles, elle a tenu, sous les coups d'ennemis puissants, son assemblée internationale. Ce fait est un témoignage infaillible de la profonde vitalité et de l'inébranlable obstination des bolcheviks-léninistes de tous les pays. La possibilité du succès de la conférence fut assurée, avant tout, par l'esprit d'internationalisme révolutionnaire qui nourrit toutes nos sections. Il faut, en fait, accorder un très haut prix à la liaison internationale de l'avant-garde prolétarienne pour réunir un état-major révolutionnaire mondial, alors que l'Europe et le monde entier vivent dans l'attente de la guerre qui approche. Les vapeurs de la haine nationale et des persécutions raciales constituent actuellement l'atmosphère de notre planète. Le fascisme et le racisme ne sont que l'expression extrême de cette bacchanale de chauvinisme dont le but est d'effacer ou d'étouffer d'intolérables contradictions de classes. La renaissance du social-patriotisme en France et dans d'autres pays, plus exactement sa nouvelle manifestation déclarée et impudente, appartient à la même catégorie que le fascisme, adaptée seulement à l'idéologie démocratique ou à ses débris.

Au même groupe de phénomènes appartient le fait que le nationalisme est ouvertement cultivé en URSS; dans les assemblées, dans la presse et dans les écoles. Il ne s'agit nullement du soi-disant « patriotisme socialiste », c'est-à-dire de la défense des conquêtes de la révolution d'octobre contre l'impérialisme. Non, il s'agit de renouer les traditions patriotiques de la vieille Russie. La tâche ici aussi consiste à créer des valeurs supra-sociales, au-dessus des classes, pour discipliner d'autant mieux grâce à elles les travailleurs et les soumettre aux avides canailles de bureaucrates. L'idéologie officielle du Kremlin actuel fait appel aux exploits du prince Alexandre Nevski, à l'héroïsme de l'armée, de Souvorov-Rymnikski ou de Koutouzov-Smolenski, fermant les yeux sur le fait que cet « héroïsme » avait sa base dans la servitude et l'ignorance des masses populaires, et c'est précisément pour cette raison que la vieille armée russe n'a été victorieuse que dans les luttes contre des peuples asiatiques encore plus arriérés ou des Etats limitrophes en occident, faibles et décadents. Lors de conflits avec les pays avancés de l'Europe la valeureuse armée tzariste s'est toujours trouvée désemparée. Il est évident qu'au Kremelin on a déjà enterré l'expérience de la guerre impérialiste ,de même qu'on a oublié ce fait non sans importance que la révolution d'octobre est directement sortie du défaitisme. Qu'importe tout cela aux thermidoriens et aux bonapartistes ? Il leur faut des fétiches nationaux. Alexandre Nevski doit venir à l'aide de Nicolas Iejov.

La théorie du socialisme en un seul pays, qui liquide le programme de la lutte révolutionnaire internationale du prolétariat, ne pouvait manquer de se terminer par une vague de nationalisme en U.R.S.S. et d'engendrer une vague correspondante dans les partis « communistes » des autres pays. Il y a encore deux ou trois ans on affirmait que les sections du Comintern devaient soutenir leur gouvernement uniquement dans les pays dits « démocratiques » qui étaient prêts à offrir un appui à l'URSS dans sa lutte contre le fascisme. La tâche de défendre l'Etat ouvrier devait être la justification du social-patriotisme. Actuellement, Browder, qui n'est prostitué ni plus ni moins que les autres chefs du Stalintern, vient de déclarer devant la commission sénatoriale d'enquête qu'en cas de guerre entre les Etats-Unis et l'URSS, lui, Browder, et son parti se trouveraient du côté de leur patrie démocratique. Il est fort vraisemblable que cette réponse ait été soufflée par Staline. Mais cela ne change rien à l'affaire. La trahison a sa logique. Entrée dans la voie du social-patriotisme, la Troisième Internationale échappe maintenant manifestement aux mains de la clique du Kremlin. Les « communistes » sont devenus des social-impérialistes et ne se distinguent de leurs alliés et concurrents « social-démocrates » que par un plus grand cynisme.

La trahison a sa logique. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est définitivement morte en tant qu'Internationale. Elle n'est plus capable de manifester quelque initiative que ce soit dans le domaine de la politique mondiale du prolétariat. Le fait n'est assurément pas fortuit qu'après quinze années de démoralisation progressive le Comintern ait dévoilé sa putréfaction interne définitive au moment de l'approche de la guerre mondiale, c'est-à-dire précisément lorsque le prolétariat a plus besoin que jamais de sa cohésion révolutionnaire internationale.

***

L'histoire a amoncelé devant la Quatrième Internationale de monstrueux obstacles. La tradition morte se dresse contre la révolution vivante. Après un siècle et demi le rayonnement de la Grande révolution française sert toujours à la bourgeoisie et à son agence petite-bourgeoise — la Deuxième Internationale — pour fléchir et paralyser la volonté révolutionnaire du prolétariat. La Troisième Internationale exploite maintenant avec le même but les traditions incomparablement plus fraiches et plus puissantes de la révolution d'octobre. Le souvenir du premier soulèvement victorieux du prolétariat contre la démocratie bourgeoise sert dans les mains des usurpateurs à sauver

la démocratie bourgeoise du soulèvement du prolétariat.

Vu l'approche de la nouvelle guerre impérialiste, les organisations social-patriotiques ont réuni leurs forces à celles de l'aile gauche de la bourgeoisie ,sous le nom de Front Populaire, lequel ne représente rien d'autre qu'une tentative de la bourgeoisie agonisante de se subordonner à nouveau le prolétariat, comme se l'était subordonné la bourgeoisie révolutionnaire à l'aube du capitalisme. Ce qui fut autrefois un phénomène historique progressif apparaît maintenant devant nous comme une ignoble farce réactionnaire. Mais si les « Fronts populaires » sont impuissants à contenir même l'offensive militaire du fascisme, — l'exemple de l'Espagne est plein d'une importance symbolique ! — ils sont malgré tout assez puissants pour semer des illusions dans les rangs des travailleurs, paralyser et dissoudre leur volonté de combat et par là même créer les plus grandes difficultés dans la voie de la Quatrième Internationale.

La classe ouvrière, surtout en Europe, se trouve toujours dans une situation de retraite ou, au meilleur des cas, d'attente. Les défaites sont encore trop fraîches, et leur série ne s'est pas encore épuisée. Elles ont pris la forme la plus aigüe en Espagne. C'est dans ces conditions que se développe la Quatrième Internationale. Qu'il y a-t-il d'étonnant à ce que sa croissance aille plus lentement que nous le voudrions? Les dilettantes, les charlatans ou les imbéciles, qui ne sont pas capables de pénétrer dans la dialectique des flux et des reflux historiques, ont tenté plus d'une fois de rendre leur verdict : « Les idées des bolcheviks-léninistes sont, peut-être, justes, mais ils sont incapables d'édifier une organisation de masses ». Comme si une organisation de masses pouvait s'édifier dans n'importe quelles conditions ! Comme si un programme révolutionnaire n'obligeait pas dans une époque de réaction à rester en minorité et à nager contre le courant ! Ne vaut rien le révolutionnaire qui mesure les rythmes de son époque sur sa propre impatience. Jamais encore la voie du mouvement révolutionnaire mondial n'a été encombrée par de si monstrueux obstacles qu'actuellement, à la veille d'une nouvelle époque de formidables secousses révolutionnaires. Une appréciation marxiste exacte de la situation impose la conclusion que malgré tout nous avons remporté dans les dernières années des succès inappréciables.

L' « opposition de gauche » russe est apparue il y a quinze ans. Le véritable travail sur l'arène internationale ne compte pas encore dix ans. La préhistoire de la Quatrième Internationale se divise naturellement en trois étapes. Durant la première, l' « opposition de gauche » comptait encore sur la possibilité d'une régénération du Comintern et se considérait comme sa fraction marxiste. L'ignoble capitulation du Comintern en Allemagne, tacitement acceptée par toutes ses sections, posa ouvertement la question de la nécessité d'édifier la Quatrième Internationale. Cependant, nos organisations aux faibles effectifs nées par sélection individuelle dans le processus de la critique tneorique, presque en dehors du mouvement ouvrier réel, ne se trouvaient pas encore préparées à agir indépendamment. La deuxième période se caractérise par des efforts de trouver pour ces groupes de propagande isolés au milieu politique réel, fût-ce au prix d'un renoncement temporaire à l'indépendance formelle. L'entrée dans les partis socialistes a d'un coup accru nos rangs, quoiqu'elle ait malgré tout donné du point de vue quantitatif moins que l'on pouvait attendre. Mais cette entrée a signifié une étape extrêmement importante dans l'éducation politique de nos sections qui, pour la première fois se sont mesurées et ont vérifié leurs idées face à face avec les réalités de la lutte politique et ses exigences. Le résultat de l'expérience faite a été que nos cadres ont grandi de toute une tête. Ce n'est pas non plus une conquête de peu d'importance que se soient séparés de nous les sectaires incorrigibles, les confusionnistes et les escamoteurs qui ont coutume de se joindre à l'origine à tout mouvement nouveau pour le discréditer et le paralyser dans la mesure de leurs forces.

Les étapes du développement de nos sections dans les divers pays ne peuvent pas, bien entendu, coincider chronologiquement. Mais on peut malgré tout considérer comme la fin de la deuxième période la création du parti socialiste ouvrier américain. Dès maintenant, la Quatrième Internationale est placée en face des tâches d'un mouvement de masses. Le reflet de ce tournant considérable, c'est le programme de l'époque de transition, dont l'importance est de donner non pas un plan théorique a priori, mais de tirer le bilan de l'expérience déjà accumulée des sections nationales et d'ouvrir sur la base de cette expérience une plus large perspective internationale.

L'adoption de ce programme, préparée et assurée par une longue discussion préalable, plus exactement par toute une série de discussions, représente notre conquête capitale. La Quatrième Internationale est maintenant l'unique organisation internationale qui non seulement se rende clairement compte des forces motrices de l'époque impérialiste, mais soit encore armée d'un système de revendications transitoires capables de rassembler les masses pour la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Nous sommes loin de nous tromper nous-mêmes. La disproportion entre nos forces actuelles et les tâches de demain nous est beaucoup plus claire qu'à nos critiques. Cependant, poussées au dernier degré de l'exaspération et de la révolte, les masses ne trouveront pas d'autre direction que celle que leur propose la Quatrième Internationale.

L. TROTSKY.

Manifeste de la Conférence aux travailleurs du monde entier

Travailleurs, exploités et peuples coloniaux de tous les pays !

La Conférence de fondation de la Quatrième Internationale — **le Parti Mondial de la Révolution Socialiste, réuni** en septembre 1938, vous lance cet appel urgent au moment où le plus grand péril menace les masses du monde entier et la cause de leur émancipation de l'esclavage moderne.

Nous sommes placés devant les horreurs **d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale.** C'est un mensonge monstrueux de croire que la guerre aura lieu entre des nations « pacifiques » et des nations « belliqueuses », car elle est inhérente au capitaliste lui-même, et **toute** nation capitaliste est engagée dans la course folle aux armements.

C'est un mensonge monstrueux de dire que la guerre aura lieu entre des pays « démocratiques » et des pays « dictatoriaux », car les « démocraties » sont déjà alliés avec de nombreuses dictatures, et, lorsque la guerre éclatera, la première victime sera les droits et institutions démocratiques déjà largement sapées dans les pays « pacifiques ».

C'est mentir que d'affirmer que la guerre aura lieu pour **l'indépendance nationale** ou la liberté de la Tchécoslovaquie. C'est une tromperie cruelle dans laquelle la Tchécoslovaquie joue le même rôle que la « pauvre Belgique ».

Les impérialistes anglo-français, qui abattent sans merci les combattants de l'indépendance anx Indes en Syrie, en Tunisie, en Algérie, en Palestine et partout, ne reconnaissent que leur « droit indépendant» à exploiter des millions d'esclaves à travers le monde.

Toutes les classe dirigeantes des pays capitalistes sont des bandits ! Leur guerre, malgré les prétentions et mots d'ordre hypocrites, sera une guerre de bandits. Ce ne sera pas une guerre ouvrière, mais au contraire, les ouvriers et, en général les exploités en seront les victimes. **Ce ne sera pas une guerre pour la démocratie,** car la véritable démocratie pour les masses ne peut être gagnée que dans la lutte contre la domination capitaliste ; et même les droits démocratiques dont jouissent encore les masses, ne peuvent être préservées et étendues, comme l'exemple de la guerre civile espagnole l'a montré, que par les méthodes de la lutte de classe militante, révolutionnaire, vers le socialisme.

Ce ne sera pas une guerre dans l'intérêt des ouvriers, car les assauts contre les conquêtes sociales des ouvriers français en juin 1936, spécialement la semaine de 40 heures, au nom de la « défense nationale », montrent que la défense des intérêts économiques et sociaux les plus élémentaires des masses — leur pain quotidien et leur liberté — est incompatible avec la défense de la patrie de la bourgeoisie.

Hitler, qui a détruit toutes les conquêtes sociales de la classe ouvrière allemande et autrichienne, mène la lutte au nom du capitalisme allemand contre les intérêts des peuples d'Europe.

Avec les menaces de guerre, nous soulignons encore que l'ennemi principal reste dans son propre pays. La classe ouvrière n'a pas de patrie à défendre, sauf celles qu'elle a conquis et qu'elle domine. Pas de soutien aux fauteurs de guerre et aux guerres impérialistes est notre cri. Continuation de la lutte des classes dans toutes les situations et utilisation de la crise guerrière pour le renversement de la domination capitaliste, c'est-à-dire de la guerre et du capitalisme lui-même !

*
**

Le monde capitaliste est blessé à mort. **Dans son agonie, il exhale les poisons du fascisme et de la guerre totalitaire,** qui menace de réduire partout les ouvriers et les paysans à un nouveau et horrible servage, et de déchaîner les forces de destruction qui déracineront toute la civilisation moderne.

Au milieu de l'abondance, avec un appareil de production qui peut, bien organisé et dirigé, couvrir plus que tous les besoins actuels de l'humanité, le capitalisme voue des millions d'hommes au chômage, à de misérables allocations ou à la famine.

La classe dirigeante, qui secoua jadis les chaînes du fédoalisme au nom de la démocratie et de l'égalité, combine maintenant les plus sombre forces de la réaction et les éléments les plus abjects des bas-fonds de la société, pour abolir tous les droits démocratiques conquis dans le sang du peuple. **Elle veut, par le poignard et le knout fasciste, préserver sa souveraineté qui se survit, de la victoire inoxérable du socialisme.**

Le capitalisme est complètement incapable d'assurer la prospérité des masses, et tout aussi incapable d'assurer la paix. Moins d'une génération a passé depuis la dernière « **guerre qui tuera la guerre** » et nous nous trouvons déjà, sur le seuil d'une nouvelle guerre mondiale, infiniment plus effroyable que la précédente.

Une fois de plus, on appelle les exploités à se massacrer mutuellement pour leurs maîtres impérialistes respectifs. Une fois de plus, les mères du peuple sont appelées à jouer le rôle de productrices de chair à canon. Une fois de plus on fera des champs, des tranchées sanglantes, et des villes des tombes dévastées, pour que les impérialistes préservent leurs profits et leurs colonies, ou en acquièrent de nouvelles.

*
**

Le capitalisme est failli. Ses relations sociales, ses limites nationales étranglent le développement économique et social de l'homme. Il est plus que mûr pour la réorganisation socialiste. Son existence prolongée ne peut qu'ajouter la misère et l'horreur sans fin.

L'humanité ne peut être sauvée de la nouvelle barbarie qui la menace que sous la direction de la classe ouvrière révolutionnaire, champion historique et allié des paysans sans terre ou accablées de dettes, et des millions d'esclaves coloniaux noirs, bruns et jaunes.

Mais la grande tragédie du prolétariat réside aujourd'hui dans le fait que des freins paralysants l'empêchent de réaliser sa mission émancipatrice, freins moins puissants que ceux du capitalisme lui-même, mais plus subtilement et insidieusement fabriqués, grâce auxquels les partis traditionnels du travail, la deuxième et la Troisième Internationale, lui ont lié pieds et poings.

Les chefs de la Deuxième Internationale agissent comme les agents directs de l'impérialisme « démocratique », l'aidant à atténuer des chocs de la lutte de classe, et espérant ainsi préserver leur position dans la démocratie capitaliste déclinante. Ceux de la Troisième, trahissant tous leurs principes et idéaux traditionnels, ont été convertis en un instrument de la bureaucratie soviétique. Les deux vieilles Internationales diffèrent maintenant surtout dans la mesure où diffèrent la bourgeoisie anglo-franco-américaine et la clique stalinienne dirigeante.

Au lieu d'expédier le cadavre putréfié du capitalisme dans les limbes de l'Histoire, la social-démocratie et le stalinisme s'unissent pour le replâtrer et le préserver. Ils ont depuis longtemps abandonné la lutte de classe. Ils concentrent tous deux leurs efforts à entraîner la classe ouvrière à servir le capitalisme, au nom d'une « démocratie » et d'un Front Populaire falsifiés, au lieu de détruire le monstre. Ils soutiennent la domination des peuples coloniaux par leurs impérialismes respectifs et offrent leur aide militaire dans le même but.

Ni l'une ni l'autre des vieilles Internationales n'ont été capables d'organiser la résistance prolétarienne au fascisme, en Allemagne, ou en Autriche. Même en Espagne, où le prolétariat, aux côtés duquel nous nous tenons fermement et avec enthousiasme, a montré sa capacité de lutter effectivement contre la bête fasciste, les vieux partis ont sapé sa résistance et ont brutalement exterminé les forces révolutionnaires à l'arrière de leur propre front, en agissant comme les agents de l'impérialisme anglo-français et de la bureaucratie de Moscou.

En vérité, en abandonnant la vigilance de classe des ouvriers, en abandonnant l'indépendance du mouvement ouvrier et en le subordonnant à la bourgeoisie « démocratique », ils ont facilité la victoire du fascisme, dont le but, qui est d'écraser le prolétariat comme mouvement indépendant et comme classe, est partiellement accompli à l'avance par les vieilles internationales.

Non moins traître est le rôle joué par la social-démocratie et le stalinisme en face du **danger de guerre imminent.** Plus cyniquement que la Deuxième Internationale avant la dernière guerre, lorsqu'elle adoptait au moins formellement une position anti-guerrière, les deux Internationales réclament maintenant elles-mêmes la responsabilité de conduire les masses à la boucherie.

Elles n'ont ni le désir, ni la possibilité d'organiser la lutte contre la guerre impérialiste qui vient. Au contraire, complètement corrompues par le social-patriotisme et arborant le drapeau de pirate de l'impérialisme « démocratique », les social-patriotes agissent déjà comme sergents recruteurs de l'impérialisme.

Le rôle qu'ils jouent dans la **défense de l'Union soviétique** est tout aussi perfide. Ils ne défendent pas la grande Révolution russe, mais la bureaucratie réactionnaire usurpatrice. Ils ne posent pas les bases de la société socialiste ; ils sapent les fondations posées il y a 20 ans par les masses russes sous la direction des bolcheviks.

Nous, Quatrième Internationale, défenseurs loyaux de l'URSS contre tous ses ennemis, au dedans et au dehors, accusons le stalinisme d'avoir soumis à la vie économique du pays aux intérêts de la clique bureaucratique du sommet. Partisans de la véritable démocratie prolétarienne, nous accusons le stalinisme d'avoir privé les masses soviétiques de toutes les grandes libertés conquises par elles les armes à la main.

La bureaucratie réactionnaire a établi en URSS un régime totalitaire odieux grâce à un régime sanglant de terreur continue, complété par les attaques de gangsters contre les révolutionnaires à l'étranger et la corruption du mouvement ouvrier et intellectuel. Ce régime discrédite le nom du socialisme. Les soi-disant partis communistes ne sont rien d'autres que des agences soudoyées par ce régime totalitaire, dont le seul but mondial est le maintien du statu-quo impérialiste. La Deuxième Internationale diffère du stalinisme seulement par sa critique purement verbale et superficielle. Le bonapartisme mine la révolution bolchevique.

Le prolétariat mondial ne peut pas avancer sans rompre les chaînes qui le rattachent aux vieilles internationales et à leur politique. L'anarchisme, qui s'est montré en Espagne prisonnier de sa propre doctrine, et capitula devant la bourgeoisie au nom de Front Populaire, ne peut arriver à opérer cette rupture. Tout aussi futiles sont les petits groupes centristes, unis dans le Bureau de Londres, qui refusent de briser clairement avec les vieilles Internationales en prenant la voie d'une lutte de classes conséquente, vers le socialisme internationaliste révolutionnaire.

C'est seulement en faisant vivre les grandes traditions du marxisme révolutionnaire, en rompant avec la collaboration de classes, le social-patriotisme et les prêtres de la soumission dans le mouvement ouvrier, et en prenant la voie d'une lutte de classe résoluement agréssive, en lançant l'assaut contre la forteresse du capitalisme, avec les armes invincibles forgées par nos grands maîtres, Marx et Engels, Lénine et Trotsky, que les exploités du monde peuvent s'écarter de la stagnation et de la défaite, et marcher en avant, comme la solide phalange de l'avenir socialiste.

C'est la voie de la IV[e] Internationale ! Elle s'appuie sur les fondements inébranlables des principes du marxisme-léninisme révolutionnaire. Elle se proclame fièrement l'héritière et la continuatrice de la Première Internationale de Marx, de la Révolution russe et l'Internationale Communiste de Lénine.

La Quatrième Internationale ne cache pas ses buts. Son programme est connu de la classe ouvrière. C'est le programme de l'opposition irréconciliable et de la lutte contre l'injustice, contre l'exploitation, contre l'oppression.

Par-dessus tout, dans la période cruciale actuelle — période de crise vitale pour la classe ouvrière et l'humanité tout entière — la Quatrième Internationale lance un appel aux ouvriers et aux peuples opprimés du monde entier.

Aux ouvriers français et allemands spécialement, qui sont menacés de destruction mutuelle dans l'intérêt de l'impérialisme, nous disons : comme le prolétariat de partout, vous haïssez le bourreau Hitler. Comme vous, nous sommes déterminés à abattre le fascisme et toutes les dominations oppressives.

Mais le fascisme ne peut pas être et ne sera pas abattu par les baïonnettes de l'impérialisme français. Seule l'action de classe indépendante du prolétariat mettra fin à la domination hideuse du fascisme.

Unissez-vous dans la lutte de classe sans répit contre le fascisme et la guerre impérialiste.

Unissez-vous pour la liberté des peuples coloniaux contre la tyrannie de la domination impérialiste.

Unissez-vous dans la seule guerre juste et sacrée, la guerre contre les oppresseurs, les exploiteurs, contre leurs agents perfides dans le mouvement ouvrier.

Vive la Quatrième Internationale !

Vive la Révolution Socialiste Internationale !

Le Comité Exécutif International de la Quatrième Internationale. (Parti Mondial de la Révolution Socialiste.)

Conférence Internationale

Résumé analytique d'une partie des délibérations de la Conférence Internationale

Il ne nous était pas possible, pour des raisons matérielles, d'éditer le compte rendu de la totalité des discussions de la Conférence Internationale, qui se sont étendues sur plusieurs semaines. Le secrétariat a donc dû se borner à un choix, en s'attachant particulièrement aux décisions prises en séances plénières.

On trouvera la conclusion des importants débats des sections nationales dans les résolutions relatives à ces pays (Angleterre, Mexique, Grèce, France, etc...). Nous pensons que ces brefs matériaux serviront utilement à compléter le recueil des résolutions et documents adoptés par la Conférence de fondation de la IVe Internationale.

Après le travail des commissions, sous la direction du Secrétariat Innternational, pendant un mois environ, s'est tenue une assemblée plénière de la Conférence, seule mandatée pour prendre des décisions définitives sur les points essentiels discutés pendant toute la préparation de la Conférence.

⁂

1° - Séance :

A. — Point à l'ordre du jour : rapport du S.I.

V. expose dans quelles conditions a été convoquée et préparée cette conférence internationale, et propose un ordre du jour des travaux des séances plénières.

Les séances plénières ont été préparées, avce la collaboration et sous la direction du S.I., par des commissions particulières qui soumettront le résultat de leurs travaux à la conférence. Les séances plénières pourront elles-mêmes être suivies de réunions de commissions spéciales destinées aux travaux complémentaires de rédaction et de mise au point. Ces commissions, désignées par la conférence, seront seulement des commissions d'exécution.

L'ordre du jour des sessions plénières comporte :

1. Rapport du S. I. ;
2. Thèses internationales, qu'on peut diviser en trois grands chapitres :
   a) questions ouvrières (comités, syndicats, contrôle ouvrier, etc...) ;
   b) U.R.S.S. ;
   c) problème de la guerre. Situation en Espagne et Chine ;
3. Statuts de l'organisation internationale et détermination de son rôle ;
4. Rapport des commissions (polonaise, française, anglaise, grecque, mexicaine) ;
5. Solidarité internationale ;
6. Jeunes ;
7. Nomination du Comité Exécutif International.

A la présidence d'honneur de la Conférence, tous les délégués placent les noms de nos chers camarades *Léon Sedov, Erwin Wolf, Rudolf Klement,* anciens membres du secrétariat International des bolcheviks léninistes, tombés dans la lutte contre la contre-révolution stalinienne ;

de *Ignace Reiss,* de *Moulin* (Freund), de *Rossini,* de *Skalos,* tous victimes de la terreur fasciste et stalienne et de tous les emprisonnés et victimes de la lutte de classes internationale, combattants de la IVe Internationale, au premier rang desquels *Ta-Thu-Thau.*

⁂

Puis, V. fait au nom du S. I. un bref rapport résumant l'activité du S. I. depuis juillet 36, date de sa précédente désignation.

En 1936, la Conférence a été préparée rapidement, les documents principaux n'avaient pas été discutés dans les sections. Un progrès important a été fait. Cette conférence a été préparée dans des conditions très difficiles, sous le coup d'une répression sans précédent de notre mouvement. Notre camarade Klement a été tué au cours même de la préparation. Cependant nous sommes parvenus à assurer une véritable et profonde préparation politique. Les thèses politiques générales ont été éditées au mois de mai, en français, allemand, anglais, russe, et discutées, aussi bien par les directions des sections nationales que par les membres de base.

Des commissions ont préparé le travail dans diverses sections. Un projet de statut a été préparé et discuté au S.I. et dans les principales sections nationales. Enfin ,des conférences préparatoires ont eu lieu à Mexico pour l'Amérique latine, et à New-York pour tous les pays de l'Amérique et du Pacifique. Des problèmes comme ceux de l'URSS ont été largement discutés dans les congrès nationaux de nos sections, et de nombreux documents publiés dans notre presse. Cette conférence représente vraiment un effort d'élaboration politique important.

En même temps, nos sections ont été entre 36 et 38 beaucoup plus étroitement mêlées aux luttes nationales et internationales qu'auparavant. La vie politique a été étudiée avec une participation plus grande de chaque section. Il suffit de mentionner dans ce laps de temps de deux ans les grands événements suivants :

a) La révolution et la *guerre civile d'Espagne,* actuellement dans une phase de déclin. Le travail de nos camarades en Espagne, même peu nombreux, a fourni à tout le mouvement un matériel politique et organisationnel extrêmement riche. Des camarades de plusieurs pays se sont rendus en Espagne. Les événe-

ments d'Espagnne ont permis une large vérification politique de nos conceptions, même dans nos rangs. Si les résultats ont été insuffisants, cela est dû surtout à l'évolution politique antérieure en Espagne, parmi nos amis. Le S.I. a joué un rôle important dans le maintien des positions marxistes dans la révolution espagnole, et a été seul à le faire.

b) *U.R.S.S.* Depuis 2 ans, progrès énormes du bonapartisme stalinien. Les Trois Procès ont marqué une étape de grande importance. Toute l'ancienne génération dirigeante des bolcheviks ralliés à Staline a péri. Le S.I. et nos diverses sections ont fourni un gros effort contre les procès de Moscou, qui a permis d'élargir notablement l'agitation dans divers pays (France, Etats-Unis). Le problème russe a été très discuté, et fit l'objet d'articles et documents nombreux parus dans notre presse.

c) *L'expérience du Front Populaire.* Nos organisations, surtout en France et en Belgique ont été amenées à intervenir dans les mouvements de grève, à démasquer l'alliance bourgeoise du F.P. Précisément sur ce point les thèses internationales contiennent le fruit d'une expérience concrète de nos sections européennes, et pas seulement des directives élaborées dans l'abstrait.

d) Le *danger de guerre impérialiste.* Depuis deux ans, ce danger a pris une forme plus précise. La lutte pratique, contre le courant, de nos sections, contre le chauvinisme, l'Union sacrée, les sophismes opportunistes, a été tout à fait générale, et elle aussi appuyée dans les principaux pays, sur l'expérience d'une lutte avec l'avant garde ouvrière. Les événements d'Extrême Orient, d'Europe centrale, en particulier, ont été étudiés.

Dans un rapport étendu, il conviendrait aussi de marquer toutes les magnifiques expériences de luttes des bolcheviks-léninistes indochinois, des organisations d'Amérique du Sud, en particulier.

Travail du S.I. — La Conférence de Juillet 36 avait nommé un Conseil Général, organisme qui n'a jamais existé, et dont plusieurs membres nous ont quitté. En fait, c'est le Bureau International et le Secrétariat qui ont travaillé.

Dans le Bureau et dans le S.I. il y a eu des modifications dans la composition.

Il a assuré une direction internationale dans les questions essentielles, a développé les liaisons, a lutté pour le programme marxiste. Parallèlement, le Bureau des jeunes, bien que restreint, a préparé une renaissance de notre mouvement dans les jeunesses.

Le S.I. de la IV[e] a maintenu une cohésion politique dans le mouvement alors que le Bureau de Londres s'est révélé depuis 1936 un lieu de passage. Ce Bureau a été quitté par le parti ouvrier norvégien, passé à la 2[e] Internationale. Le PSOP, sous la pression de sa base, n'y a pas adhéré. Il ne lui reste que l'ILP, en passe de réintégrer le Labour Party. Le reste est composé de petits groupes sans programme politique défini. Dans la conférence restreinte qu'il a convoqué au printemps, ce Bureau n'a même pas rompu explicitement avec la politique de Front populaire. Il s'est associé avec les brandlériens.

St. demande s'il y a une augmentation du nombre de nos sections, et un examen de l'activité pratique du S.I. V. répond qu'il y a une augmentation, et met la Conférence en détail au courant du travail pratique du S.I., en particulier dans la situation espagnole et française. Il souligne que le travail pratique ne peut être que ce que lui permet la vitalité réelle des sections.

Bl demande comment s'est réglé l'invitation au PSOP. Ils ont accepté de venir, mais les circonstances ont empêché leur participation. Il fallait leur répondre officiellement ; ne pas le faire aurait été une erreur politique.

Cl estime que la Conférence est un succès politique, bien qu'il s'agisse de partis de cadres. Politiquement, le POUM a fait une déroute complète. Sneevliet est réduit à parler de manque de tact. Plusieurs de nos meilleurs camarades ont été frappés par suite d'erreurs politiques ou d'organisation. L'unification des groupes dans certains pays est très importante. La lutte contre le centrisme doit être menée de façon positive. Faire des publications sur les principales questions. Pour le PSOP et le POUM, on peut désigner une délégation qui les rencontrera plus tard.

Sp estime nécessaire d'en venir à la discussion sur le programme, qui est insuffisant.

V. donne communication des organisations affiliées ou en liaison avec le Secrétariat International :

Organisations régulièrement affiliées :

France : Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-léniniste). Jeunesse Socialiste Révolutionnaire.
Angleterre : Revolutionnary Socialist League.
Belgique : Parti Socialiste Révolutionnaire, Jeunesse Socialiste Révolutionnaire.
Allemagne : Communistes Internationalistes d'Allemagne.
Pologne : Groupe bolchevik-léniniste.
Etats-Unis : Parti Socialiste Ouvrier, Jeunesse Socialiste.
Canada : Groupe bolchevik-léniniste.
Espagne : Groupe bolchevik-léniniste d'Espagne.
Hollande : Groupe bolchevik-léniniste.
Grèce : Ligue Communiste Internationaliste, Union Communiste Internationaliste.
Suisse : Marxistische Aktion (liaisons).
Tchécoslovaquie : Groupe Iskra-Banner.
Norvège : Groupe bolchevik-léniniste.
Roumanie : Groupe bolchevik-léniniste (liaisons).
Autriche : Communistes Révolutionnaires (liaisons).
URSS : Opposition de gauche (bolchevik-léninistes).
Mexique : Ligue Communiste Internatonaliste.
Cuba : Parti Ouvrier Révolutionnaire.
St-Domingue : bolchevik-léninistes.
Brésil : Parti Ouvrier léniniste.
Argentine : Groupe bolchevik-léniniste.
Chili : Parti Ouvrier Révolutionnaire.
Bolivie : Groupe bolchevik-léniniste.
Uruguay : Groupe bolchevik-léniniste.
Chine : Ligue Communiste Internationaliste.
Indochine : Union des Bolcheviks-léninistes.
Australie : Parti Ouvrier.
Afrique du Sud : Groupe bolchevik-léniniste.

Il existe en outre deux groupes en liaison avec le S.I. sans lui être affiliés, en Tchécoslovaquie (Proletar) et au *Danemark.*

B. - Discussion du programme de transition.

1[re] Partie : questions syndicales, ouvrières, contrôle ouvrier.

St. Le programme parle des grèves d'occupation d'une façon trop générale. Elles ne sont pas forcément révolutionnaires, elles peuvent surgir dans une période de désespoir. De même pour les Comités d'usine. Ils peuvent surgir dans une phase descen-

dante ou ascendante. Ils peuvent avoir des caractères éminemment réformistes. Il vaudrait donc mieux parler de Comités d'usine révolutionnaires.

Bl pense que l'objection est juste mais la proposition mauvaise. C'est alimenter l'ultra-gauchisme qu'on veut combattre, cela reviendrait à parler de comités d'usine rouges.

Sp. estime que le programme parle insuffisamment des paysans, il manque des mots d'ordre sur la dette agraire et les impôts, l'exploitation étatique des paysans.

J. — Revient sur la question des Comités d'usines et des occupations d'usines. Il s'agit de mobiliser les ouvriers pour que les comités deviennent démocratiques. Dans une situation aigue, il n'est pas impossible que les comités s'opposent aux sections syndicales, surtout si les sections syndicales ne groupent qu'un parti, si elles sont bureaucratisées et ossifiées.

Cr. — Il faut dire clairement ce que les réformistes essayent de faire des comités. Pour nous, aucune forme n'a de vertu spéciale. Elle ne devient importante que dans une situation révolutionnaire.

St. — Revient sur l'amendement polonais. Les camarades polonais veulent souligner que la voie des comités d'usines ne peut prendre corps que dans une situation révolutionnaire, mais cela ne signifie pas que nous sommes contre toute création de comités en période normale : au contraire, ces comités peuvent être un moyen de renaissance du mouvement ouvrier.

V. — Estime que les camarades polonais ont mal compris le texte proposé du programme. Il ne s'agit pas avec les comités de lutter contre les syndicats. Mais au cours d'une lutte même partielle, l'appareil des syndicats peut être débordé. On ne peut donc pas se borner à indiquer comme objectif la lutte contre la bureaucratie syndicale. Il faut prévoir aussi les formes différentes de luttes. N'est-ce pas le cas lorsque le comité de grève prend la lutte en mains ? Après la lutte, ces formes, comités, peuvent se résorber. Il ne faut pas craindre de montrer le caractère relatif de l'importance des syndicats.

Cl. — Nous sommes partisans des comités indépendemment de la situation et de la politique qu'ils mènent ; il s'agit d'un terrain de travail du parti. Des comités larges ne pourront avoir de contenu révolutionnaire que par la lutte du parti. — *G.* — Les comités d'usine représentent l'expérience la plus démocratique ; leur contenu dépend de la mentalité des masses ; un comité réformistes peut devenir révolutionnaire. Il est plus sensible que le syndicat aux variations de la mentalité des ouvriers. Quant aux grèves d'occupation naturellement, nous ne nous prononçons pas mécaniquement. La thèse insiste seulement sur le sens général des occupations, qui mettent en cause la propriété privée.

Leb. — Il y a des grèves d'occupation qui n'ont pas un caractère évident. Le programme veut précisément mettre en avant les cas nouveaux. Ex. au Brésil, en France. Il y a une échelle dans le contenu de cette lutte.

J. — Vous parlez de Comités d'usines révolutionnaires ? Entendez-vous les opposer aux comités démocratiques ? Pourquoi les opposer aux autres ? Au cours d'une grève, nous proposons un comité de grève, nous voulons le porter le plus possible en avant ; avec l'action de classe le mouvement et le comité seront révolutionnaires ; mais il se peut que les objectifs soient limités. Si vous proposez « comités révolutionnaires » comme une question d'étiquette, la formule est fausse à 90 p. cent.

St. — Ce qu'il faut, c'est souligner le rôle révolutionnaire que joueraient les comités. Quant aux occupations d'usines, il y en eut en 1932 et 33 en Pologne, mais c'étaient des grèves de la faim, des gestes de désespoir, qui ne mettaient pas en question la propriété privée et la gestion économique.

Bl. .. La grève avec occupation offre des possibilités révolutionnaires, selon la situation objective. En France, aussi, en juin 36, les ouvriers n'avaient pas osé établir une dualité de pouvoir. Mais la lutte aurait pu être portée à un niveau supérieur. En Pologne, la situation ne permettait pas d'aller plus loin.

J. — Les ouvriers polonais désespérés font la grève dans l'usine. Vous ne leur dites pas : quitte l'usine, mais : ne faites pas la grève de la faim, mettez-vous en liaison avec d'autres usines, etc...

Vote de l'amendement présenté par le CC. polonais: (modifiant le passage correspondant du projet de programme)

« Les bolcheviks-léninistes doivent non seulement s'efforcer de faire renouveler l'appareil syndical en proposant dans les moments critiques de nouveaux leaders, mais encore, repoussant tout ultimatum, sans sauter des étapes de l'enseignement des masses, dans certaines conditions — cela arrive généralement dans une situation révolutionnaire — en s'appuyant sur la volonté de la majorité du prolétariat ,les bolcheviks-léninistes ne reculeront pas devant une rupture immédiate avec l'appareil syndical conservateur ».

Vote : pour, 1 voix. — Contre, les autres. Abst., 1 (Cr.)

*
**

2° - Sur la situation en U. R. S. S.

V. donne lecture d'un amendement transmis par le Comité politique du parti américain, et qui n'est pas parvenu plus tôt au S. I. *Et.* lit un extrait d'une lettre de Trotsky, en réponse à cet amendement, paru dans le Bulletin russe.

Cr. — Estime que le temps fait défaut pour une discussion à fond ; il présente une thèse qui résume l'opinion minoritaire française. Toutefois, il souligne que l'amendement des Américains est inconséquent.

Et. — Il faut cependant situer en quelques mots la discussion pour répondre aux thèses de Cr. Si la bureaucratie est une classe ascendante, comment expliquer les procès, les exécutions de directeurs de trusts, parce qu'ils appartenaient à la vieille génération ? Parler de défaitisme en URSS, cela équivaut à considérer ce pays comme un impérialisme. Sur l'amendement américain : il s'agit avant tout de se passer des bureaucrates. Mais il y a des gens honnêtes, révolutionnaires, ils ne sont pas nombreux, mais ne symbolisent pas la classe thermidorienne. Il faut mobiliser les ouvriers et les paysans dans la lutte contre la bureaucratie. Comment alors admettre les bureaucrates dans les soviets ?

Tr. — Demande que sur cet amendement, on ajourne le vote de la partie de la thèse qui demande le refus d'appartenir aux soviets pour toute la bureaucratie. Cette formule n'est pas ancienne. C'est quelque

1) Le Comité Politique du **Socialist Warkes Party** avait adopté une résolution demandant la suppression de la phrase suivante : « La bureaucratie et la nouvelle aristocratie soviétique doivent être chassés des Soviets ». Il demandait que ce mot d'ordre soit réservé et soumis à une discussion préalable. Sur le fond le C.P. américain indiquait qu'on ne pouvait pas parler de retirer à la bureaucratie et à l'aristocratie soviétique le droit de suffrage dans les Soviets puisque le programme admettait qu'une partie au moins de celles-ci rejoindrait, dans la lutte, les rangs révolutionnaires.

chose de tout nouveau. La réponse de Lt est satisfaisante sur un point : les soviets renaissants en URSS surgiront contre la bureaucratie. Très juste. Mais on ne peut dire à priori qu'on excluera à l'avance tels ou tels. Il est probable que la bureaucratie n'entrera pas dans les soviets s'il y a lutte armée, mais on ne peut dire à l'avance qu'on privera la bureaucratie du droit de suffrage. On le fera peut-être ou probablement, mais on ne peut le dire. Dans l'anti-kautski, Lénine souligne que la privation du droit de suffrage aux bourgeois n'étaient pas un principe. Ce n'était pas prévu par le programme, que cela ne serait pas forcément le cas dans tous les pays. Il faut laisser les mains libres. C'est une question qui mérite discussion en ce qui concerne l'URSS actuelle.

Cr. — Estime qu'on peut bien trancher cette question, puisqu'on décide bien sur la question plus générale des positions minoritaires. La bourgeoisie détient encore un pouvoir économique après la prise du pouvoir, mais elle sera dépossédée à la fois politiquement et économiquement. C'est un mot d'ordre d'agitation important.

Fr. — Les arguments américains ne sont pas justes. La formule du programme est une formule de propagande. Les arguments de Lénine ne s'appliquent pas. Si la bureaucratie est une clique criminelle, il ne s'agit pas de suffrage. Ce n'est pas une question de demain, mais d'aujourd'hui.

Sp. — Il faut dire : nous ne pouvons pas tracer de cadres purs de la bureaucratie. Cette position est contraire à la légalisation des partis soviétiques: nous ne pouvons empêcher l'existence d'un parti soviétique, même comme parti ouvrier-bourgeois.

Ju. — Ne s'oppose pas au renvoi. Après la prise du pouvoir la bourgeoisie peut subsister comme force sociale : lorsqu'il s'agit de mener la lutte, nous ne pouvons admettre la bureaucratie, mais une fois qu'elle a perdu le pouvoir, elle n'a plus de raison d'existence, elle n'a plus d'existence séparée. Elle peut subsister du souvenir du passé, mais elle n'a plus de fonction. Cr. objecte que si l'on admet que la bureaucratie est une classe, alors elle n'a pas de place dans les soviets. Mais Trotsky est inconséquent lorsqu'il admet que la bureaucratie n'est pas une classe, tandis qu'il l'exclut en totalité des soviets. Et les koulaks ? On peut exclure certaines forces des soviets.

Cl. — Il faut admettre un vote et procéder à une discussion internationale. D'après les remarques des camarades américains, on ne saisit pas bien le caractère des soviets. C'est l'instrument de lutte contre le pouvoir de Staline, pour une révolution politique. Va-t-on admettre les ennemis les plus directs ? Le droit de vote a une autre signification pour les classes déchues après la stabilisation de la révolution.

KA. — La conception de Craipeau doit être repoussée du commencement à la fin parce que non-marxiste. Quelle raison à l'existence d'une nouvelle classe privilégiée. Mais la classe ouvrière n'est par homogène. La Deuxième Internationale n'est pas devenue capitaliste, bien qu'elle soit basée sur une couche privilégiée. Dans chaque classe il y a des éléments différents ; les plus riches penchent vers la bourgeoisie. On peut donc parler d'une couche réactionnaire dans la classe ouvrière. On ne peut pas juger une classe selon le degré de la richesse, mais selon son rôle dans la production. Même si le capitalisme se rétablit en URSS, l'Etat n'a pas forcément cessé d'être ouvrier. Après octobre, personne n'a cru qu'on pouvait immédiatement établir le socialisme. Ce n'est que pendant la guerre civile qu'on a établi le communisme de guerre. On a ensuite établi la NEP. Pourtant le pouvoir soviétique n'a pas cessé d'exister pour cela. Le point de vue qui part de la richesse est bakouniste. De ce point de vue on peut construire le socialisme dans un seul pays. Il faut préconiser la même tactique que Marx a défendu en 1870. Mais Marx a continué à lutter contre Bakounine. Pour l'amendement américain, il faut le repousser. Le programme doit clairement désigner les catégories sociales à chasser.

JA. — S'oppose aussi aux conceptions de Cr, qui ne sont pas marxistes. Il faut montrer les conceptions progressives de l'économie contre la propriétée privée. Aussi, du point de vue international : si la révolution internationale se développait, la question se poserait différamment.

LEB. — Personne ne peut comprendre ce que serait cette soi-disant classe-avorton qui ne sort pas du mode de production, et qui est immédiatement épuisée? Chasser la bureaucratie des soviets, c'est un mot d'ordre de propagande révolutionnaire, compris dans un plan d'ensemble. Après la chute de la bureaucratie des anciens bureaucrates, individuellement auront leur place dans les soviets. La révolution politique se fera automatiquement.

TR. — Les objections m'ont convaincu que notre amendement est nécessaire. Il faut une discussion. Nous sommes d'accord que la bureaucratie n'est pas une classe ; malgré ses 15 millions de membres. Mais, en 17, on disait de ne pas voter pour les mencheviks ou les s.-r., cependant on ne les excluait pas des soviets. La lutte pour les soviets renaissants sera dirigée contre la bureaucratie, mais toutes les couches aisées se solidariseront avec les staliniens. Au premier stade même, les soviets en comprendront beaucoup qui se sépareront du centre stalinien. Nous ne proposons pas de voter contre, mais il faut une discussion.

ST. — La question semble se résoudre à notre attitude envers les différentes couches de la bureaucratie. Il ne s'agit pas de savoir ce que nous ferons à telle ou telle étape. Il est sûr que des couches importantes passeront aux côtés du prolétariat. Mais ne devons-nous pas pour cela affirmer que nous voulons chasser la bureaucratie des soviets ? Au contraire, car nous définissons ainsi notre attitude générale. Propose de voter pour le programme.

G. — La question est nouvelle, mais il accepte l'amendement, sans être d'accord avec la façon dont la pose Tr. Il propose d'ajourner le vote, mais il faut fixer un temps de discussion. — V. — On pourrait trouver 50 phrases que l'on désirerait éclaircir. Il s'agit de thèses. On peut continuer une discussion, mais il faut voter.

GR. estime qu'on ne peut voter car on n'a pu discuter sérieusement la question russe. — V. lui répond que son objection n'est pas loyale. La discussion sur l'URSS est ouverte dans toutes les sections nationales. Elle a fait l'objet de publications nombreuses dans des Bulletins, dans la revue, de livres de Trotsky. Elle a déjà été sanctionnée dans plusieurs congrès nationaux. Contester le droit de voter à la conférence Internationale, c'est craindre pour ses propres positions.

⁂

En conclusion, CR soumet les thèses suivantes :

1°. — La bureaucratie soviétique a mené, au cours des 15 dernières années une lutte acharnée à la fois contre les restes de l'économie capitaliste privée et contre le prolétariat. Ell a ainsi réussi, au cours d'une

sourde guerre civile et au moyen de violences gigantesques d'une part à monopoliser l'ensemble des moyens de production et d'échange, d'autre part à déposséder le prolétariat de tout pouvoir politique, de tout contrôle économique, et à supprimer toutes les conquêtes fondamentales de la Révolution d'octobre.

2°. — Elle a ainsi progressivement cessé de jouer le rôle d'un simple parasite de la dictature du prolétariat. Elle est devenue une classe dirigeante exploiteuse, qui possède en commun l'ensemble des moyens de producton et d'échange et qui décide, à l'exclusion de toute autre, de la répartition du capital et de la plus-value.

2°. — Elle constitue une classe originale par la forme du profit (sur-traitement) le mode collectif de sa répartition et la structure planifiée nationalement de la production sur laquelle elle s'appuie. Néanmoins elle constitue historiquement l'appendice de la classe capitaliste mondiale. Elle a introduit une forme d'anarchie et de crise (dont les procès sont une conséquence) au sein même de la production planifiée qu'elle entraîne ainsi, quoique avec des délais plus considérables, dans la décadence générale de l'économie capitaliste.

4°. — L'Etat russe a cessé d'être ouvrier. Il est devenu le conseil d'administration de l'oligrachie industrielle, des cadres supérieurs de l'armée et de la police ; et en partie des hauts spécialistes. Cet état repose sur une société profondément différenciée, l'aristocratie ouvrière (stakhanovistes, etc...) aidant les classes dirigeantes à exploiter les travailleurs.

5°. — La classe ouvrière ne pourra reprendre le pouvoir que par une nouvelle révolution sociale. La section russe de la Quatrième Internationale a pour tâche essentielle de guider les masses vers l'insurrection.

Elle doit inscrire à son programme :

a) La dépossession de l'oligarchie et le retour des moyens de production à la classe des ouvriers et de la ville et des champs. Le rétablissement du contrôle de la production et de la répartition de toutes les richesses.

b) La mise du plan au service non de l'aristocratie mais du prolétariat et son orientation vers le socialisme.

c) La suppression des inégalités sociales, par l'abolition des privilèges, des hiérarchies nouvelles, ainsi que du sursalaire des spécialistes, du travail aux pièces, du stakhanovisme, etc...

d) La garantie politique maxima contre une nouvelle réaction par le renouvellement permanent des Cadres d'Etat, ainsi que par la restauration intégrale de la démocratie soviétique (légalisation des partis ouvriers, droit de presse, de réunion, libertés syndicales, etc.).

6°. — La lutte de classe des ouvriers russes contre leurs exploiteurs ne peut subir aucune atténuation du fait de la participation de leur gouvernement à une guerre impérialiste. Les revers militaires du gouvernement russe constitueront pour eux, le moindre mal en ouvrant la route au soulèvement révolutionnaire.

7° — La Russie est aujourd'hui intégrée dans le jeu des rivalités et des intérêts impérialistes. Dans ces conditions, les mot d'ordre de « défense inconditionnée de l'URSS perd tout sens prolétarien, ou anti-impérialiste. Il ne peut qu'enchaîner la classe ouvrière russe et internationale.

8°. — Aucune considération de défense de l'URSS ne devra amener les prolétaires à suspendre ou à atténuer la pratique du défaitisme révolutionnaire de leur pays et à interrompre la préparation systématique de la révolution dans leur pays.

La seule stratégie doit rester pour eux le défaitisme révolutionnaire, la fraternisation avec les soldats russes et le soutien de la révolution prolétarienne en URSS.

Vote : pour la thèse de Cr. : 1 voix,

Contre, tous les autres.

Motion du Comité Politique américain reprise par TR :

Pour 5 voix, contre, 15, abstentions, 2.

***

3° - Guerre et situation internationale.

RT. — Estime que la thèse contient un passage équivoque lorsqu'elle parle du caractère progressif du patriotisme des opprimés. Ne pense pas que cela marque une déviation vers le social-patriotisme, mais seulement exprime le recul du mouvement ouvrier et la volonté d'y rester accroché. L'idée de patrie ne contient rien de progressif, sous aucun rapport. En outre, il ne faut pas assimiler le pacifisme et le patriotisme. S'il y avait un patriotisme sain, ce serait celui qui a trouvé son expression dans le front populaire.

CL. — Le patriotisme a été progressif durant une période. Le patriotisme des peuples opprimés est progressif. La question se pose différemment dans le cadre d'un pays impérialiste. Vous dites qu'il ne peut rien y avoir de progressif dans le patriotisme. Mais le programme parle des opprimés. On s'en apperçoit en période de guerre, où se fait un amalgame avec la défense de la démocratie. Il faut saisir ces nuances. Il faut alors aussi nous reprocher de citer Lénine parlant du patriotisme des grands russiens, mais complétant son appel.

BL. — Il faut juger cette question en tenant compte du moment, de la politique stalinienne dominante. La renaissance du patriotisme par les staliniens ne fait que faire ressurgir les préjugés bourgeois. Maintenir le texte, c'est créer des dangers. Cela n'implique pas qu'on ne peut pas se saisir d'une action modeste, gréviste, même si elle apparaît pour empêcher le sabotage de la défense nationale.

V. — Il y a un demi-malentendu qui provient de l'utilisation du mot progressif. Il indique généralement une idée de progression sur le plan historique, alors qu'ici il s'agit non de qualifier le patriotisme comme une idéologie historique, mais dans certains de ses éléments particuliers du moment. On peut améliorer la formule afin d'écarter l'équivoque, mais l'idée est juste et on ne peut la masquer.

JU. — Il s'agit de savoir prendre l'anneau pour aller plus loin. L'expression telle qu'elle est semble juste. Nous devons aller devant les masses sans formules abstraites. Nos explications théoriques n'auront aucune prise. Il faut expliquer en partant des préoccupations réelles des masses. La patrie est un fait, mais il faut la libérer de la domination des exploiteurs. Avec la modification des conditions objectives, les idées des grandes masses changeront aussi. Alors nous leur expliquerons tout le contenu de l'internationalisme.

BU. — L'argumentation de Ju est dangereuse. Il faut distinguer où l'on s'exprime. Il y a programme et programme. Il faut savoir parler à un ouvrier arriéré. Mais il s'agit ici du programme. D'accord avec les propositions de V. Il faut simplifier la formule.

CR. — Pense que la Conférence doit faire attention à la question. Quand nous aurons le pouvoir, nous n'aurons pas la nation. Modifier la rédaction sur le pacifisme ; la distinction n'est pas suffisante. La distinction est dans les actes. Il faut bannir le mot progressif du dictionnaire.

RT. — Le patriotisme serait progressif s'il est lié à des actes de classes ? Mais l'exposé de J. est très dangereux. La propagande fasciste peut en faire autant. Sur l'antifascisme, d'accord, parce qu'il y a au fond un contenu de classe. Dans la situation actuelle en France, il faut s'appuyer sur l'instinct économique des ouvriers, et non sur le sentiment patriotique. Dans la mesure où nous sommes en période de recul, nous devons mettre en avant notre internationalisme.

SP. — Est d'accord avec RT et BL. Même lorsque le prolétariat a vaincu, c'est la révolution socialiste qu'il défend, et non la patrie.

LL. — Il s'agit du programme et des mots d'ordre transitoires soumis à notre attention pour répondre au courant développé dans la classe ouvrière. Au premier abord, cette différenciation choque, embarrasse parfois devant nos ouvriers. Mais le sentiment patriotique est aussi la crainte de la guerre. Il ne suffit pas de dire « les ouvriers n'ont pas de patrie », mais de savoir l'expliquer. Ce qui est progressif, ne l'est qu'à condition que nous sachions l'utiliser.

G. — RT et BL veulent éviter toute confusion avec le stalinisme ou le fascisme. Mais ils y conduisent. Le but des staliniens, c'est d'utiliser les sentiments patriotiques des masses au profit de ceux de la bourgeoisie. Nous devons au contraire profiter de cette différence. Le danger chez nous n'est pas le patriotisme. Nous avons été éduqués. Mais au contraire de ne pas comprendre, d'être isolé des sentiments des masses. Aux Etats-Unis, le même danger existait.

JA. — Lénine disait : lorsqu'un pauvre dit : je veux défendre la patrie, c'est l'instinct de l'opprimé qui parle. Demande l'adoption du texte tel qu'il est dans la traduction française. En ce qui concerne l'Allemagne, et la politique du PC, il faut distinguer clairement cette politique.

JO. — L'essentiel du texte débattu est que toute revendication, même inssuffisante, doit être utilisée.

ST. — Estime la formule du programme juste. Il ne s'agit pas d'apprécier théoriquement la nation. Nous sommes dans une période de réaction, qui dévoile l'instinct prolétarien. Les sentiments prolétariens sont progressifs, même dans une période de réaction. Il faut expliquer comment mener la lutte contre l'Allemagne hitlérienne. Dépose un amendement complémentaire sur l'antisémitisme :

« En combattant ardemment l'antisémitisme et la haine de race, les bolcheviks-léninistes déclarent en même temps que le sionisme, prêchant la constitution d'un Etat juif, en Palestine, ne peut jamais résoudre la question juive. Le sionisme dans toutes ses nuances joue le rôle d'un agent de l'impérialisme anglais en Palestine, et le rôle d'un pendant idéologique aux théories antisémitiques de l'émigration, dans tous les pays de la diaspora. Freiner la vague antisémite, qui n'est qu'une des têtes de l'hydre réactionnaire, rendre aux juifs les droits de l'homme et du citoyen, garantir un libre développement de la culture des masses juives, seule la révolution sociale peut le faire. Le prolétariat révolutionnaire indemnisera les injures historiques qui furent depuis des siècles le lot du peuple juif ».

Vote : pour, 6. Contre, 16.

Le vote contre signifie que le programme s'exprime suffisamment sur la question, et un amendement sur le problème propre de la Palestine mériterait d'être plus approfondi. En définitive l'amendement est renvoyé devant la Commission de rédaction, qui verra comment améliorer le programme sur ce point.

JA. propose d'ouvrir une discussion spéciale sur la question allemande (en particulier sur les responsabilités staliniennes en 1933). Plusieurs camarades (CR, JU) proposent également d'ouvrir une discussion sur les points spéciaux de politique générale (Espagne, guerre, etc...). Il est décidé que ces questions pourront être débattues ultérieurement, mais que l'ordre du jour doit être suivi : examen des amendements déposés sur le projet de programme et vote de ce projet.

Vote sur l'ensemble du projet de programme : pour, 21, contre, 1.

(Réserve faite de la conclusion sur la délimitation de la IVe Internationale, qui sera discutée avec les statuts).

Déclaration du camarade CR :

« La « minorité du POI » constate que la Conférence du mouvement pour la Quatrième Internationale se tient sans qu'ait eu lieu une discussion internationale dans les différents pays et qu'il a pu seulement se développer une discussion nationale dans quelques pays comme la France ou les Etats-Unis.

« La résolution, issue de la Conférence ne correspond pas à l'élaboration de toute l'organisation internationale. Nous sommes persuadés que les événements obligeront avant peu l'Internationale à réexaminer la question et à réviser ses positions ».

Plusieurs propositions de la Délégation Anglaise pour la Commission de rédaction sont transmises.

*
**

Statuts

Le camarade V. rapporte au nom de la Commission préparatoire. Un projet de statuts a été élaboré. L'article premier implique ce qu'on appelle la « proclamation » de l'Internationale. Il serait plus juste de dire son organisation définie, et sa discipline stricte. C'est donc le point essentiel sur lequel doit porter la discussion actuelle. Cette discussion s'est déjà poursuivie amplement, en particulier dans la commission polonaise, avec la participation des délégations allemande, polonaise, anglaise, américaine, française, sud-américaine, grecque. Il convient de rappeler que le règlement adopté à la Conférence de juillet 1936 parle « des organisations associées à l'échelle internationale au mouvement pour la Quatrième Internationale ». C'est cela qu'il faut modifier, dans le sens proposé par le programme de transition.

Voici le texte proposé :

« Tous les militants prolétariens et révolutionnaires du monde qui acceptent et appliquent les principes et le programme de la Quatrième Internationale se réunissent en une seule organisation mondiale, sous une direction centralisée internationale et une même discipline. Cette organisation a le nom de... et est régie par les présents statuts. »

KA. — On ne peut aborder la question de la Quatrième en dehors de la situation du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier passe par une période de désagrégation et de dépression. Dans les pays fascistes. Dans les pays démocratiques, la pression stalinienne fait reculer les ouvriers. Nous sommes la partie la plus avancée de la classe ouvrière. On ne peut décider la Quatrième Internationale que si les ouvriers surmontent la dépression. La Première Internationale s'est construite lorsque les ouvriers se sont remis de la défaite de 1848, la Deuxième lorsque le mouvement s'est rétabli après la défaite de la Commune et la création d'un mouvement ouvrier en Russie. La Troisième s'est créée après la victoire de la Révolution russe et avec un grand nombre de partis communistes déjà formés. Bien qu'en 1919 la gauche zimmarvaldienne était plus forte que nous aujourd'hui, les spartakistes étaient contre la proclamation de la Troisième. Nous n'avons pas d'organisations nombreuses. Les organisations n'ont pas d'influence de masse, surtout dans les syndicats. La Première Internationale a créé un mouvement de masse qui faisait la terreur de la bourgeoisie. La Deuxième a mis en mouvement des masses immenses. La Troisième a conduit des mouvements révolutionnaires des masses. Mais la situation a changé. Les ouvriers subissent une répression énorme. Nous n'avons pas de direction sur les masses. En proclamant la Quatrième sans être sûrs de la réponse des ouvriers, nous compromettons l'idée de la Quatrième.

L'avenir de l'humanité entière dépend de la Quatrième. On ne peut pas créer une fiction, mais une véritable internationale. Malgré la régression, la crise du capitalisme pose la question de la révolution prolétarienne. C'est le prolétariat qui créera la Quatrième Internationale. Il faut éclairer les ouvriers et préparer le mouvement. Si nous restons un groupement de propagande, les ouvriers n'ont pas de grandes exigences envers nous, mais si nous sommes une internationale, les ouvriers exigeront une direction, et nous ne pourrons les conduire ; ils seront déçus. La Première Internationale s'est appuyée sur les forces du prolétariat français et anglais. La deuxième sur les forces du prolétariat allemand. La Troisième sur les forces russes, balkaniques, polonaises, allemandes. Aussi longtemps que la Quatrième n'aura pas quelques partis de masses, elle ne pourra pas être proclamée. C'est pourquoi nous sommes en désaccord avec le point 1 des statuts.

V. — Les arguments de K. résument l'ensemble des objections qui nous ont été opposés au cours de la discussion. Ils sont historiques, non politiques. Au lieu de tirer argument des analogies dans la succession des Internationales, il faut voir les situations concrètes, la situation originale dans chaque cas. La Première est née du néant, le prolétariat s'affirma comme classe internationale ; c'est tout : elle ne dirigea aucune lutte, fut mêlée aux mouvements petits-bourgeois. La Deuxième fut liée à des appareils d'Etat, n'avait pas de concurrentes, ne se considérait d'ailleurs pas officiellement comme continuatrice de la première. La Troisième n'a pas pu liquider la Deuxième. Elle aussi est devenue un appendice étatiste. Elle subsiste côte à côte avec la Deuxième. Voilà la situation de fait. C'est une situation unique, qu'il faut analyser comme telle. Il faut sortir de l'imprécision. Nous nous sommes définis à l'échelle nationale, nous avons des partis, sections, ligues, etc... Le passage dans la social-démocratie était épisodique. Nous voulons aussi être définis à l'échelle internationale. Nous devons avoir une organisation délimitée et non un champ de manœuvres pour tous les courants confus. Seront membres ceux qui accepteront le programme, les statuts, les décisions. Ce n'est pas l'Internationale « définitive ». Aucune n'est définitive. Nous ne proclamons pas l'Internationale victorieuse. Nous voulons une figure nette, pour préparer de meilleures conditions de lutte. Les Internationales ne sont pas des cadres figés. Ce sont des organisations de lutte. Leur forme correspond à leur mission dans un stade donné. Le nôtre dans la situation mondiale actuelle consiste à faire cesser certaines équivoques, et à faciliter ainsi le rassemblement autour de nous.

ST. — Nous sommes déjà, comme « mouvement », une organisation définie. Proclamer une internationale, c'est modifier un état de fait. Or, cet état de fait n'existe pas. Pour se délimiter des centristes un nom ne suffit pas. Il faut qu'un renversement se produise au sein des masses pour que nous ne diposions pas seulement d'idées, mais d'un levier puissant.

TR. — Les analogies historiques sont fausses, non valables. Zimmervald était plus fort que nous, mais l'aile gauche était très restreinte, politiquement assez confuse. Lénine a posé la question de constituer la Troisième dans une période de réaction. Il ne l'a pas fait, espérant amener d'autres groupes, ce qui était notre position en 1936. Au premier congrès de l'IC, il n'y avait pas de PC de masse, sauf le russe. C'étaient avant tout des émigrés à Moscou. Les Spartakistes étaient contre : avaient-ils raison ?

LEB. — Il faut d'abord organiser. La lutte d'envergure viendra avec le mouvement des masses. Si les masses exigeaient de nous des décisions de suite, étant donné notre nom, tant mieux, cela voudrait dire qu'elles sont prêtes à marcher avec nous. — B., puis JA., soulignent que le travail dans la Deuxième n'est, en général, plus possible. La Quatrième est dans l'esprit des ouvriers avancés. Il faut avancer ou reculer.

Ka conteste qu'il n'y ait pas eu de partis de masses au premier congrès de l'IC. On ne construit pas une organisation internationale pour se délimiter mais pour mener des actions de masse. La création de la Quatrième est plus difficile que les précédentes.

Votes. La délégation polonaise propose l'amendement suivant :

« L'organisation internationale bolchevik-léniniste surgit de grands événements : des plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La Troisième Internationale, aussi bien que la Deuxième, sont mortes pour la révolution. Vive la Quatrième Internationale ! Les bolcheviks-léninistes ne forment pas en ce moment la Quatrième Internationale, cependant, ils proclament la nécessité de la créer. Nous formerons la Quatrième Internationale quand les conditions objectives de sa création deviendront mûres, c'est-à-dire avant tout quand nous deviendrons un mouvement de masses au moins dans certains pays avancés ».

Pour, 3 voix . Contre, 19

Article 1 du projet de statuts :

Pour, 19. Contre, 3 (1).

Les différents articles des Statuts sont ensuite examinés et discutés un à un. Chaque point est adopté successivement. Sur l'ensemble intervient le vote suivant :

Unanimité, moins 3 abstentions.

La délégation polonaise déclare qu'après avoir défendu jusqu'au bout la position qu'elle considère comme juste, et qui a été élaborée avec le Comité Central polonais, elle reste entièrement disciplinée à la nouvelle organisation avec laquelle elle collabore de façon étroite.

5° - Election du Comité Exécutif International.

La discussion s'engage sur la composition et le fonctionnement et la composition du C.E.I. En conclusion, 15 membres sont désignés pour constituer le C.E.I.

⁂

Rapport de la Commission Polonaise.

La Commission Polonaise a consacré deux séances à examiner la situation des camarades Polonais. Une situation nouvelle a été créée par la dissolution officielle du parti communiste polonais. Deux résolutions sont présentées par la Commission. La Majorité estime que la nécessité du nouveau parti doit être proclamée, afin de rassembler tous les éléments qui se trouvent organisés soit dans des courants centristes, soit dans des organisations intermédiaires. Le camarade K. estime que l'heure n'est pas encore venue d'un tel tournant. Les camarades J., O. et LE estiment que K. sous-estime la nouvelle étape, et manque de confiance dans les camarades. K. considère que les camarades polonais ne veulent pas d'équivoque avec le réformisme, mais qu'ils veulent parvenir à un vrai parti, et non à une fiction; ils doivent préserver leurs liaisons avec les masses. Il faut attendre. — TR est contre la proclamation d'un parti comme remplaçant du parti communiste polonais ; cependant, il faut préparer cette action inévitable.

Vote : La résolution de la majorité de la commission est adoptée par 11 voix, 6 contre, et 2 abstentions.

⁂

Rapport de la Commission grecque.

Les travaux de la Commission grecque ont consacré la fusion des deux groupes qui se réclamaient de la Quatrième Internationale, la Ligue Communiste Internationaliste, et l'Union des Communistes Internationalistes. La Conférence adopte à l'unanimité la résolution présentée par la Commission, en saluant la section grecque de la Quatrième Internationale, dont des dizaines de membres souffrent et luttent vaillamment dans les prisons et bagnes de Metaxas.

Le Secrétariat International est mandaté pour intervenir en cas de difficultés au cours des opérations de fusion.

⁂

Rapport de la Commission française.

La Commission française a étendu ses travaux sur une série de séances de travail. Une trentaine de délégués ont participé à ses travaux. Au cours des séances, tous les aspects essentiels de la politique et de l'activité du Parti Ouvrier Internationaliste ont été examinés avec soin. En particulier, la Commisson a examiné les questions du Front unique, celles du mouvement syndical, celle de la presse, et celle du fonctionnement organisationnel du parti. Un projet de résolution servit de base à la discussion. La Commission se préoccupa aussi du groupe « La Commune » et c'est avec son accord que le S.I. entreprit les démarches relatées d'autre part.

La Troisième Assemblée plénière de la Conférence, après avoir entendu le rapport, décida de prolonger les pouvoirs de la Commission, en lui demandant de terminer ses travaux par l'adoption d'une résolution définitive.

⁂

Rapport de la Commission anglaise.

Le rapport enregistre le pas très important fait par l'unification des trois groupes qui se réclamaient de la Quatrième Internationale, dans la « Revolutionary Socialist League ». La Conférence souligne que toutes les difficultés ne sont pas vaincues, en particulier que les questions relatives au travail dans les rangs du Labour Party n'ont pas reçu une solution définitive. Mais elle salue l'importante étape du développement marxiste en Angleterre. Des délégués des trois anciens groupés ont participé aux travaux de la Conférence. Seul est resté en dehors de l'unification un petit noyau (groupe Lee) : Le CEI est mandaté pour faire cesser l'équivoque de sa position, en lui offrant d'entrer dans la RSL.

⁂

Rapport de la Commission Mexicaine.

La Commission pour les affaires mexicaines a fait un travail très approfondi de la situation au Mexique et de la crise de la Ligue Communiste Internationaliste. Elle a pris en détail connaissance des travaux préparatoires de la Conférence Pan-Américaine, ainsi que des documents, lettres, et Bulletins soumis à la Conférence par l'ancienne organisation dissoute. C'est sur la base de cet examen qu'elle a adopté une Résolution qui permettra le redressement de notre mouvement au Mexique. La Conférence a souligné que tous les camarades mexicains ont déclaré qu'ils acceptaient par avance les décisions internationales du mouvement auquel ils sont attachés. Sous l'impulsion des décisions de la Pré-conférence américaine, la situation s'est déjà améliorée dans les directions suivantes: a) élimination des querelles personnelles et construction

(1) Le camarade C. formule ainsi son vote :
« Considérant que la situation internationale peut nous imposer encore de nombreux tournants organisationnels en faisant lutter nos groupes nationaux dans les partis réformistes ou centristes ; qu'en conséquences et en fonction de la faiblesse numérique des groupes BL, le mouvement pour la Quatrième Internationale peut jouer seulement un rôle propagandiste ; je vote contre la proclamation formelle immédiate de la Quatrième Internationale ».

de cadres dirigeants nouveaux ; b) liquidation de l'orientation gauchiste et de l'isolement syndical; c) liaison étroite avec le mouvement Pan-américain.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

⁂

Décisions annexes.

Il est décidé de constituer auprès du CEI une *Commission coloniale.*

Séance du Comité Exécutif élargi aux délégations de la Conférence.

1. Formation du *Secrétariat International.*

V. fait une proposition tendant à désigner pour le S. I. des camarades susceptibles de travailler pour la plupart dans le même lieu. Les membres ne représentent pas des sections, mais doivent s'appuyer sur les sections les plus actives.

Après une discussion détaillée sur les possibilités de travail du S.I. et sa composition, cinq camarades sont désignés.

⁂

2. *Sous-secrétariat américain.*

Le C.E.I. décide de confirmer dans ses fonctions le sous-secrétariat pan-américain désigné à la Conférence de New-York, en y adjoignant un membre.

⁂

3. *Statuts* (fin de la discussion).

Après discussion, il est décidé que la mise au point rédactionnelle définitive sera confiée au S.I., un vote étant déjà intervenu sur chaque article. Il ne reste qu'à fixer le nom de l'organisation. Après discussion, le nom adopté est : « *Quatrième Internationale (Parti Mondial de la Révolution Socialiste)* ».

⁂

4. *Solidarité Internationale.*

Il existe des organismes de solidarité dans trois sections (France, Belgique, USA). Il s'agit de fédérer ces trois organismes et aider au développement dans d'autres sections. On doit orienter ces comités essentiellement pour le soutien de notre mouvement, qui est le plus persécuté. Il ne s'agit pas tant de les utiliser pour la propagande politique que pour réunir des fonds et des actions pratiques de soutien de nos propres camarades. Il faut constituer un secrétariat auprès du S.I., et inviter à créer des Sections de Secours dans tous les pays.

Tr. — On peut admettre dans les Comités des non-membres du Parti, mais, au point de vue politique et organisationnel, nos partis doivent en prendre la pleine responsabilité et le contrôle. Aux U.S.A., le Comité officiel est composé exclusivement de membres du parti, connus pour leur activité dans ce domaine. Les socialistes ou staliniens sont secourus. Les nôtres ne le sont pas. Il faut les aider. On ne peut pas créer une direction internationale, mais un centre qui puisse donner des informations, et constituer un Comité de Patronage.

Ll. est d'accord avec la nécessité de développer le Fonds de Solidarité. La propagande rentre aussi dans les attributions de la Solidarite et les fonds recueillis peuvent aussi y aider, sous un contrôle rigoureux.

Au cours de la discussion on examine aussi la situation du *Secours International* en France, qui a été formé sur une base « large », c'est-à-dire en front unique avec d'autres organisations. D'une façon générale il faut s'efforcer d'unifier la forme des mouvements dans les différents pays.

Après discussion, le camarade *Leg* est désigné pour rédiger une résolution et le S.I. est mandaté pour désigner un secrétariat qui assurera une liaison internationale.

⁂

4. *Mouvement des jeunes.*

Une conférence des jeunesses doit se tenir parallèlement à la Conférence de la Quatrième Internationale. Une discussion de caractère général s'engagera sur un rapport du camarade Maurice.

JU estime que les JSR font un bon travail pour les problèmes généraux, mais sont faibles pour le travail pratique. L'activité des jeunes a une importance primordiale, surtout dans les conditions de semi-légalité ou d'illégalité. — St. attire l'attention sur l'importance des jeunes dans notre époque. Il parle de la trahison des vieux partis. L'écroulement d'un parti comporte la démoralisation de toute une génération. Il faût attirer l'attention de toutes les sections là-dessus, et dresser une plate-forme des revendications de la jeunesse, utiliser toutes les formes d'action (Auberges de la jeunesse) d'éducation, d'agitation.

GD. — On n'a pas assez considéré la question des jeunes. Le S.L. a négligé cette question de telle sorte que dans certains pays des camarades dirigeants sont contre une organisation spéciale des jeunes. Ne pas croire que le capitalisme écarte la distinction entre jeunes et adultes. Ne pas vouloir faire à tout prix des jeunes des cadres du parti adulte. Il faut redresser le courant qui existe dans certains pays contre le travail de la jeunesse.

Ll. — La situation des jeunesses belges est grave. On a cessé la parution de « Révolution ». Dans certaines régions (Borinage) on n'a pas compris la nécessité de ce travail. Il faut redresser la situation par une explication politique sérieuse.

A. expose la situation des jeunes dans le Labour Party, et la nécessité de bien étudier les mots d'ordre propres à l'Angleterre.

Une délégation de trois membres du Comité Exécufit International a été désignée pour participer à la Conférence des Jeunes.

6. *Thèses présentées par la Conférence pan-américaine.*

Deux projets de thèses ont été présentées par la Conférence pan-américaine à l'examen de la Conférence Internationale. L'une sur *La situation en Extrême-Orient*, et l'autre sur *l'Impérialisme américain et les colonies.*

Etant donné l'importance de ces documents et le fait que le délai de discussion a été insuffisant, il est décidé qu'ils seront adoptés comme matériaux de discussion, soumis à l'examen des sections, et placés à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité Exécutif.

⁂

7. *Situation aux Etats-Unis.*

Une importante discussion se déroule dans le « Socialist Workers Party » au sujet de la tactique. La majorité préconise la lutte pour un Labor Party contre les partis bourgeois. La minorité est partisan du maintien de la plate-forme actuelle du SWP.

Etant donné l'importance de cette discussion pour toutes les sections, il est décidé qu'un Bulletin spécial publiera les rapports principaux sur cette question.

8. *Situation en Belgique.*

Le camarade *Ll.* fait un rapport de la situation dans le PSR au lendemain de son Congrès. L'erreur est de n'avoir pas passé à l'offensive contre Vereeken, qui démoralisait toute l'organisation. V. a été invité au Congrès, mis au pied du mur de défendre sa politique internationalement. Il a préféré démissionner, déserter devant la bataille politique. On doit constater que lorsque le Parti s'est constitué, la venue de V. n'était déjà qu'un replâtrage. Ses projets consistent à « écrire pour les cadres du monde » (sic). Une quinzaine de membres du PSR l'ont suivi dans la retraite. La section belge se trouve maintenant devant des tâches importantes. Elle doit gagner en homogénéité, ne pas se confiner au Borinage, exiger une activité vraiment nationale des responsables.

9. La Conférence, saisie d'un tract distribué par le groupe Lee (*Angleterre*), réclamant devant la conférence le droit pour lui seul de représenter la Conférence Internationale, rappelle que le groupe L. a refusé d'entrer dans l'unité des trois groupes, qu'il ne met en avant que des critères personnels pour justifier sa séparation ; que la porte de la Revolutionary Socialist League lui reste ouverte, mais que désormais seule la RSL est la section de la Quatrième, et que le group L., comme tout groupe dont l'isolement est le résultat de considérations de clique, sera combattu résolument. Le camarade *Leg* est chargé de rédiger une lettre pour la section anglaise.

POUR DÉMASQUER LE TERRORISME STALINIEN

LISEZ LES OUVRAGES SUIVANTS

L. Trotsky - *Les crimes de Staline* . . . . . **18 fr.**
K. Landau - *Le Stalinisme en Espagne* . . . . . **2 fr.**
L. Sedov - *Livre Rouge sur le procès de Moscou* . . . . . **2 fr.**
A. Rosmer, Wullens et V. Serge - *L'Assasinat d'Ignace Reiss* . . . . . **7 fr.**

AUX PUBLICATIONS POPULAIRES

L'AGONIE DU CAPITALISME & LES TACHES DE LA IVe INTERNATIONALE

LES PREMISSES OBJECTIVES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.

La prémisse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'huaminté ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, apportent aux masses des privations et des souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre.

La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. Dans les pays, où elle s'est trouvée contrainte de miser son dernier enjeu sur la carte du fascisme, elle marche maintenant les yeux efrmés à la catastrophe économique et militaire. Dans les pays historiquement privilégiés, c'est-à-dire ceux où elle peut encore se permettre pendant quelque temps le luxe de la démocratie au compte de l'accumulation nationale antérieure (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, etc.), tous les partis traditionnels du capital se trouvent dans une situation de désarroi, qui frise par moments la paralysie de la volonté. Le « New Deal », malgré le caractère résolu dont il faisait étalage dans la première période, ne représente qu'une forme particulière de désarroi, possible dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle, qui est encore loin d'avoir dit son dernier mot, a pu déjà montrer que la politique du « New Deal » aux Etats-Unis, tout comme la politique du Front Populaire en France, n'ouvre aucune issue dans l'impasse économique.

Le tableau des relations internationales n'a pas meilleur aspect. Sous la pression croissante du déclin capitaliste, les antagonistes impérialistes ont atteint la limite au delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Ethiopie, Espagne, Extrême-Orient, Europe Centrale...,) doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial. Bien entendu, la bourgeoisie se rend compte du danger mortel qu'une nouvelle guerre représente pour sa domination. Mais elle est actuellement infiniment moins capable de prévenir la guerre qu'à la veille de 1914.

Les bavardages de toutes sortes, selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme, ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, mais ont même commencé à pourrir. Sans révolution sociale, et cela dans la prochaine période historique, toute la civilisation de l'humanité est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.

LE PROLETARIAT ET SA DIRECTION

L'économie, l'Etat, la politique de la bourgeoisie et ses relations internationales sont profondément atteintes par la crise sociale qui caractérise la situation pré-révolutionnaire de la société. Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction prolétarienne, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, le lien traître qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie.

Dans tous les pays, le prolétariat est saisi d'une profonde angoisse. Des masses de millions d'hommes viennent toujours à nouveau au mouvement révolutionnaire. Mais chaque fois elles se heurtent dans cette voie à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs.

Le prolétariat de l'Espagne a fait, depuis avril 1931, une série de tentatives héroïques de prendre dans ses mains le pouvoir et la direction des destinées de la société. Cependant, ses propres partis — social-démocrates, staliniste, anarchistes et P.O.U.M. — chacun à sa manière, ont joué le rôle de frein et ont ainsi préparé le triomphe de Franco.

En France, la puissante vague de grèves avec occupation des usines, particulièrement en juin 1936, montra bien que le prolétariat était complètement prêt à renverser le système capitaliste. Cependant, les organisations dirigeantes, socialistes, staliniste et syndicalistes, ont réussi, sous l'étiquette du Front Populaire, à canaliser et à arrêter, au moins momentanément, le torrent révolutionnaire.

La vague sans précédent de grèves avec occupation des usines et la croissance prodigieusement rapide des syndicats industriels aux Etats-Unis (C.I.O.) sont l'expression la plus indiscutable de l'aspiration instinctive des ouvriers américains à s'élever au niveau des tâches que l'histoire a placées devant eux. Cependant ici aussi les organisations dirigeantes, y compris la C.I.O. nouvellement créée, font tout ce qu'elle peuvent

pour contenir et paralyser l'offensive révolutionnaire des masses.

Le passage définitif de l'Internationale Communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionnaire dans le monde entier, particulièrement en Espagne, en France, aux Etats-Unis et dans les autres pays « démocratiques » a créé d'extraordinaires difficultés supplémentaires au prolétariat mondial. Sous le signe de la révolution d'octobre, la politique conciliatrice des « Fronts Populaires » voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme.

Les « Fronts Populaires » d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. Du point de vue historique, ces deux ressources ne sont cependant que des fictions. La putréfaction du capitalisme continue aussi bien sous le signe du bonnet phrygien en France que sous le signe de la swastika en Allemagne. Seul le renversement de la bourgeoisie peut ouvrir une issue.

L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant, d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que des appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traitres, - de la législation « sociale » de Léon Blum aux falsifications judiciaires de Staline — ils ne réussiront pas à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. De plus en plus, leurs efforts désespérés d'arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la direction du prolétariat qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la Quatrième Internationale.

PROGRAMME MINIMUM ET PROGRAMME DE TRANSITION

La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider la masse, dans le processus de sa lutte quotidienne, à trouver le pont entre ses revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de **revendications transitoires**, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.

La social-démocratie classique, qui déploya son action à l'époque du capitalisme progressif, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre : le **programme minimum**, qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et le **programme maximum**, qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'avait pas besoin de ce pont, car de socialisme elle ne parlait que les jours de fête.

L'Internationale Communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques, ni de l'élévation du niveau de vie des masses ; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douanes, inflation, « déflation », vie chère, chômage, règlementation policière des grèves, etc.); alors que chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois.

La tâche stratégique de la Quatrième Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, la résolution de cette tâche stratégique est inconcevable sans l'attitude la plus attentive envers toutes les questions de tactique, même petites et partielles.

Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.

La Quatrième Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme « minimum » dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles « minimum » des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent, — et cela se produit à chaque pas, — la Quatrième Internationale met en avant un système de **revendications transitoires**, dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux « programme minimum » est constamment dépassé par le **programme de transition**, dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.

ECHELLE MOBILE DES SALAIRES ET ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL

Dans les conditions du capitalisme en décomposition, les masses continuent à vivre la morne vie d'opprimés qui maintenant plus que jamais, sont menacés du danger d'être jetés dans l'abîme du paupérisme. Elles sont contraintes de défendre leur morceau de pain, même si elles ne peuvent l'augmenter ou l'améliorer. Il n'y a ni possibilité ni besoin d'énumérer ici les diverses revendications partielles qui surgissent chaque fois des circonstances concrètes, nationales, locales, professionnelles. Mais deux maux économiques fondamentaux, dans lesquels se résument l'absurdité croissante du système capitaliste, à savoir le **chômage** et la **cherté de la vie**, exigent des mots d'ordre et des méthodes de lutte généralisés.

La Quatrième Internationale déclare une guerre implacable à la politique des capitalistes, qui, pour une part considérable est celle de leurs agents, les réformistes, tendant à faire retomber sur les travailleurs tout le fardeau du militarisme, de la crise, du désordre des systèmes monétaires et autres maux de l'ago-

nie capitaliste. Elle revendique du **travail** et une **existence digne** pour tous.

Ni l'inflation monétaire, ni la stabilisation ne peuvent servir de mots d'ordre au prolétariat, car ce sont les deux bouts d'un même bâton. Contre la cherté de la vie, qui au fur et à mesure que la guerre se rapprochera, prendra un caractère de plus en plus débridé, on ne peut lutter qu'avec le mot d'ordre de l'**échelle mobile des salaires.** Les contrats collectifs doivent assurer l'augmentation automatique des salaires, corrélativement à la montée du prix des articles de consommation.

Sous peine de se vouer lui-même à la dégénérescence, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques, en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition. Le droit au travail est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant, ce droit lui est enlevé à chaque instant. Contre le chômage, tant de « structure » que « conjoncturel », il est temps de lancer le mot d'ordre de l'**échelle mobile des heures de travail.** Les syndicats et autres organisations de masses doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les engagements mutuels de la solidarité. Le travail existant est réparti entre toutes les mains ouvrières existantes, et c'est ainsi qu'est déterminée la longueur de la semaine de travail. Le salaire de chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail. Le salaire, avec un **minimum** strictement assuré, suit le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour l'actuelle période de transition.

Les propriétaires et leurs avocats démontreront « l'impossibilité de réaliser » ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront en outre leurs livres de comptabilité. Les ouvriers rejetteront catégoriquement ces arguments et ces références. Il ne s'agit pas du heurt « normal » d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la décadence, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, il ne lui reste qu'à périr. La « possibilité » ou l' « impossibilité » de réaliser les revendications est dans le cas présent une question de rapport des forces qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront de la meilleure façon la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste.

LES SYNDICATS DANS L'EPOQUE DE TRANSITION

Dans la lutte pour les revendications partielles et transitoires, les ouvriers ont actuellement plus besoin que jamais d'organisations de masse, avant tout de syndicats. La puissante montée des syndicats en France et aux Etats-Unis est la meilleure réponse aux doctrinaires ultra-gauches de la passivité qui ont prêché que les syndicats « avaient fait leur temps ».

Les bolcheviks-léninistes se trouvent aux premiers rangs de toutes les formes de lutte, même là où il s'agit des intérêts matériels ou des droits démocratiques les plus modestes de la classe ouvrière. Ils prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupant de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte. Ils luttent implacablement contre toutes les tentatives de soumettre les syndicats à l'Etat bourgeois et de lier le prolétariat par « l'arbitrage obligatoire et toutes les autres formes d'intervention policière, non seulement fascistes, mais aussi « démocratiques ». C'est seulement sur la base de ce travail qu'il est possible de lutter avec succès à l'intérieur des syndicats contre la bureaucratie réformiste, staliniste y compris. Les tentatives sectaires d'édifier ou de maintenir de petits syndicats « révolutionnaires », comme une seconde édition du parti, signifient en fait le renoncement à la lutte pour la direction de la classe ouvrière. Il faut poser ici comme un principe inébranlable : l'auto-isolement capitulard hors des syndicats de masses, équivalant à la trahison de la révolution, est incompatible avec l'appartenance à la Quatrième Internationale.

En même temps, la Quatrième Internationale rejette et condamne résolument tout fétichisme des syndicats, également propre aux trade-unionistes et aux syndicalistes.

a) Les syndicats n'ont pas et, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé ; c'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le parti. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la Quatrième Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition.

b) Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière, et d'ailleurs ses couches les plus qualifiées et les mieux payées. La majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'épisodiquement, dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier. A ces moments-là, il est nécessaire de créer des organisations ad hoc, qui embrassent toute la masse en lutte : les **comités de grèves,** les **comités d'usines,** et, enfin, les **soviets.**

c) En tant qu'organisations des couches supérieures du prolétariat les syndicats, comme en témoigne toute l'expérience historique, y compris l'expérience toute fraîche des syndicats anarcho-syndicalistes d'Espagne, développent de puissantes tendances à la conciliation avec le régime démocratique bourgeois. Dans les périodes de lutte de classes aiguës les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le domestiquer. Cela se produit déjà lors de simples grèves, surtout lors des grèves de masse avec occupation des usines, qui ébranlent les principes de la propriété bourgeoise. En temps de guerre ou de révolution, quand la situation de la bourgeoisie devient particulièrement difficile, les chefs des syndicats deviennent ordinairement des ministres bourgeois.

C'est pourquoi les sections de la Quatrième Internationale doivent constamment s'efforcer non seulement de renouveler l'appareil des syndicats en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte au lieu des fonctionnaires routiniers carriéristes, mais encore de créer dans tous les cas où c'est possible des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices

masquées (« progressistes »). Le syndicat n'est pas un but en soi, mais seulement un des moyens à employer dans la marche à la révolution prolétarienne.

LES COMITES D'USINE

Le mouvement ouvrier de l'époque de transition n'a pas un caractère régulier et égal, mais fiévreux et explosif. Les mots d'ordre, de même que les formes d'organisation, doivent être subordonnés à ce caractère du mouvement. Rejettant la routine comme la peste, la direction doit prêter attentivement l'oreille à l'initiative des masses elles-mêmes.

Les grèves avec occupation des usines, une des plus récentes manifestations de cette initiative, sortent des limites du régime capitaliste normal. Indépendamment des revendications des grévistes, l'occupation temporaire des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève d'occupation pose pratiquement la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitaliste ou les ouvriers.

Si l'occupation soulève cette question épisodiquement, le **comité d'usine** donne à cette même question une expression organisée. Elu par tous les ouvriers et employés de l'entreprise, le comité d'usine crée d'un coup un contre-poids à la volonté de l'administration.

A la critique que font les réformistes des patrons de l'ancien type, ceux qu'on appelle les « patrons de droit divin », du genre de Ford, en face des « bons » exploiteurs « démocratiques », nous opposons le mot d'ordre des comités d'usines, comme centres de lutte contre les uns et les autres.

Les bureaucrates des syndicats s'opposeront, en règle générale, à la création de comités, de même qu'ils s'opposent à tout pas hardi dans la voie de la mobilisation des masses. Il sera cependant d'autant plus facile de briser leur opposition que le mouvement aura une étendue plus large. Là où les ouvriers de l'entreprise sont déjà dans les périodes « calmes » entièrement compris dans le syndicat (closed shop), le comité coincidera formellement avec l'organe du syndicat, mais il renouvellera sa composition et élargira ses fonctions. Cependant, la principale signification des comités est de devenir des états-majors pour les couches ouvrières que le syndicat n'est en général pas capable d'atteindre. C'est d'ailleurs précisément de ces couches les plus exploitées que sortiront les détachements les plus dévoués de la révolution.

Dès le moment de l'apparition du comité dans l'usine il s'établit en fait une **dualité de pouvoir.** Par son essence même elle est quelque chose de transitoire, car elle renferme en soi deux régimes inconciliables: le régime capitaliste et le régime prolétarien. L'importance principale des comités d'usine consiste précisément à ouvrir une période pré-révolutionnaire sinon directement révolutionnaire, outre le régime bourgeois et le régime prolétarien. Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée, ni artificielle c'est témoigné de la meilleure façon par la vague d'occupations d'usines qui a déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inévitables dans un proche avenir. Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste.

LE « SECRET COMMERCIAL » ET LE CONTROLE OUVRIER DE L'INDUSTRIE

Le capitalisme libéral, fondé sur la concurrence et la liberté de commerce, est disparu bien loin dans le passé. Le capitalisme monopolisateur qui l'a remplacé sur la scène, non seulement n'a pas réduit l'anarchie du marché, mais lui a donné au contraire un caractère particulièrement convulsif. La nécessité d'un « contrôle » sur l'économie, d'une « direction » étatique, d'une « planification » est maintenant reconnue — au moins en paroles — par presque tous les courants de la pensée bourgeoise et petite-bourgeoise, du fascisme à la social-démocratie. Pour les fascistes, il s'agit surtout d'un pillage « planifié » du peuple pour des fins militaires. Les social-démocrates cherchent à vider l'océan de l'anarchie avec la cuiller d'une « planification » bureaucratique. Les ingénieurs et les professeurs cherchent à devenir des téchnocrates. Les gouvernements démocratiques se heurtent dans leurs tentatives timides de « règlementation » au sabotage insurmontable du grand capital.

Le véritable rapport entre exploiteurs et « contrôleurs » démocratiques est caractérisé de la meilleure façon par le fait que messieurs les « réformateurs » saisis d'une sainte émotion, s'arrêtent au seuil des trusts, avec leurs « secrets » industriels et commerciaux. Ici règne le principe de la « non-intervention » Les comptes entre le capitaliste isolé et la société constituent un secret du capitaliste : la société n'a rien à y voir. Le « secret » commercial est toujours justifié, comme à l'époque du capitalisme libéral, par les intérêts de la « concurrence ». En fait, les trusts n'ont pas de secrets l'un pour l'autre. Le secret commercial de l'époque actuelle est un complot constant du capital monopolisateur contre la société. Les projets de limitation de l'absolutisme des « patrons de droit divin » restent des lamentables farces tant que les propriétés privés des moyens sociaux de production peuvent cacher aux producteurs et aux consommateurs la mécanique de l'exploitation, du pillage, de la tromperie. L'abolition du « secret commercial » est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie.

Les ouvriers n'ont pas moins de droits que les capitalistes à connaître les « secrets » de l'entreprise, du trust, de la branche d'industrie, de toute l'économie nationale dans son ensemble. Les banques, l'industrie lourde et les transports centralisés doivent être placés les premiers sous la cloche d'observation.

Les premières tâches du contrôle ouvrier consiste à éclaircir quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée ; à déterminer la véritable part du capitaliste isolé et de tous les exploiteurs ensemble dans le revenu national ; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts ; à révéler enfin devant toute la société le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit.

Aucun fonctionnaire de l'Etat bourgeois ne peut mener à bout ce travail quels que soient les pouvoirs dont on puisse l'investir. Le monde entier a observé l'impuissance du président Roosevelt et du président du Conseil Léon Blum en face du complot des « 60 » ou des « 200 familles ». Pour briser la résistance des exploiteurs, il faut la pression du prolétariat. Les comités d'usines, et seulement eux, peuvent assurer un véritable contrôle sur la production, en faisant appel — en tant que conseillers et non comme « technocrates » — aux spécialistes honnêtes et dévoués au peuple : comptables, statisticiens, ingénieurs, savants, etc., etc.

En particulier, la lutte contre le chômage est inconcevable sans une large et hardie organisation de **grands travaux publics.** Mais les grands travaux ne

peuvent avoir une importance durable et progressive tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle ouvrier fera place dans ces cas à une administration directe par les ouvriers.

L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire, — du point de vue des intérêts de travailleurs, et non de ceux des exploiteurs, — est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans l'intervention du regard ouvrier dans tous les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste. Les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin, de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi le contrôle ouvrier deviendra **l'école de l'économie planifiée.** Par l'expérience du contrôle, le prolétariat se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée, quand l'heure en aura sonnée.

Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne taille qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers, — surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires, — les ouvriers répondront que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité de banqueroutiers ou de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploiteurs. Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts de capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime. La tâche consiste à reconstruire tout le système de production et de répartition sur des principes plus rationnels et plus dignes. Si l'abolition du secret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie.

L'EXPROPRIATION DE CERTAINS GROUPES DE CAPITALISTES

Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas faire obstacle dans la présente période de transition, sous différents prétextes, à la revendication de l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires.

Ainsi, aux prêches geignards de messieurs les démocrates sur la dictature des « 60 familles » aux Etats-Unis ou des « 200 familles » en France nous opposons la revendication de l'expropriation de ces 60 ou 200 féodaux capitalistes.

Exactement de même nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopoleuses de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc...

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de « nationalisation » consiste en ce que : 1) Nous repoussons le **rachat** ; 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front Populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ; 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur force révolutionnaire ; 4) nous relions le problème de l'exproprition à la question du pouvoir ouvrier et paysan.

La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'**agitation** quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue **propagandiste,** sous sa forme générale, est provoquée par le fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à la résolution de cette tâche.

L'EXPROPRIATION DES BANQUES PRIVEES ET L'ETATISATION DU SYSTEME DE CREDIT

L'impérialisme signifie la domination du **capital financier.** A côté des consortiums et des trusts et souvent au-dessus d'eux, les **banques** concentrent dans leurs mains le commandement réel de l'économie. Dans leur structure, les banques reflètent sous une forme concentrée toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les tendances du **monopole** aux tendances de **l'anarchie.** Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants, et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Impossible de faire aucun pas sérieux en avant dans la lutte contre l'arbitraire monopolisateur et l'anarchie capitaliste, si on laisse les leviers de commande des banques dans une institution nationaleunique. Seule l'expro- un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts de toute la nation, il faut unifier toutes les banques dans une institution nationale unique. Seule l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit dans les mains de l'Etat mettront dans les mains de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels, et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique.

L'expropriation des banques ne signifie en aucun cas l'expropriation des petits dépôts bancaires. Au contraire, pour les petits déposants la banque **étatique** unique pourra créer des conditions plus favorables que les banques privées. De la même façon, seule, la banque étatique pourra établir pour les paysans, les artisans et les petits commerçants des conditions de crédit privilégiées, c'est-à-dire à bon marché. Cependant, il est encore plus important que toute l'économie, avant tout l'industrie lourde et les transports, dirigée par un état-major financier unique, serve les intérêts vitaux des ouvriers et de tous les autres travailleurs.

Cependant, l'**étatisation des banques** ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir étatique lui-même passe des mains des exploiteurs aux mains des travailleurs.

LES PIQUETS DE GREVE : LES DETACHEMENTS DE COMBAT, LA MILICE OUVRIERE, L'ARMEMENT DU PROLETARIAT.

Les grèves avec occupation des usines sont un très sérieux avertissement de la part des masses à l'adresse non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des

organisations ouvrières, y compris la Quatrième Internationale. En 1919-1920, les ouvriers italiens occupèrent, sur leur propre initiative, les entreprises, signalant ainsi à leurs propres « chefs » l'arrivée de la révolution sociale. Les « chefs » ne tinrent pas compte du signal. Le résultat fut la victoire du fascisme.

Les grèves avec occupation ne sont pas encore la prise des usines, à la manière italienne ; mais c'est un pas décisif dans cette voie. La crise actuelle peut exacerber extrêmement la marche de la lutte des classes et précipiter le dénouement. Il ne faut cependant pas croire qu'une situation révolutionnaire surgit d'un seul coup. En réalité, son approche sera marquée par toute une série de convulsions. La vague de grèves avec occupation des usines en est précisément une. La tâche des sections de la Quatrième Internationale est d'aider l'avant-garde prolétarienne à comprendre le caractère général et les rythmes de notre époque et de féconder à temps la lutte des masses par des mots d'ordre de plus en plus résolus et par des mesures organisationnelles de combat.

L'exacerbation de la lutte du prolétariat signifie l'exacerbation des méthodes de résistance de la part du capital. Les nouvelles vagues de grèves avec occupation des usines peuvent provoquer et provoqueront infailliblement d'énergiques mesures de réaction de la part de la bourgeoisie. Le travail préparatoire se mène dès maintenant dans les Etats-majors des trusts. Malheur aux organisations révolutionnaires malheur au prolétariat, s'ils se trouvent de nouveau pris à l'improviste !

La bourgeoisie ne se contente nulle part de la police et de l'armée officielles. Aux Etats-Unis, même dans les périodes « calmes », elle entretient des détachements militarisés de jaunes et de bandes armées privées dans les usines. Il faut y ajouter maintenant les bandes de **nazis** américains. La bourgeoisie française, à la première approche du danger, a mobilisé les détachements fascistes semi-légaux et illégaux, jusqu'à l'intérieur de l'armée officielle. Il suffira que les ouvriers anglais augmentent de nouveau leur poussée pour qu'immédiatement les bandes fascistes doublent, triplent, décuplent en nombre et entrent en croisade sanglante contre les ouvriers. La bourgeoisie se rend clairement compte qu'à l'époque actuelle la lutte des classes tend infailliblement à se transformer en guerre civile. Les exemples de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne et d'autres pays ont appris beaucoup plus aux magnats et aux laquais du capital qu'aux chefs officiels du prolétariat.

Les politiciens de la Deuxième et de la Troisième Internationales, de même que les bureaucrates des trade-unions, ferment consciemment les yeux sur l'armée privée de la bourgeoisie ; sinon, ils ne pourraient maintenir 24 heures leur alliance avec elle. Les réformistes inculquent systématiquement aux ouvriers l'idée de la sacro-sainte démocratie est assurée au mieux là où la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les ouvriers désarmés.

Le devoir de la Quatrième Internationale est d'en finir une fois pour toutes avec cette politique servile. Les démocrates petits-bourgeois — y compris les social-démocrates, les staliniste, les anarchistes — poussent des cris d'autant plus forts sur la lutte contre le fascisme qu'ils capitulent plus lâchement devant lui en fait. Aux bandes du fascisme seuls peuvent s'opposer avec succès des détachements ouvriers armés qui sentent derrière leur dos le soutien de dizaines de millions de travailleurs. La lutte contre le fascisme commence non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine, et finit dans la rue. Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme. Les **piquets de grève** sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de **détachements ouvriers d'auto-défense.** Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. Il faut former pratiquement des détachements d'auto-défense partout où c'est possible, à commencer par les organisations de jeunes, et les entraîner au maniement des armes.

La nouvelle vague du mouvement des masses doit servir non seulement à accroître le nombre de ces détachements, mais encore à les unifier — par quartiers, par villes, par régions. Il faut donner à la haine légitime des ouvriers pour les jaunes ,les bandes de gangsters et de fascistes, une expression organisée. Il faut lancer le mot d'ordre de la **milice ouvrière,** comme seule garantie sérieuse de l'inviolabilité des organisations, des réunions et de la presse ouvrières.

C'est seulement grâce à un travail systématique, constant, inlassable, courageux, dans l'agitation et la propagande, toujours en relation avec l'expérience de la masse elle-même qu'on peut extirper de sa conscience les traditions de docilité et de passivité ; éduquer des détachements de combattants héroïques, capables de donner exemple à tous les travailleurs ; porter une série de défaites tactiques aux bandes de la contre-révolution ; accroître la confiance des exploités en eux-mêmes ; discréditer le fascisme aux yeux de la petite bourgeoisie et frayer la voie à la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Engels définissait l'Etat comme des « détachements de gens armés ». **L'armement du prolétariat** est un élément constituant indispensable de sa lutte émancipatrice. Quand le prolétariat le voudra, il trouvera les voies et les moyens de s'armer. La direction dans ce domaine aussi incombe naturellement aux sections de la Quatrième Internationale.

L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

L'ouvrier agricole est au village le frère et le compagnon de l'ouvrier de l'industrie. Ce sont deux parties d'une seule et même classe. Leurs intérêts sont inséparables. Le programme des revendications transitoires des ouvriers industriels est aussi, avec tels ou tels changements, le programme du prolétariat agricole.

Les paysans (fermiers) représentent une autre classe : c'est la petite bourgeoisie du village. La petite bourgeoisie se compose de couches différentes depuis les semi-prolétaires jusqu'aux exploiteurs. En accord avec cela, la tâche politique du prolétariat industriel consiste à faire pénétrer la lutte de classes au village : c'est seulement ainsi qu'il pourra séparer ses alliés de ses ennemis.

Les particularités du développement national de chaque pays trouvent leur expression la plus vive dans la situation des paysans et partiellement de la petite bourgeoisie citadine (artisans et commerçants), car ces classes, quelques nombreuses qu'elles soient, repésentent au fond des survivances de formes précapitalistes de production. Les sections de la Quatrième Internationale doivent, sous la forme la plus

concrète possible, élaborer des programmes de revendications transitoires pour les paysans (fermiers) et la petite bourgeoisie citadine, correspondant aux conditions de chaque pays. Les ouvriers avancés doivent apprendre à donner des réponses claires et concrètes aux questions de leurs futurs alliés.

Tant que le paysan reste un petit producteur « indépendant », il a besoin de crédit bon marché, de prix accessibles pour les machines agricoles et les engrais, de conditions favorables de transport ,d'une organisation honnête d'écoulement des produits agricoles. Cependant, les banques, les trusts, les commerçants extorquent le paysan de tous côtés. Seuls les paysans eux-mêmes peuvent réprimer ce pillage, avec l'aide des ouvriers. Il est nécessaire qu'entrent en scène des **comités de petits fermiers** qui, en commun avec les comités ouvriers et les comités d'employés de banque, prendront en mains le contrôle des opérations de transport, de crédit et de commerce qui intéressent l'agriculture.

Invoquant mensongèrement les exigences « excessives » des ouvriers, la grande bourgeoisie fait artificiellement de la question des **prix des marchandises** un coin qu'elle introduit ensuite entre les ouvriers et les paysans, entre les ouvriers et la petite bourgeoisie des villes. Les paysans, l'artisan, le petit commerçant, à la différence de l'ouvrier, de l'employé, du petit fonctionnaire, ne peuvent revendiquer une augmentation de salaire parallèle à l'augmentatoin des prix. La lutte bureaucratique officielle contre la vie chère ne sert qu'à tromper les masses. Les paysans, les artisans, les commerçants, doivent, cependant, en tant que consommateurs, s'immiscer activement, la main dans la main avec les ouvriers, dans la politique des prix. Aux prêches des capitalistes sur les frais de production, de transport et de commerce, les consommateurs répondront : « Montrez-nous vos livres, nous exigeons le contrôle sur la politique des prix ». Les organes de ce contrôle doivent être des **comités de surveillance des prix**, formés de délégués d'usines, de syndicats, de coopératives, d'organisation de paysans, de petites gens des ville, de domestiques, etc... Dans cette voie les ouvriers sauront montrer aux paysans que la cause des prix élevés n'est pas dans les hauts salaires, mais dans les profits excessifs des capitalistes et les faux frais de l'anarchie capitalite.

Le programme de **nationalisation** de la terre et de la **collectivisation de l'agriculture** doit être construit de façon à exclure radicalement l'idée de l'expropriation des petits paysans ou de leur collectivisation forcée. Le paysan restera le propriétaire de son lot de terre tant qu'il le trouvera lui-même nécessaire et possible. Pour réhabiliter aux yeux des paysans le programme socialiste, il faut démasquer impitoyablement les méthodes stalinistes de collectivisation, dictées par les intérêts de la bureaucratrie et non par les intérêts des paysans ou des ouvriers.

L'expropriation des expropriateurs ne signifie pas non plus la dépossession forcée des petits **artisans** et des **petits boutiquiers**. Au contraire, le contrôle ouvriers sur les banques et les trusts, à plus forte raison la nationalisation de ces entreprises, peuvent créer pour la petite bourgeoisie citadine des conditions incomparablement plus favorables de crédit, d'achat et de vente, que sous la domination illimitée des monopoles. La dépendance envers le capital privé fera place à la dépendance envers l'Etat, qui sera d'autant plus attentif pour ses petits collaborateurs et agents que les travailleurs eux-mêmes tiendront plus fermement l'Etat dans leurs mains.

La participation pratique des paysans exploités au contrôle des divers domaines de l'économie permettra aux paysans eux-mêmes de décider la question de savoir s'il convient ou non de passer au travail collectif de la terre, dans quels délais et à quelle échelle. Les ouvriers de l'industrie s'engagent à apporter dans cette voie toute leur collaboration aux paysans : par l'intermédiaire des syndicats, des comités d'usine et, surtout, du gouvernement ouvrier et paysan.

L'alliance que le prolétariat propose non pas aux classes moyennes en général, mais aux couches exploitées de la ville et du village, contre tous les exploiteurs, y compris les exploiteurs « moyens », ne peut être fondée sur la contrainte, mais seulement sur un accord libre qui doit être consolidé dans un « pacte » spécial. Ce « pacte », c'est précisément le programme de revendications de transition, librement accepté par les deux parties.

LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME ET CONTRE LA GUERRE

Toute la situation mondiale, et par conséquent aussi la vie politique intérieure des divers pays, se trouvent sous la menace de la guerre mondiale. La catastrophe qui s'avance pénètre d'angoisse dès maintenant les masses les plus profondes de l'humanité.

La Deuxième Internationale répète sa politique de trahison de 1914 avec d'autant plus de conviction que l'Internationale « Communiste » joue maintenant le premier violon du chauvinisme. Dès que le danger de la guerre a pris un aspect concret, les stalinistes, distançant de loin des pacifistes bourgeois et petits-bourgeois, sont devenus les champions de la prétendue « défense nationale ». La lutte révolutionnaire contre la guerre retombe ainsi entièrement sur les épaules de la Quatrième Internationale.

La politique des bolcheviks-léninistes dans cette question a été formulée dans les thèses programmatiques du Secrétariat International, qui gardent encore maintenant toute leur valeur (« **La Quatrième Internationale et la Guerre** », 1er mai 1934). Le succès du parti révolutionnaire dans la prochaine période dépendra avant tout de sa politique dans la question de la guerre. Une politique correcte comprend deux éléments : une attitude intransigeante envers l'impérialisme et sa guerre, et l'art de s'appuyer sur l'expérience des masses elles-mêmes.

Dans la question de la guerre plus que dans toute autre question, la bourgeoisie et ses agents trompent le peuple par des abstractions, des formules générales, des phrases pathétiques : « neutralité », « sécurité collective », armement pour la défense de la paix », « défense nationale », « lutte contre le fascisme », etc..., etc... Toutes ces formules se réduisent en fin de compte à ce que la question de la guerre, c'est-à-dire du sort des peuples, doit rester dans les mains des impérialistes, de leurs gouvernements, de leur diplomatie, de leurs Etats-majors, avec tous leurs intrigues et complots contre les peuples.

La Quatrième Internationale rejette avec indignation toutes ces abstractions, qui jouent chez les démocrates le même rôle que chez les fascistes : « honneur », « sang », « race ». Mais l'indignation ne suffit pas. Il faut aider les masses, à l'aide de critères, de mots d'ordre et de revendications transitoires propres à faire apparaître la réalité, à distinguer ce qu'il y a concrètement au fond des abstractions frauduleuses.

« **Désarmement** » ? Mais toute la question est de savoir qui désarmera et qui sera désarmé. Le seul désarmement qui puisse prévenir ou arrêter la guerre c'est le désarmement de la bourgeoisie par les ouvriers. Mais pour désarmer la bourgeoisie, il faut que les ouvriers eux-mêmes soient armés.

« **Neutralité** » ? Mais le prolétariat n'est nullement neutre dans une guerre entre le Japon et la Chine, ou entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Cela signifie-t-il la défense de la Chine et de l'U.R.S.S. ? Evidemment, mais pas par l'intermédiaire des impérialistes qui étrangleront la Chine et l'U.R.S.S.

« **Défense de la patrie** » ? Mais sous cette abstraction la bourgeoisie entend la défense de ses profits et de ses pillages. Nous sommes prêts à défendre la patrie contre les capitalistes étrangers, si nous garottons nos propres capitalistes et les empêchons de s'attaquer à la patrie d'autrui ; si les ouvriers et les paysans de notre pays deviennent ses véritables maîtres ; si les richesses du pays passent des mains d'une infime minorité dans les mains du peuple ; si l'armée, d'un instrument des exploiteurs, devient un instrument des exploités.

Il faut savoir traduire ces idées fondamentales en des idées plus particulières et plus concrètes, selon la marche des événements et l'orientation de l'état d'esprit des masses. Il faut en outre distinguer strictement entre le pacifisme du diplomate, du professeur, du journaliste, et le pacifisme du charpentier, de l'ouvrier agricole ou de la blanchisseuse. Dans le premier de ces cas, le pacifisme est la couverture de l'impérialisme. Dans le second, l'expression confuse de la défiance envers l'impérialisme.

Quand le petit paysan ou l'ouvrier parlent de la défense de la patrie, ils se représentent la défense de leur maison, de leur famille et de la famille d'autrui contre l'invasion de l'ennemi, contre les bombes, contre les gaz asphyxiants. Le capitaliste et son journaliste entendent par défense de la patrie la conquête de colonies et de marchés, l'extension par le pillage de la part « nationale » dans le revenu mondial. Le pacifisme et le patriotisme bourgeois sont des mensonges complets. Dans le pacifisme et même dans le patriotisme des opprimés, il y a des éléments qui réflètent d'une part la haine contre la guerre destructrice et d'autre part l'attachement à ce qu'ils croient être leur bien, qu'il faut savoir saisir pour en tirer les conclusions révolutionnaires nécessaires. Il faut savoir opposer hostilement l'une à l'autre ces deux formes de pacifisme et de patriotisme.

Partant de ces considérations, la Quatrième Internationale appuie toute revendication, même insuffisanfe, si elle est capable d'entraîner les masses, même à un faible degré, dans la politique active, d'éveiller leur critique, de renforcer leur contrôle sur les machinations de la bourgeoisie.

C'est de ce point de vue que notre section américaine, par exemple, soutient, en la critiquant, la proposition de l'institution d'un referendum sur la question de la déclaration de la guerre. Aucune réforme démocratique ne peut, bien entendu, empêcher par elle-même les dirigeants de provoquer la guerre quand ils le voudront. Il faut en donner ouvertement l'avertissement. Mais quelles que puissent être les illusions des masses quant au referendum, cette revendication reflète la défiance des ouvriers et des paysans pour le gouvernement et le parlement de la bourgeoisie. Sans soutenir ni épargner les illusions, il faut appuyer de toute ses forces la défiance progressive des opprimés pour les oppresseurs. Plus croîtra le mouvement pour le referendum, plus tôt les pacifistes bourgeois s'en sépareront, plus profondément se trouveront discrédités les traîtres de l'Internationale « Communiste » plus vive deviendra la défiance des travailleurs envers les impérialistes.

C'est du même point de vue qu'il faut mettre en avant la revendication du droit de vote à 18 ans, pour les hommes et pour les femmes. Celui qui demain sera appelé à mourir pour la « patrie » doit avoir le droit de faire entendre sa voix aujourd'hui. La lutte contre la guerre doit devenir avant tout la **mobilisation révolutionnaire de la jeunesse.**

Il faut faire pleine lumière de tous les côtés sur le problème de la guerre, tout en tenant compte du côté qu'il présente aux masses à un moment donné.

La guerre est une gigantesque entreprise commerciale, surtout pour l'industrie de guerre. C'est pourquoi les « 200 familles » sont les premiers patriotes et les principaux provocateurs de guerre. Le contrôle ouvrier sur l'industrie de guerre est le premier pas dans la lutte contre les fabricants de guerre.

Au mot d'ordre des réformistes : impôt sur les bénéfices de guerre, nous opposons le mot d'ordre : **confiscation des bénéfices de guerre** et **expropriation des entreprises travaillant pour la guerre.** Là où l'industrie de guerre est « nationalisée », comme en France, le mot d'ordre du contrôle ouvrier conserve toute sa valeur : le prolétariat fait aussi peu confiance à l'Etat de la bourgeoisie qu'au bourgeois individuel.

Pas un homme, pas un sou pour le gouvernement bourgeois !

Pas de programmes d'armements, mais un programme de travaux d'utilité publique !

Indépendance complète des organisations ouvrières du contrôle militaire et policier !

Il faut arracher une fois pour toutes la libre disposition du destin des peuples des mains des cliques impérialistes avides et impitoyables qui agissent derrière le dos des peuples. En accord avec cela, nous revendiquons :

— Abolition complète de la diplomatie secrète ; tous les traités et accords doivent être accessibles à chaque ouvrier et paysan ;

— Instruction militaire et armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle immédiat des comités ouvriers et paysans ;

— Création d'écoles militaires pour la formation d'officiers venus des rangs des travailleurs, choisis par les organisations ouvrières ;

— Substitution à l'armée permanente, c'est-à-dire de caserne, d'une milice populaire en liaison indissoluble avec les usines, les mines, les fermes, etc...

La guerre impérialiste est la continuation et l'exacerbation de la politique de pillage de la bourgeisie, la lutte du prolétariat contre la guerre est la continuation et l'exacerbation de sa lutte de classe. L'apparition de la guerre change la situation et partiellement les procédés de lutte entre les classes, mais ne change pas ni les buts ni la direction fondamentale de celle-ci.

La bourgeoisie impérialiste domine le monde. C'est pourquoi la prochaine guerre, par son caractère fondamental, sera une guerre impérialiste. Le contenu fondamental de la politique du prolétariat international sera, par conséquent la lutte contre l'impérialisme et sa guerre. Le principe fondamental de cette lutte sera : « L'ennemi principal est dans notre propre pays », ou : « La défaite de notre propre gouvernement (impérialiste) est le moindre mal ».

Mais tous les pays du monde ne sont pas des pays impérialistes. Au contraire, la majorité des pays sont les victimes de l'impérialisme. Certains pays coloniaux ou semi-coloniaux tenteront, sans aucun doute, d'utiliser la guerre pour rejeter le joug de l'esclavage. De leur part, la guerre ne sera pas impérialiste, mais émancipatrice. Le devoir du prolétariat international sera d'aider les pays opprimés en guerre contre les oppresseurs. Ce même devoir s'étend aussi à l'URSS ou à tout autre Etat ouvrier qui peut surgir avant la guerre ou durant la guerre. La défaite de tout gouvernement impérialiste dans la lutte contre un Etat ouvrier ou un pays colonial est le moindre mal.

Les ouvriers d'un pays impérialiste ne peuvent cependant pas aider un pays anti-impérialiste par l'intermédiaire de leur gouvernement, quelles que soient à un moment donné les relations diplomatiques et militaires entre les deux pays. Si les gouvernements se trouvent en alliance temporaire et au fond incertaine, le prolétariat du pays impérialiste continue à rester en opposition de classe en face de son gouvernement et apporte un appui à son « allié » non-impérialiste par ses méthodes, c'est-à-dire par les méthodes de la lutte de classes internationale (agitation en faveur de l'Etat ouvrier et du pays colonial non seulement contre ses ennemis, mais aussi contre ses alliés perfides : boycott et grève dans certains cas, renoncement au boycott et à la grève dans d'autres, etc.).

Tout en soutenant un pays colonial ou l'URSS dans la guerre, le prolétariat ne se solidarise pas dans la moindre mesure avec le gouvernement bourgeois du pays colonial ni avec la bureaucratie thermidorienne de l'URSS. Au contraire, il maintient sa complète indépendance politique aussi bien envers l'un qu'envers l'autre. En aidant une guerre juste et progressive, le prolétariat révolutionnaire conquiert les sympathies des travailleurs des colonies et de l'URSS, affermit ainsi l'autorité et l'influence de la Quatrième Internationale, et peut aider d'autant mieux le renversement du gouvernement bourgeois dans le pays colonial, de la bureaucratie réactionnaire en URSS.

Au début de la guerre, les sections de la Quatrième Internationale se sentiront inévitablement isolées : chaque guerre prend les masses populaires à l'improviste et les pousse du côté de l'appareil gouvernemental. Les internationalistes devront aller contre le courant. Cependant, les dévastations et les maux de la nouvelle guerre, qui dès les premiers mois laisseront loin en arrière les horreurs sanglantes de 1914-1918, auront tôt fait de dégriser les masses. Leur mécontentement et la révolte de celles-ci croîtront par bonds. Les sections de la Quatrième Internationale se trouveront à la tête du flux révolutionnaire. Le programme de revendications transitoires prendra une actualité brûlante. Le problème de la conquête du pouvoir par le prolétariat se dressera de toute sa hauteur.

Avant d'épuiser ou de la noyer dans le sang, le capitalisme empoisonne l'atmosphère mondiale par les vapeurs délétères de la haine nationale et raciale. L'**antisémitisme** est maintenant une des convulsions les plus malignes de l'agonie capitaliste.

La divulgation impitoyable de tous les préjugés de race et de toutes les formes et nuances de l'arrogance nationale et du chauvinisme, en particulier de l'antisémitisme, doit entrer dans le travail quotidien de toutes les sections de la Quatrième Internationale, comme le principal travail d'éducation dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre. Notre mot d'ordre fondamental reste : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

La formule de « gouvernement ouvrier et paysan » apparut pour la première fois en 1917 dans l'agitation des bolcheviks et fut définitivement admise après l'insurrection d'octobre. Elle ne représentait dans ce cas qu'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat, déjà établie. L'importance de cette dénomination consistait surtout en ce qu'elle mettait au premier plan l'idée de **l'alliance du prolétariat et de la classe paysanne**, placée à la base du pouvoir soviétique.

Quand l'Internationale Communiste des épigones tenta de faire revivre la formule de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », enterrée par l'histoire, il donna à la formule de « gouvernement ouvrier et paysan » un contenu complètement différent, purement « démocratique », c'est-à-dire bourgeois, en l'opposant à la dictature du prolétariat. Les bolcheviks-léninistes rejetteront résolument le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » dans son interprétation démocratique et bourgeoise. Ils affirmaient et ils affirment que tant que le parti du prolétariat renoncera à sortir des cadres de la démocratie bourgeoise, son alliance avec la classe moyenne ne sera toute simplement qu'un appui au capital, comme il en fut avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires en 1917, comme il en fut avec le parti communiste chinois en 1925-1927, comme cela se passe maintenant avec les « fronts populaires » d'Espagne, de France et d'autres pays.

En avril-septembre 1917, les bolcheviks réclamaient que les socialistes révolutionnaires et les mencheviks rompent leur liaison avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir dans leurs propres mains. A cette condition, les bolcheviks promettaient aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie en renonçant cependant catégoriquement tant à entrer dans le gouvernement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qu'à prendre une responsabilité politique pour lui. Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets libéraux et avec l'impérialisme étranger, le « gouvernement ouvrier et paysan » créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais c'est précisément pourquoi les sommets de la démocratie petite-bourgeoise s'opposeront de toutes leurs forces à l'instauration de leur propre pouvoir. L'expérience de la Russie démontra, et l'expérience de l'Espagne et de la France le confirment de nouveau, que même dans des conditions très favorables les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires, social-démocrates, staliniste, anarchistes) sont incapables de créer un gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire un gouvernement indépendant de la bourgeoisie.

Néanmoins, la revendication des bolcheviks, adressée aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez dans vos mains le pouvoir ! », avait pour les masess une énorme valeur éducative. Le refus obstiné des mencheviks et des socialistes révolutionnaires de prendre le pouvoir, qui apparut si tragiquement dans les journées de juillet, les perdit définitivement dans l'esprit du peuple et prépara la victoire des bolcheviks.

La tâche centrale de la Quatrième Internationale

consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et est le principal frein du progrès historique. L'accusation capitale que la Quatrième Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ! » est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traitre des partis et organisations de la Deuxième et de la Troisième Internationale, ainsi que de l'Internationale d'Amsterdam.

Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre anti-bourgeois et anti-capitaliste, mais en aucun cas dans le sens « démocratique » que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était un pont vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie.

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous demandons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications de transition qui devraient à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ».

La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krak financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les stalinistes, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante peu vraisemblable se réalisait quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan », dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat.

Il est cependant inutile de se perdre en conjectures. L'agitation sous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan garde dans toutes les conditions une énorme valeur éducative. Et ce n'est pas par hasard: ce mot d'ordre tout à fait général suit la ligne du développement politique de notre époque (banqueroute et désagrégation des vieux partis bourgeois, faillite de la démocratie, montée du fascisme, aspiration croissante des travailleurs à une politique plus active et plus offensive). C'est pourquoi chacune de nos revendications transitoires doit conduire à une seule et même conclusion politique : les ouvriers doivent rompre avec tous les partis traditionnels de la bourgeoisie pour établir, en commun avec les paysans, leur propre pouvoir.

Il est impossible de prévoir quelles seront les étapes concrètes de la mobilisation révolutionnaire des masses. Les sections de la Quatrième Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifistes, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir.

LES SOVIETS

Les comités d'usine sont, comme il a été dit, un élément de dualité de pouvoir dans l'usine. C'est pourquoi leur existence n'est concevable que lors d'une pression croissante des masses. Il en est de même avec les groupements de masse pour la lutte contre la guerre, avec les comités de surveillance de prix et avec tous les autres nouveaux centres du mouvement, dont l'apparition même témoigne que la lutte des classes a dépassé les cadres des organisations traditionnelles du prolétariat.

Cependant, ces nouveaux organes et centres sentiront bientôt leur manque de cohésion et leur insuffisance. Aucune des revendications transitoires ne peut être complètement réalisée avec le maintien du régime bourgeois. Or, l'approfondissement de la crise sociale accroîtra non seulement les souffrances des masses, mais aussi leur impatience, leur fermeté, leur esprit d'offensive. Des couches toujours nouvelles d'opprimés relèveront la tête et lanceront leurs revendications. Des millions de besogneux, à qui les chefs réformistes ne pensent jamais, commenceront à frapper aux portes des organisations ouvrières. Les chômeurs entreront dans le mouvement. Les ouvriers agricoles, les paysans ruinés ou à demi-ruinés, les couches inférieures de la ville, les travailleuses, les ménagères, les couches prolétarisées de l'intelligentzia, tous chercheront un regroupement et une direction.

Comment accorder les diverses revendications et formes de lutte, ne fut-ce que dans les limites d'une seule ville ? L'histoire a déjà répondu à cette question ; grâce aux soviets qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Personne n'a proposé jusqu'à maintenant aucune autre forme d'organisation, et il est douteux qu'on puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés par aucun programme a priori. Ils ouvrent leur porte à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants des couches qui sont entraînées dans le torrent général de la lutte. L'organisation s'étend avec le mouvement et y puise continuellement son renouveau. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction du soviet sur la base de la plus large démocratie. C'est pourquoi le mot d'ordre des soviets est le couronnement du programme des revendications transitoires.

Les soviets ne peuvent naître que là où le mouvement des masses entre dans un stade ouvertement révolutionnaire. En tant que pivot autour duquel s'unifient des dizaines de millions de travailleurs dans leur lutte contre les exploiteurs, les soviets, dès le moment de leur apparition, deviennent les rivaux et les adversaires des autorités locales, et ensuite du gouvernement central lui-même. Si le comité d'usine crée des éléments de dualité de pouvoir dans l'usine, les soviets ouvrent une période de dualité de pouvoir dans le pays.

La dualité de pouvoir est, à son tour, le point culminant de la période de transition. Deux régimes, le régime bourgeois et le régime prolétarien, s'opposent hostilement l'un à l'autre. La collision entre eux est inévitable. De l'issue de celle-ci dépend le sort de la

société. En cas de défaite de la révolution, la dictature fasciste de la bourgeoisie.En cas de victoire, le pouvoir des soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat et la reconstruction socialiste de la société.

LES PAYS ARRIERES ET LE PROGRAMME DE REVENDICATIONS TRANSITOIRES

Les pays coloniaux et semi-coloniaux sont, par leur nature même, des pays arriérés. Mais ces pays arriérés vivent dans les conditions de la domination mondiale de l'impérialisme. C'est pourquoi leur développement a un caractère combiné : il réunit en lui les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique et de la civilisation capitalistes. C'est ce qui détermine la politique du prolétariat des pays arriérés : il est contraint de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Les revendications de la démocratie, les revendications transitoires et les tâches de la révolution socialiste ne sont pas séparées dans la lutte par des époques historiques, mais découlent immédiatement les unes des autres. Ayant à peine commencé à édifier des syndicats, le prolétariat chinois se trouvait déjà contraint de penser aux soviets. C'est dans ce sens que le présent programme est pleinement applicable aux pays coloniaux et semi-coloniaux, au moins, à ceux où le prolétariat est déjà capable d'avoir une politique indépendante.

Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la **révolution agraire,** c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et **l'indépendance nationale,** c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre.

Il est imposible de rejeter purement et simplement le programme démocratique ; il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'**Assemblée Nationale** (ou Constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut avant tout armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale ». A une certaine étape de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leur rapport avec l'Assemblée Nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste.

Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leur liaison réciproque, leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part, considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminé par la formule de la **révolution permanente,** dans le sens qui a été définitivement donné à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, février 1917, octobre 1917).

L'Internationale « Communiste » a donné aux pays arriérés l'exemple classique de la manière dont on peut causer la ruine d'une révolution pleine de forces et de promesses. Lors de l'impétueuse montée du mouvement des masses en Chine en 1925-1927, l'I.C. ne lança pas le mot d'ordre d'Assemblée Nationale, et en même temps interdit la formation de soviets. Le parti bourgeois du Kuo-Min-Tang devait, selon le plan de Staline, « remplacer » à la fois l'Assemblée Nationale et les soviets. Après l'écrasement des masses par le Kuo-Min-Tang, l'I.C. organisa à Canton une caricature de soviet. Après l'effondrement inévitable de l'insurrection de Canton, l'I.C. entra dans la voie de la guerre de partisans et des soviets paysans, avec une complète passivité du prolétariat industriel. Conduit dans cette voie à une impasse, l'I.C. profita de la guerre sino-japonaise pour liquider d'un trait de plume la « Chine soviétique », en subordonnant non seulement l' « Armée Rouge » paysanne, mais aussi le parti dit communiste au Kuo-Min-Tang lui-même, c'est-à-dire à la bourgeoisie.

Après avoir trahi la révolution prolétarienne internationale au nom de l'amitié avec les esclavagistes démocratiques, le Comintern ne pouvait manquer de trahir également la lutte émancipatrice des peuples coloniaux, avec d'ailleurs un cynisme encore plus grand que ne l'avait fait avant lui la Deuxième Internationale. La politique des Fronts populaire et de « défense nationale » a comme une de ces tâches de faire avec les centaines de millions d'hommes de la population coloniale de la chair à canon pour l'impérialisme « démocratique ». Le drapeau de la lutte émancipatrice des peuples coloniaux et semi-coloniaux c'est-à-dire de plus de la moitié de l'humanité, passe définitivement aux mains de la Quatrième Internationale.

LE PROGRAMME DES REVENDICATIONS TRANSITOIRES DANS LES PAYS FASCISTES

Les jours où les stratèges de l'I.C. ont proclamé que la victoire de Hitler n'était qu'un pas vers la victoire de Thaelmann, sont bien loin. Thaelmann n'est pas sorti des prisons de Hitler depuis plus de cinq ans. Mussolini maintient l'Italie dans les chaînes du fascisme depuis plus de 16 ans. Durant toutes ces années, les partis de la Deuxième et de la Troisième internationale se sont trouvés impuissants non seulement à provoquer un mouvement des masses, mais à créer une organisation illégale sérieuse qui puisse être tant soit peu comparable aux partis révolutionnaires russes de l'époque du tzarisme.

Il n'y a pas la moindre raison de voir la cause de ces échecs dans la puissance de l'idéologie fasciste. Mussolini n'a jamais eu, au fond, d'idéologie. L'« idéologie » d'Hitler n'a jamais été prise au sérieux par les ouvriers. Les couches de la population, dont le fascisme a à un moment donné tourné la tête, c'est-à-dire avant tout les classes moyennes, ont eu le temps de se dégriser. Si néanmoins une opposition tant soit peu notable se limite aux milieux cléricaux, protestants et catholiques, la cause n'en est pas dans la puissance des théories semi-délirantes, semi-charlatanesques de la « race » et du « sang », mais dans la faillite effroyable des idéologies de la démocratie, de la social-démocratie et du Comintern.

Après l'écrasement de la Commune de Paris, une

réaction étouffante dura environ huit ans. Après la défaite de la révolution russe de 1905, les masses ouvrières restèrent dans la torpeur presque aussi longtemps. Cependant, dans ces deux cas, il ne s'agissait que de défaites physiques, déterminées par le rapport des forces. En Russie, il s'agissait en outre d'un prolétariat presque vierge. La fraction des bolcheviks ne comptait alors que trois ans d'âge. La situation était toute différente en Allemagne, où la direction appartenait à de puissants partis, dont l'un comptait 70 ans d'existence, l'autre environ 15 ans. Ces deux partis, qui avaient des millions d'électeurs, se sont trouvés moralement paralysés avant la lutte et se sont rendus sans combat. Il n'y a jamais eu de catastrophe semblable dans l'histoire. Le prolétariat allemand n'a pas été battu par l'ennemi dans un combat, il a été brisé par la couardise, l'abjection, la trahison de ses propres partis. Rien d'étonnant à ce qu'il ait perdu foi en tout ce qu'il était habitué à croire depuis presque trois générations. La victoire d'Hitler, à son tour, a renforcé Mussolini.

L'insuccès réel du travail révolutionnaire en Italie et en Allemagne n'est rien autre que la rançon de la politique criminelle de la social-démocratie et du Comintern. Pour mener un travail illégal il faut non seulement la sympathie des masses, mais encore l'enthousiasme pour des organisations historiquement banqueroutières ? Les chefs émigrés, ce sont surtout des agents du Kremelin et de la G.P.O.U., démoralisés jusqu'à la moelle des os, ou d'anciens ministres sociadémocrates de la bourgeoisie, qui espèrent que par quelque miracle les ouvriers leur rendront leurs postes perdus. Peut-on s'imaginer un seul instant que ces messieurs deviendront les chefs de la future révolution anti-fasciste ?

Les événements sur l'arène mondiale n'ont pas pu non plus favoriser jusqu'à maintenant une montée révolutionnaire en Italie et en Allemagne : écrasement des ouvriers autrichiens, défaite de la révolution espagnole, dégénérescence de l'Etat soviétique. Dans la mesure où les ouvriers italiens et allemands dépendent, pour les informations politiques, de la radio, on peut dire avec assurance que les émissions de Moscou, qui combinent le mensonge thermidorien à la stupidité et à l'impudence, sont devenus un puissant facteur de démoralisation des ouvriers dans les Etats totalitaires. Sous ce rapport, comme sous les autres. Staline n'est qu'un auxiliaire de Goebbels.

Cependant, les antagonismes de classe, qui ont conduit à la victoire du fascisme, poursuivent leur travail même sous la domination du fascisme, et le rongent peu à peu. Les masses sont de plus en plus mécontentes. Des centaines et des milliers d'ouvriers dévoués continuent, malgré tout, à mener un travail prudent de taupes révolutionnaires. De jeunes générations se lèvent, qui n'ont pas vécu directement l'effondrement des grandes traditions et des grands espoirs. La préparation moléculaire de la révolution est en marche, sous la lourde dalle du régime totalitaire. Mais pour que l'énergie cachée se transforme en mouvement apparent, il faut que l'avant-garde du prolétariat ait trouvé une nouvelle perspective, un nouveau programme, un nouveau drapeau sans tache.

C'est ici la principale difficulté. Il est extrêmement malaisé pour les ouvriers des pays fascistes de s'orienter dans les nouveaux programmes. La vérification d'un programme se fait par l'expérience. Or, c'est précisément l'expérience du mouvement des masses qui manque dans les pays de despotisme totalitaire. Il est fort possible qu'il faille un grand succès du prolétariat dans un des pays « démocratiques » pour donner une impulsion au mouvement révolutionnaire, sur le territoire du fascisme. Une catastrophe financière ou militaire peut avoir la même action. Il faut mener actuellement un travail préparatoire, surtout de propagande, qui n'apportera des fruits abondants qu'à l'avenir.

Dès maintenant, on peut dire ceci avec pleine certitude : une fois qu'il aura éclaté au grand jour, le mouvement révolutionnaire dans les pays fascistes prendra d'un seul coup une étendue grandiose et en aucun cas ne s'arrêtera à des tentatives de faire revivre quelque cadavre de Weimar.

C'est sur ce point que commence la divergence irréductible entre la Quatrième Internationale et les vieux partis qui survivent physiquement à leur banqueroute. Le « Front Populaire » dans l'émigration est l'une des variétés les plus néfastes et les plus traîtresses de tous les Fronts populaires possibles. Il signifie au fond la nostalgie impuissante d'une coalition avec une bourgeoisie libérale inexistante. S'il avait quelque succès, il ne ferait que préparer une série de nouvelles faillites du prolétariat, à la manière espagnole. C'est pourquoi la divulgation impitoyable de la théorie et de la Pratique du Front populaire est la première condition de la lutte révolutionnaire contre le fascisme.

Cela ne signifie évidemment pas que la Quatrième Internationale rejette les mots d'ordre démocratiques. Au contraire, ils peuvent jouer à un certain moment un rôle énorme. Mais les formules de la démocratie (liberté d'association, de presse, etc.) ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un nœud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie (Espagne !). Que le mouvement prenne seulement quelque caractère de masse, et les mots d'ordre démocratiques se mêleront de mots d'ordre de transition : les comités d'usines surgiront, il faut le penser, avant que les vieux bonzes se soient mis, de leurs bureaux, à l'édification de syndicats ; les soviets couvriront l'Allemagne avant que se soit réunie à Weimar une nouvelle Assemblée Constituante. Il en sera de même pour l'Italie et les autres pays totalitaires et semi-totalitaires.

Le fascisme a rejeté ces pays dans la barbarie politique. Mais il n'a pas changé leur caractère spécial. Le fascisme est un instrument du capital financier, et non de la propriété foncière féodale. Le programme révolutionnaire doit s'appuyer sur la dialectique de la lutte des classes, qui vaut aussi pour les pays fascistes, et non sur la psychologie de banqueroutiers effrayés. La Quatrième Internationale rejette avec dégoût les méthodes de mascarade politique auxquelles ont recours les staliniens, anciens héros de la «troisième période», pour apparaître tour à tour avec des masques de catholiques, de protestants, de juifs, de nationalistes allemands, de libéraux, — uniquement afin de cacher leur propre visage peu attrayant. La Quatrième Internationale apparaît toujours et partout sous son propre drapeau. Elle propose ouvertement son programme au prolétariat des pays fascistes. Dès maintenant, les ouvriers avancés du monde entier sont fermement convaincus que le renversement de Mussolini, de Hitler, de leurs agents et imitateurs, se produira sous la direction de la Quatrième Internationale.

LA SITUATION EN URSS ET LES TACHES DE L'EPOQUE DE TRANSITION

L'Union soviétique est sortie de la révolution d'octobre comme un Etat ouvrier. L'étatisation des moyens de production, condition nécessaire du développement socialiste, a ouvert la possibilité d'une croissance rapide des forces productives. L'appareil de l'Etat ouvrier isolé subit entre temps une dégénérescence complète, se transformant, d'instrument de la classe ouvrière, en instrument de violence bureaucratique contre la classe ouvrière, et, de plus en plus, en instrument du sabotage de l'économie. La bureaucratisation d'un Etat ouvrier arriéré et isolé et la transformation de la bureaucratie en caste privilégiée toute-puissante sont la réfutation la plus convaincante — non pas seulement théorique, mais pratique — de la théorie du socialisme en un seul pays.

Ainsi, le régime de l'URSS renferme en soi des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'**Etat ouvrier dégénéré.** Tel est le diagnostic social...

Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, renverse les nouvelles formes de propriété et rejette le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrase la bureaucratie et ouvre une issue vers le socialisme.

Pour les sections de la Quatrième Internationale, les procès de Moscou ne sont pas une surprise, ni le résultat de la démence personnelle du dictateur du Kremlin, mais les produits légitimes de Thermidor. Ils sont nés des frictions intolérables qui existent à l'intérieur de la bureaucratie soviétique, frictions qui à leur tour reflètent les contradictions entre la bourgeoisie et le peuple et aussi les antagonismes qui s'approfondissent à l'intérieur du « peuple » lui-même. Le « fantastique » sanglant des procès montre quelle est la force de tension des contradictions et annonce ainsi l'approche du dénouement.

Les déclarations publiques d'anciens agents du Kremlin à l'étranger, qui ont refusé de rentrer à Moscou, ont irréfutablement confirmé, de leur côté, qu'au sein de la bureaucratie, il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchevisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (Th. Boutenko). Les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui constituent une infime minorité, reflètent, passivement il est vrai, les intérêts socialistes du prolétariat. Les éléments fascistes, contre-révolutionnaires en général, dont le nombre augmente sans cesse, expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial. Ces candidats au rôle de compradores pensent non sans raison que la nouvelle couche dirigeante ne peut assurer ses positions privilégiées qu'en renonçant à la nationalisation, à la collectivisation et au monopole du commerce extérieur, au nom de l'assimilation de la « civilisation occidentale », c'est-à-dire du capitalisme. Entre ces deux pôles se répartissent des tendances intermédiaires, plus ou moins vagues, de caractère mancheviste, socialiste-révolutionnaire ou libéral, qui gravitent autour de la démocratie bourgeoise.

Dans la société dite « sans classe » elle-même, il y a sans aucun doute les mêmes groupements que dans la bureaucratie, mais avec une expression moins claire et dans une proportion inverse : les tendances capitalistes conscientes, propres surtout à la partie favorisée des colkhoziens, sont le propre d'une infime minorité de la population. Mais elles se trouvent une large base dans les tendances petites-bourgeoises à l'accumulation personnelle qui naissent de la misère générale et que la bureaucratie encourage consciemment.

Sur ce système d'antagonismes croissants, qui détruisent de plus en plus l'équilibre social, ce maintient, par des méthodes de terreur, une oligarchie thermidorienne, qui maintenant se réduit surtout à la clique bonapartiste de Staline.

Les derniers procès ont été un coup à gauche. Ceci est vrai aussi de la répression contre les chefs de l'opposition de droite, car du point de vue des intérêts et des tendances de la bureaucratie, le groupe du droite du vieux parti bolchevik représentait un danger à gauche. Le fait que la clique bonapartiste, qui craint aussi ses alliés de droite, du genre de Boutenko, se soit trouvée contrainte, pour assurer son maintien, de recourir à l'extermination presque générale de la vieille génération des bolcheviks, est la preuve indiscutable de la vitalité des traditions révolutionnaires dans les masses comme du mécontentement croissant de ces dernières.

Les démocrates petits-bourgeois de l'Occident, qui acceptaient hier encore les procès de Moscou pour argent comptant, répètent aujourd'hui avec insistance qu' « en URSS il n'y a ni trotskisme ni trotskistes ». Ils n'expliquent cependant pas pourquoi toute l'épuration se fait précisément sous le signe de la lutte contre ce danger. Si l'on prend le « trotskisme » comme un programme achevé, à plus forte raison comme une organisation, le « trotskisme » est sans doute extrêmement faible en URSS. Cependant, sa force invincible est d'exprimer non seulement la tradition révolutionnaire, mais aussi l'opposition présente de la classe ouvrière elle-même. La haine sociale des ouvriers pour la bureaucratie, — c'est précisément cela qui est aux yeux de la clique du Kremlin le « trotskisme ». Elle craint mortellement et avec pleine raison la rencontre de la sourde révolte des ouvriers et de l'organisation de la Quatrième Internationale.

L'extermination de la vieille génération des bolcheviks et des représentants révolutionnaires de la génération moyenne et jeune a détruit encore davantage l'équilibre politique en faveur de l'aile droite, bourgeoise, de la bureaucratie et de ses alliés dans le pays. C'est de là, c'est-à-dire de la droite, qu'on peut s'attendre dans la prochaine période à des tentatives de plus en plus résolues de reconstruire le régime social de l'U.R.S.S, en le rapprochant de la « civilisation occidentale », avant tout de sa forme fasciste.

Cette perspective rend fort concrète la question de la « défense de l'URSS ». Si demain le groupement bourgeois-fasciste ou, pour ainsi dire, la « fraction Boutenko », entre en lutte pour la conquête du pouvoir, la « fraction Reiss » prendra inévitablement sa place de l'autre côté de la barricade. Se trouvant momentanément l'alliée de Staline, elle défendra, bien entendu, non pas la clique bonapartiste de celui-ci, mais la base sociale de l'URSS, c'est-à-dire la propriété arrachée aux capitalistes et étatisée. Si la « fraction Boutenko » se trouve en alliance militaire avec Hitler, la « fraction Reiss » défendra l'URSS contre l'intervention militaire, à l'intérieur de l'URSS aussi bien que sur l'arène mondiale. Toute autre conduite serait une trahison.

Ainsi, il n'est pas possible de nier par avance la possibilité, dans des cas strictement déterminés, d'un « front unique » avec la partie thermidorienne de la bureaucratie contre l'offensive ouverte de la contre-révolution capitaliste, la principale tâche politique en URSS reste, malgré tout, le **renversement de la bureaucratie thermidorienne elle-même.** Chaque jour de plus de sa domination ébranle davantage les éléments socialistes de l'économie et accroît les chances de restauration capitaliste. C'est dans le même sens

qu'agit aussi l'Internationale « Communiste », agent et complice de la clique staliniste dans l'étouffement de la révolution espagnole et la démoralisation du prolétariat international.

De même que dans les pays fascistes, la principale force de la bureaucratie n'est pas en elle-même, mais dans le découragement des masses, dans leur manque d'une perspective nouvelle. De même que dans les pays fasciste, dont l'appareil politique de Staline, ne se distigue en rien, sinon par une plus grande frénésie, seul un travail préparatoire de propagande est actuellement possible en URSS. De même que dans les pays fascistes, l'impulsion pour le mouvement révolutionnaire des ouvriers soviétiques sera donnée, vraisemblablement, par les événements extérieurs. La lutte contre le Comintern sur l'arène mondiale est actuellement la plus importante partie de la lutte contre la dictature staliniste. Bien des choses permettent de croire que la désagrégation du Comintern, qui n'a pas d'appui **direct dans la G.P.Ou,** précédera la chute de la clique bonapartiste et de toute la bureaucratie thermidorienne en général.

La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'**inégalité sociale** et **l'oppression politique.** A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme! A bas l'aristocratie soviétique, avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usines, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la **démocratie soviétique.**

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organe de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Goebbels. Il faut rendre aux soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant la **bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets.** Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des colkhoziens du rang, des paysans, des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la **légalisation des partis soviétiques.** Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.

Révision de l'**Economie planifiée** de haut en bas, en ayant en vue les intérêts des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usines doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. La coopération de consommation, démocratiquement organisée, doit contrôler la qualité des produits et leurs prix.

Réorganisation des **colkhozes** en accord avec la volonté des colkhoziens et selon leurs intérêts !

La **politique internationale** conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. **A bas la diplomatie secrète !**

Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen Les organisateurs des falsifications doivent en porter le châtiment mérité.

Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie qui se maintient par la violence et la falsification. Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer la marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la Quatrième Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection.

A bas la clique bonapartiste de Caïn-Staline !
Vive la démocratie soviétique !
Vive la révolution socialiste internationale !

CONTRE L'OPPORTUNISME ET LE REVISIONNISME SANS PRINCIPES

La politique du parti de Léon Blum en France démontre de nouveau que les réformistes sont incapables de rien apprendre des leçons les plus tragiques de l'histoire. La social-démocratie française copie servilement la politique de la social-démocratie allemande et marche à la même catastrophe. Durant des dizaines d'années, la Deuxième Internationale a grandi dans les cadres de la démocratie bourgeoise, en est devenue une partie inaliénable, et pourrit avec elle.

La Troisième Internationale est entrée dans la voie du réformisme, alors que la crise du capitalisme avait définitivement mis à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. La politique actuelle du Comintern en Espagne et en Chine — politique qui consiste à ramper devant la bourgeoisie « démocratique » et « nationale », — démontre que le Comintern aussi n'est plus capable d'apprendre quelque chose ou de se changer. La bureaucratie qui est devenue une force réactionnaire en URSS ne peut jouer un rôle révolutionnaire sur l'arène mondiale.

L'anarcho-syndicalisme a fait, dans l'ensemble, une évolution du même genre. En France, la bureaucratie syndicale de Léon Jouhaux est devenue depuis longtemps une agence de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. En Espagne, l'anarcho-syndicalisme se débarrassa de son révolutionnarisme de façade dès qu'apparut la révolution et devint la cinquième roue du char de la démocratie bourgeoise.

Les organisations intermédiaires, centristes, qui se groupent autour du Bureau de Londres, ne sont que des accessoires « gauches » de la social-démocratie et du Comintern. Elles ont montré leur incapacité complète de s'orienter dans une situation historique et d'en tirer les conclusions révolutionnaires. Leur point culminant fut atteint par le POUM espagnol qui, dans les conditions de la révolution, s'est trouvé absolument incapable d'avoir une politique révolutionnaire.

Les défaites tragiques du prolétariat mondial depuis une longue série d'années ont poussé les organisations officielles dans un conservatisme encore plus grand et ont conduit en même temps les « révolutionnaires » petits-bourgeois déçus à rechercher des « voies nouvelles ». Comme toujours dans les époques de réaction et de déclin, apparaissent de toutes parts les magiciens et les charlatans. Ils veulent reviser toute la marche de la pensée révolutionnaire. Au lieu d'apprendre du passé, ils le « corrigent ». Les uns découvrent l'inconsistance du marxisme, les autres proclament la faillite du bolchevisme. Les uns font retomber sur la doctrine révolutionnaire la responsabilité pour les erreurs et les crimes de ceux qui l'ont trahie; les autres maudissent la médecine parce qu'elle n'assure pas une guérison immédiate et miraculeuse. Les plus audacieux promettent de découvrir une panacée et, en attendant, recommandent d'arrêter la lutte des classes. De nombreux prophètes de la nouvelle morale se disposent à régénérer le mouvement ouvrier à l'aide d'une homéopathie éthique. La majorité de ces apôtres sont devenus eux-mêmes des invalides moraux sans jamais avoir été sur le champ de bataille. Ainsi, sous l'apparence de révélations nouvelles, on ne propose au prolétariat que de vieilles recettes, enterrées depuis longtemps dans les archives du socialisme d'avant Marx.

La Quatrième Internationale déclare une guerre implacable à la bureaucratie de la Deuxième et de la Troisième Internationale, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes ; au réformisme sans réformes, au démocratisme allié de la G.P.Ou., au pacifisme sans paix, à l'anarchisme au service de la bourgeoisie, aux « révolutionnaires » qui craignent mortellement la révolution. Toutes ces organisations ne sont pas le gage de l'avenir, mais des survivances pourrissantes du passé. L'époque des guerres et des révolutions ne laissera pas d'elles pierre sur pierre.

La Quatrième Internationale ne recherche ni n'invente aucune panacée. Elle se tient entièrement sur le terrain du marxisme, seule doctrine révolutionnaire qui permette de comprendre ce qui est, de découvrir les causes des défaites et de préparer consciemment la victoire. La Quatrième Internationale continue la tradition du bolchevisme, qui a montré pour la première fois au prolétariat comment conquérir le pouvoir. La Quatrième Internationale écarte les magiciens, les charlatans et les professeurs de morale importune. Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale suprême est la morale de la révolution socialiste. Bons sont les méthodes et moyens qui élèvent la conscience de classe des ouvriers, la confiance de leurs forces, leurs dispositions à se sacrifier dans la lutte. Inadmissibles sont les méthodes qui inspirent aux opprimés la crainte et la docilité devant les oppresseurs, étouffent l'esprit de protestation et de révolte, ou substituent à la volonté des masses la volonté des chefs, à la persuasion la contrainte, à l'analyse de la réalité, la démagogie, et la falsification. Voila pourquoi la social-démocratie, qui a prostitué le marxisme, tout comme le stalinisme, antithèse du bolchevisme, sont les ennemis mortels de la révolution prolétarienne et de sa morale.

Regarder face à face la réalité ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être fidèle dans les petites choses comme dans les grandes ; oser, quand vient l'heure de l'action — telles sont les règles de la Quatrième Internationale. Elle a montré qu'elle sait aller contre le courant. La prochaine vague historique la portera à son faîte.

CONTRE LE SECTARISME

Sous l'influence de la trahison et de la dégénérescence des organisations historiques du prolétariat, à la périphérie de la Quatrième Internationale, sont nés ou sont dégénérés des groupements et des formations sectaires de différents genres. Ils ont à leur base le refus de lutter pour les revendications partielles ou transitoires, c'est-à-dire pour les intérêts et les besoins élémentaires des masses telles qu'elles sont. La préparation à la révolution signifie pour les sectaires se convaincre soi-même des avantages du socialisme. Ils proposent de tourner le dos aux « vieux » syndicats, c'est-à-dire à des dizaines de millions d'ouvriers — comme si les masses pouvaient vivre en dehors des conditions de la lutte de classe réelle ! Ils restent indifférents dans la lutte interne des organisations réformistes, — comme si on pouvait conquérir les masses, sans intervenir dans cette lutte ! Ils se refusent à faire en pratique une différence entre la démocratie bourgeoise et le fascisme — comme si les masses ne pouvaient pas sentir cette différence à chaque pas !

Les sectaires ne sont capables de distinguer que deux couleurs : le blanc et le noir. Pour ne pas s'exposer à la tentation, ils simplifient la réalité. Ils se refusent à faire une différence entre les camps en lutte en Espagne pour la raison que les deux camps. ont un caractère bourgeois. Ils pensent pour la même raison qu'il est nécessaire de rester neutre dans la guerre entre le Japon et la Chine. Ils nient la différence principielle entre l'URSS et les pays bourgeois et se refusent, vu la politique réactionnaire de la bureaucratie soviétique, à défendre contre l'impérialisme les formes de propriété créées par la révolution d'octobre.

Ils ne sont pas capables de trouver accès aux masses, et c'est pourquoi ils accusent volontiers les masses d'être incapables de s'élever jusqu'aux idées révolutionnaires.

Un pont, sous la forme de revendications transitoires, n'est aucunement nécessaire à ces prophètes stériles, car ils ne se disposent nullement à passer sur l'autre rive. Ils piétinent sur place, se contentant de répéter les mêmes abstractions vides. Les événements politiques sont pour eux une occasion de faire des commentaires, mais non d'agir. Comme les sectaires, de même que les confusionnistes et les faiseurs de miracles de toute sorte, reçoivent à chaque instant des chiquenaudes de la part de la réalité, ils vivent dans un état d'irritation continuelle, se plaignant sans cesse du « régime » et des « méthodes », et se livrent aux petites intrigues. Dans leurs propres milieux, il exercent d'ordinaire un régime de despotisme. La prostration politique du sectarisme ne fait que compléter, comme une ombre, la prostration de l'opportunisme sans ouvrir de perspectives révolutionnaires. Dans la politique pratique, les sectaires s'unissent à chaque pas aux opportunistes, surtout aux centristes, pour lutter contre le marxisme.

La majorité des groupes et cliques sectaires de ce genre, qui se nourrisent de miettes tombées de la table de la Quatrième Internationale, mènent une existence organisationnelle « indépendante », avec des grandes prétentions, mais sans les moindres chances de succès. Les bolcheviks-léninistes peuvent, sans perdre leur temps, abandonner tranquillement ces groupes à leur propre sort.

Cependant, des tendances sectaires se rencontrent aussi dans nos propres rangs et exercent une influence funeste sur le travail de certaines sections. C'est une chose qu'il est impossible de supporter un seul jour de plus. Une politique juste quant aux syndicats est la condition fondamentale de l'appartenance à la Quatrième Internationale. Celui qui ne cherche ni ne trouve pas la voie du mouvement des masses, celui-là n'est pas un combattant, mais un poids mort pour le parti. Un programme n'est pas créé pour une rédaction, une salle de lecture ou club de discussion, mais pour l'action révolutionnaire de millions d'hommes. L'épuration des rangs de la Quatrième Internationale du sectarisme et des sectaires incorrigibles est la plus importante condition des succès révolutionnaires.

PLACE A LA JEUNESSE !
PLACE AUX FEMMES TRAVAILLEUSES !

La défaite de la révolution espagnole, provoquée par ses « chefs », la banqueroute honteuse du Front populaire en France et la divulgation des actes de banditisme judiciaire de Moscou, ces trois faits portent, dans leur ensemble, un coup irrémédiable au Comintern et, en passant, de graves blessures à ses alliés, les social-démocrates et les anarcho-syndicalistes. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les membres de ces organisations se tourneront d'un seul coup vers la Quatrième Internationale. La génération la plus âgée, qui a souffert une terrible faillite, quittera en grande

partie le front de bataille. D'ailleurs la Quatrième Internationale ne demande nullement à devenir un refuge pour invalides révolutionnaires, bureaucrates et carriéristes déçus. Au contraire, contre l'afflux chez nous des éléments petits-bourgeois qui dominent actuellement dans les appareils des vieilles organisations, de strictes mesures préventives sont nécessaires : une longue épreuve préalable pour les candidats qui ne sont pas ouvriers, surtout si ce sont d'anciens bureaucrates ; l'interdiction pour eux d'occuper dans le parti des postes responsables durant les trois premières années, etc... Dans la Quatrième Internationale, il n'y a pas et il n'y aura pas de place pour le carriérisme, ce cancer des vieilles internationales. Ne trouveront accès à nous que ceux qui veulent vivre pour le mouvement et non en vivre. Les ouvriers révolutionnaires doivent se sentir les maîtres. A eux les portes de l'organisation sont largement ouvertes.

Bien entendu, même parmi les ouvriers qui furent autrefois aux premiers rangs, il y a maintenant pas mal d'entre eux qui sont lassés et déçus. Ils resteront au moins dans la prochaine période, à l'écart. Quant s'use un programme ou une organisation, s'use aussi la génération qui les a portés sur ses épaules. La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le passé. La Quatrième Internationale prête une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat. Par toute sa politique elle s'efforce d'inspirer à la jeunesse confiance dans ses propres forces et dans son avenir. Seuls l'enthousiasme frais et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès de la lutte ; seuls ces succès feront revenir dans la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. Il en fut toujours ainsi, il en sera ainsi.

Toutes les organisations opportunistes concentrent par la marche des choses leur principale attention sur les couches supérieures de la classe ouvrière et par conséquent ignorent aussi bien la jeunesse que les femmes travailleuses. Or, l'époque du déclin capitaliste porte les coups les plus durs à la femme, tant comme ouvrière que comme ménagère. Les sections de la Quatrième Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe ouvrière, et, par conséquent, chez les femmes-travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice.

A bas le bureaucratisme et le carriérisme ! Place à la jeunesse ! Place aux femmes-travailleuses ! Ce sont là des mots d'ordre inscrits sur le drapeau de la Quatrième Internationale.

SOUS LE DRAPEAU DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Des sceptiques demandent : mais le moment est-il venu de créer une nouvelle Internationale ? Il est impossible, disent-ils, de créer une Internationale «artificiellement» ; seuls de grands événements peuvent la faire surgir, etc... Toutes ces objections démontrent seulement que des sceptiques ne sont pas bons à créer une nouvelle Internationale. En général, ils ne sont bons à rien.

La Quatrième Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la Quatrième Internationale !

Mais les sceptiques ne se taisent pas : Est-ce déjà le moment de la proclamer maintenant ? La Quatrième Internationale, répondrons-nous, n'a pas besoin d'être « proclamée ». **Elle existe et elle lutte.** Elle est faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce sont jusqu'à maintenant surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage de l'avenir révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre Internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres. Que celui qui ne voit pas cela aujourd'hui, reste encore à l'écart. Demain, ce sera plus visible.

La Quatrième Internationale jouit dès maintenant de la haine méritée des staliniste, des social-démocrates, des libéraux bourgeois et des fascistes. Elle n'a ni ne peut avoir place dans aucun des Front populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche c'est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne.

Sans démocratie intérieure, il n'y a pas d'éducation révolutionnaire. Sans discipline, il n'y a pas d'action révolutionnaire. Le régime intérieure de la Quatrième Internationale est fondé sur les principes du centralisme démocratique : liberté complète dans la discussion, unité complète dans l'action.

La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction prolétarienne. Les ouvriers avancés réunis autour de la Quatrième Internationale montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés en général. Ils lui proposent un drapeau sans tâche aucune.

Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la Quatrième Internationale. C'est le drapeau de votre victoire prochaine !

Résolution sur la lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient

Le conflit d'extrême-Orient entre la Chine et le Japon met à nu quelques-uns des principaux symptômes de la crise du capitalisme mondial arrivé à son stade final, c'est-à-dire à son degré impérialiste le plus développé. Il nous ouvre des perspectives de grand développement révolutionnaire en un point décisif du globe. D'une part, le Japon, le maillon le plus faible de la chaine de l'impérialisme mondial, cherche à surmonter son état de décadence au moyen d'une guerre coloniale. D'autre part, les impérialistes japonais, en envahissant la Chine, ont provoqué une campagne défensive, qui, en dépit de sa faiblesse et de l'insuffisance que lui donne la direction du Kuomintang, **prend le caractère d'une guerre de libération nationale.** En même temps, l'impérialisme japonais, en poursuivant sa guerre de pillage, a accentué les antagonismes inter-impérialistes qui poussent l'humanité vers une nouvelle guerre mondiale.

L'EVOLUTION DU JAPON CAPITALISTE

II

Le Japon, tardivement élevé au rang d'une puissance impérialiste vers la fin du dix-neuvième siècle, se trouve en face d'un monde déjà partagé pour l'essentiel entre ses rivaux impérialistes. Les impérialistes japonais furent obligés de s'appuyer sur une base économique extrêmement faible pour la réalisation de leurs plans impérialistes. Manquant des matières premières indispensables, telles que le charbon et le fer, le cuivre, l'huile et le coton, ils furent obligés d'aller les chercher au delà des frontières du pays. L'acquisition de sources de ces matières premières était la condition, non seulement de l'expansion japonaise, mais également de sa survivance dans les compétitions impérialistes. La carrière de l'impérialisme japonais débuta avec la guerre sino-japonaise de 1894-95 où le Japon vainquit la Chine et s'empara de la Corée et de Formose. Dix ans plus tard, le Japon était victorieux de la Russie tzariste et s'emparait de la zone d'influence de cette dernière dans le sud de la Mandchourie. Durant la guerre mondiale de 1914-18, le Japon saisit la province chinoise du Shantung, et présenta à la Chine les fameuses « 21 conditions » qui, pratiquement, devaient placer tout le pays sous le contrôle japonais.

III

La demande toujours croissante de produits de toutes sortes au lendemain de la guerre, résultat de la destruction, donna une puissante impulsion à l'industrie japonaise. La croissance des forces productives durant cette période, quoi qu'il en soit, intensifia toutes les contradictions de l'économie nationale. A la Conférence de la « paix » de Versailles, le Japon, en tant que plus jeune partner des Puissances Alliées, reçut seulement une misérable part du butin de guerre. Après avoir cédé au Japon quelques îles du Pacifique, auparavant sous la domination allemande, les Alliés impérialistes, à la Conférence de Washington en 1922, le forcèrent à évacuer le Shantung. Ils contraignirent également le Japon à retirer ses troupes des provinces maritimes de Sibérie où elles avaient fait partie des armées interventionnistes dirigées contre le premier Etat ouvrier engendré par la révolution d'octobre en Russie.

Ces faits coïncidèrent avec des droits de douane et des contingentements, mesures d'extrême protectionnisme proposées afin de surmonter la crise économique d'après guerre en Occident, et qui portèrent au Japon un double coup sur le front économique. Non seulement le protectionnisme diminua le commerce japonais, mais il étrangla ses importations en matières premières, ces dernières étant financées par le commerce d'exportation.

Les coups reçus par le commerce japonais eurent pour conséquence le drainage des réserves d'or du pays. Une crise monétaire aiguë, reflétant l'entière insécurité de la structure économique japonaise, s'aggrava encore plus tard, à la suite du désastreux tremblement de terre de 1923. Le capitalisme japonais était condamné à suffoquer à l'intérieur de ses propres frontières naturelles, **à moins qu'il ne pût trouver une issue au moyen de conquêtes coloniales.**

IV

La croissance des forces productives du Japon et le développement des relations économiques capitalistes n'eurent pas pour résultat, comme dans les pays capitalistes d'Occident, l'apparition d'une superstructure sociale et politique correspondante. **La transition de la société féodale à la société capitaliste fut accomplie sans révolution, et la bourgeoisie ne se trouva donc pas aux prises avec la nécessité de raser les vieilles institutions sociales et de les remplacer par de nouvelles.** Sortant des rangs de la noblesse féodale et de la caste militaire des Samuraï, la bourgeoisie adapta les vieilles institutions, avec quelques modifications, aux exigences du nouveau système d'exploitation capitaliste. Ainsi d'anciennes institutions féodales comprenant une monarchie « divine », une caste militaire semi-indépendante, des types semi-féodaux d'exploitation, existent côte à côte avec un parlement « démocratique », et des trusts financiers et industriels tout puissants.

De la présence de ces survivances féodales, toutes puissantes qu'elles paraissent être, il serait cependant faux de déduire, que la prochaine étape du développement social du Japon doive être une révolution démocratique. C'est le raisonnement superficiel et opportuniste des Staliniens. Les rapports bourgeois de propriété et le système d'exploitation capitaliste régnant à la fois sur le prolétariat et la paysannerie appellent le renversement révolutionnaire de la classe régnante et l'instauration de la dictature du prolétariat comme la seule voie de salut à la fois pour les ouvriers et les paysans. Si, au sommet de la vague de la révolution japonaise, le parti révolutionnaire des masses cherchait à découvrir une solution intermédiaire, « démocratique », aux grands problèmes sociaux, le résultat inévitable serait la désorientation et la destruction des forces révolutionnaires, et le

retour au pouvoir de la classe régnante, banqueroutière

V

La caste féodale, militaire, des généraux et des officiers, superficiellement unie par la monarchie, ne forme pas un corps homogène. Tandis que les cadres d'officiers subalternes proviennent des populations rurales, des couches les plus élevées de la paysannerie, les sommets se confondent avec la bourgeoisie industrielle et financière. **La caste militaire tout entière s'acharne à maintenir pour elle-même les privilèges traditionnels et la position semi-indépendante qu'elle occupait à l'époque féodale.** Dans ce but, elle est organisée en institutions typiquement féodales, telle la société secrète du « Dragon Noir ». Les efforts déployés par la caste militaire pour maintenir intacts ses privilèges et son pouvoir tend à compliquer le principal problème de la classe japonaise régnante, prise dans son ensemble, qui est de maintenir, à la fois au-dessus du prolétariat et de la paysannerie l'écrasant système d'exploitation actuel, avec toute l'oppression qui l'accompagne.

Périodiquement, cette caste entre en conflit avec l'industrie et le capital financier qui cherchent à combler le fossé creusé dans l'économie par les besoins parasitaires de la caste militaire. Les révoltes de l'armée et l'assassinat des dirigeants politiques représentatifs de la bourgeoisie industrielle et financière constituent les expressions les plus aiguës de ce conflit. Ces révoltes expriment aussi, dans la mesure où elles sont dirigées par les cadres subalternes d'officiers, la rebellion de la paysannerie contre le capital financier. Mais, comme toutes les parties de la classe régnante se rendent compte des périls d'une désunion de classe, les conflits sont finalement résolus sur les bases de mutuelles concessions, en alourdissant le dos des masses japonaises des charges supplémentaires, et en décidant, d'un commun accord, l'envoi d'expéditions de pillage militaire qui asservissent les peuples voisins, cimentant ainsi les fissures qui se produisent dans la structure de la domination de la classe gouvernante prise dans son ensemble.

LA CRISE DU DEVELOPPEMENT CAPITALISTE DE LA CHINE

VI

La Chine, géographiquement située près du Japon, avec une population de quelques 435 millions d'habitants répartis sur une large étendue de territoires riches en minerais et autres matières premières importantes, était la scène naturelle de l'expansion impérialiste du Japon. Les impérialistes japonais virent en Chine la perspective d'une « solution fondamentale » à leurs plus pressantes difficultés économiques. L'examen de cette perspective, quoi qu'il en soit, laissait entrevoir des possibilités de puissance et de grandeur impériales. La Chine fut bientôt considérée non seulement comme solution aux problèmes économiques, mais comme le point de départ d'expéditions qui planteraient la bannière du Soleil Levant en Sibérie, au moins aussi loin que le Lac Baïkal, dans les Indes et en Malaisie, en Indonésie, aux Iles Hawaï et aux Philippines, aux Antipodes, pour ne rien dire de l'Amérique Latine, et des parties les plus occidentales des Etats-Unis.

Le fait que les Impérialistes japonais ne cherchèrent pas plus tôt à réduire toute la Chine sous leur contrôle au moyen d'une guerre, était dû largement à la crainte que leur inspiraient leurs rivaux tout puissants de l'Occident dont ils auraient dû attaquer inévitablement les intérêts. La révolution chinoise de 1925-27 dicta au Japon une politique d'observation et d'attente, d'autant plus que la vague anti-impérialiste en Chine durant cette période était dirigée exclusivement contre l'Angleterre. La crise économique mondiale qui, succèdant à la période de reconstruction d'après-guerre, atteignit le monde capitaliste, fournit tout à la fois au Japon une occasion favorable et une incitation à l'action. **Profitant des embarras aigus que causaient aux puissances occidentales leurs propres problèmes intérieurs, les Impérialistes japonais saisirent la Mandhcourie en 1931** et, au cours de l'année suivante, y établirent « leur protectorat » du Mandchoukouo. En 1933, ils saisirent la province du Jehol, l'annexèrent au Mandchoukouo, et commencèrent alors à établir une base dans le nord de la Chine. Les horreurs militaires dont le Japon accable maintenant la Chine représentent une étape ultérieure des plans japonais de conquête coloniale.

VII

La Chine, pays arriéré, a été la victime de la rapacité impérialiste depuis plus d'un siècle. Les fusils impérialistes, au début du XIX[e] siècle, mirent fin à son antique reclusion et à son isolement, et introduisirent l'industrie moderne et les formes capitalistes d'exploitation à l'intérieur du pays. Les Impérialistes pénétrèrent en Chine, d'abord en tant que commerçants. Mais, avec le progrès rapide de l'industrie occidentale et avec l'accumulation croissante de la plus-value, résultats d'une exploitation toujours plus intense du travail, ce n'était qu'une question de temps pour que la Chine fût considérée non seulement comme un marché commode, mais aussi comme un champ lucratif d'investissement de capitaux. La Chine, inépuisable source de main-d'œuvre à bon marché, devint un champ d'attraction magnétique pour le capital étranger.

Dans une série de guerres au cours desquelles la Dynastie mandchoue décadente s'avéra complètement impuissante, les pouvoirs impérialistes soumirent le territoire chinois à leurs exactions, établirent des « concessions » dans les principales villes chinoises, et arrachèrent à la Chine une série de « privilèges » destinés à protéger leur commerce et leurs investissements. En limitant les droits d'importation chinois à 5 % « ad valorem », ils assurèrent la position concurrente de leurs produits sur le marché chinois. En contrôlant la perception et les répartitions des revenus de douane chinois, ils assurèrent le paiement des dettes étrangères rapidement croissantes de la Chine. En établissant le principe de « l'exterritorialité » (capitulations), ils parvinrent à exempter leurs affaires de l'impôt chinois et leurs nationaux de la juridiction chinoise. Les traités inégaux dans lesquels ces privilèges furent incorporés étaient le signe de la réduction de la Chine à l'état d'un pays semi-colonial.

VIII

La pénétration économique impérialiste secoua l'économie semi-féodale de la Chine, reposant sur l'agriculture et l'artisanat, jusque dans ses fondations mêmes. Les produits à bon marché, fabriqués par les entreprises étrangères en Chine et en Occident pénétrèrent dans le pays au moyen de chemins de fer construits par les Impérialistes. La partie la plus importante de l'ancienne classe dirigeante, en particulier les fonctionnaires mandchous, se transformèrent en courtiers du capital étranger (compradores).

Les « privilèges » spéciaux que les Impérialistes extorquèrent à la Chine, agirent contre le développement général d'une économie capitaliste chinoise indépendante et enfermèrent les forces économiques du

pays dans « une camisole de force » politique. Quoi qu'il en soit, durant la guerre mondiale, l'industrie chinoise, comme celle du Japon, fut considérablement stimulée.

La préoccupation de la plupart des Impérialismes occidentaux, bien que donnant les rênes aux ambitions coloniales du Japon en Chine, soulagèrent néanmoins le pays d'une totale oppression impérialiste. L'industrie indigène progressa rapidement.

IX

Ce fut durant cette période que la soi-disant **bourgeoisie « nationale » chercha à établir ses propres bases économiques en compétition avec les impérialistes, et fit son apparition.** Le prolétariat chinois provenant de la population paupérisée des villages, accrut considérablement sa force et, résultat de son rassemblement en de vastes usines et entreprises, sa conscience de classe et son esprit de lutte. Quand l'impérialisme anglais ayant surmonté la crise d'après-guerre, commença à s'affirmer à nouveau en Chine, il fut obligé de diriger ses fusils contre les travailleurs chinois en grève. De sanglants massacres causés par les troupes et la police de l'Impérialisme britannique en 1925-26, dont les travailleurs et les étudiants leurs alliés furent les principales victimes, déclenchèrent une vague anti-impérialiste qui menaça d'engloutir toute la structure de la domination impérialiste en Chine. La bourgeoisie, nationale chinoise, irritée par les humiliations reçues de la part des Impérialistes et voyant une chance d'asséner des coups à ses principaux rivaux étrangers sur le plan commercial, soutint le mouvement anti-impérialiste en apportant une judicieuse aide financière aux travailleurs en grève dans les entreprises impérialistes. Mais, quand le mouvement de grève s'étendit ou menaça de s'étendre aux installations industrielles indigènes, et lorsque, en outre, **il s'approfondit jusqu'à atteindre le caractère d'une révolution sociale, les exploiteurs nationaux démasquèrent leurs instincts de classe et se solidarisèrent avec les Impérialistes contre les ouvriers.**

X

Le retard historique et l'asservissement de la Chine par les Impérialistes privèrent la bourgeoisie chinoise du rôle progressif qu'avaient joué ses précurseurs européens dans les révolutions bourgeoises d'occident. Elle ne put, ni établir des racines de classe indépendantes dans la société chinoise, ni s'affirmer comme une classe maîtresse et souveraine.

Les « Compradores », agents directs des Impérialistes, recrutés parmi les nobles terriens, les marchands et l'ancienne bureaucratie mandchoue, furent les premiers représentants du capitalisme chinois. Des rangs de ces compradores sortit la bourgeoisie « nationale ». Un millier de nœuds d'interpénétration, d'interdépendance et d'intérêts communs, enchaînèrent la bourgeoisie nationale aux compradores. Ils s'associèrent dans l'exploitation, non seulement du prolétariat, mais aussi de la paysannerie. Depuis, leurs intérêts furent étroitement engrenés à ceux des exploiteurs de village auxquels ils étaient reliés par le large système bancaire du pays.

C'est dans ce complexe de relations que repose l'explication de l'extrême incapacité de la bourgeoisie chinoise à diriger un combat conséquent contre l'Impérialisme, à édifier un état moderne unifié, et à résoudre le problème agraire.

LES CLASSES DANS LA REVOLUTION CHINOISE

XI

La petite bourgeoisie occupe une position intermédiaire entre la grande bourgeoisie et le prolétariat. Une énorme majorité de la classe consiste en **petits propriétaires paysans et métayers.** Dans les villes, au surplus, on trouve la nombreuse armée des petits boutiquiers, des artisans manuels, des représentants des professions libérales tels que professeurs, docteurs et avocats, des petits fonctionnaires du gouvernement lesquels, sont tous soumis à l'oppression de la grande bourgeoisie et des Impérialistes.

La paysannerie, en raison de sa position sociale intermédiaire et dépendante, de sa dispersion sur de vastes espaces, de la diversité de sa structure, de son individualisme et de son instinct de propriété, de son retard culturel, est incapable, malgré sa prépondérance numérique, de jouer aucun rôle politique dirigeant et indépendant dans la société chinoise. Elle ne peut même pas résoudre ses problèmes les plus pressants en se libérant du fardeau que constitue le parasitisme des usuriers et des seigneurs. Encore moins est-elle capable de réorganiser l'économie agraire tout entière à un niveau neuf et plus élevé, en établissant la ferme collective à une grande échelle. La dégénérescence et la disparition de la soi-disant République soviétique chinoise, l'abandon explicite de la révolution agraire par les leaders staliniens de la paysannerie qui ont laissé tomber un mouvement agraire grandiose dans le filet du grand propriétaire foncier Kuomintang, constituent une récente démonstration historique de la faiblesse politique de la paysannerie. En tant que classe, la paysannerie peut être dirigée, mais ne peut diriger elle-même. Dans tous ses mouvements, elle passe sous la direction, soit de la bourgeoisie, soit du prolétariat. La petite bourgeoisie des villes est pareillement faible et dépendante et ne peut jouer aucun rôle politique dirigeant. L'effondrement des grands mouvements estudiantins dirigés au cours des dernières années contre le Kuomintang et l'Impérialisme fut le résultat direct du fait que ces mouvements ne trouvèrent aucune base solide dans un prolétariat actif.

XII

A cause du caractère réactionnaire, faible et dépendant de la bourgeoisie et de la faiblesse politique de la petite bourgeoisie, les tâches nationales ou démocratiques (indépendance vis-à-vis de l'Impérialisme, création d'un Etat unifié, révolution agraire) devinrent les tâches du **prolétariat,** une classe qui, seule parmi toutes les classes de la société a d'indépendants et de progressifs buts sociaux, et est dénuée de tout lien d'intérêt, aussi bien avec les Impérialistes qu'avec les exploiteurs indigènes, — une classe qui, cependant, en dépit de son infériorité numérique, possède une force concentrée qui peut l'élever aux sommets de la société. Sur les épaules du prolétariat reposent les tâches jumelles d'achever la solution des problèmes nationaux, et de frayer la voie pour la reconstruction socialiste de la société en s'élevant lui-même à l'état de classe régnante en alliance avec toutes les masses exploitées des villes et des villages.

En 1925-27, quand la vague de la révolution montait, la politique révolutionnaire réclamait l'orientation du prolétariat chinois dans cette voie. Ce qui manquait au prolétariat en force numérique lui a été apporté par les paysans et la ville pauvre qui représente un puissant réservoir de forces révolutionnaires. La direction progressive de la paysannerie etait assurée par le prolétariat. Ensemble, les classes représentaient une force invincible contre laquelle toutes les armes de l'Impérialisme et de la réaction bourgeoise et féodale se seraient avérées impuissan-

tes, pourvu que l'on eût donné à cette force une claire direction révolutionnaire.

XIII

Mais la direction Staline-Boukharine de l'Internationale Communiste, tournant le dos à toute expérience révolutionnaire antérieure, y compris l'expérience russe, encore fraîche, recourut en Chine à la politique menchévik qu'elle avait été empêchée de mettre à exécution en Russie en 1917. Opposant les tâches nationales de la révolution chinoise à la lutte émancipatrice des travailleurs et des paysans, séparant arbitrairement les deux, en accord avec la théorie sans la vie des « stades », ils déclarèrent que les tâches immédiates en Chine étaient l'unification nationale et l'expulsion des impérialistes. De plus, conformément aux conceptions nationalistes étriquées qui déjà dominaient la politique soviétique, la bureaucratie soviétique considérait la bourgeoisie chinoise comme un allié possible contre la Grande-Bretagne, alors chef du front capitaliste anti-soviétique.

C'est pourquoi Staline et Boukharine assignèrent à la bourgeoisie chinoise le rôle dirigeant dans la lutte nationale. Ils subordonnèrent le Parti communiste au Kuomintang et le prolétariat et la paysannerie à la bourgeoisie. La formule politique de cette subordination était le « bloc des 4 classes », au sein duquel le prolétariat et la paysannerie étaient supposés unis à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie en vue de la lutte contre l'impérialisme. Les communistes chinois reçurent de Staline et Boukharine l'ordre de maintenir le mouvement de grève et les activités des paysans à l'intérieur de limites acceptables pour la bourgeoisie, afin de ne pas troubler « le front national unifié ». Cette trahison opportuniste de la révolution fut donnée pour du bolchevisme au prolétariat chinois, plein de jeunesse et inexpérimenté, et au parti communiste chinois, encore plus jeune et plus inexpérimenté. Au plus haut de la vague révolutionnaire, la bourgeoisie, sous la direction de Chang Kai Chek, conclut la paix avec l'impérialisme au prix de quelques misérables concessions faites à ses sentiments nationaux, et se retourna sauvagement contre les ouvriers et les paysans sans défiance auxquels les communistes avaient enseigné à considérer la bourgeoisie comme leur chef et leur sauveur. La bourgeoisie scella son alliance avec l'impérialisme dans le sang des masses insurgées.

XIV

Sur les ruines de la révolution chinoise de 1925-27 s'éleva le régime contre-révolutionnaire du Kuomintang. Les travailleurs revinrent à un esclavage intensifié par la nouvelle dictature militaire de Chang Kai Chek qui inaugura un règne de terreur et balaya toutes les organisations ouvrières. Les guerres entre chefs militaires, preuve de la complète désunion du pays, réapparurent à une échelle sans précédent, lorsque Chang Kai Chek chercha à étendre son pouvoir à travers toute la Chine. La paysannerie, sous le fléau de la seigneurie, l'usure et les réquisitions militaires, tomba dans une ruine encore plus profonde. L'impérialisme, contre lequel avait été spécialement dirigé le « bloc des 4 classes » fut capable de fortifier toutes ses positions de commande. La voie était prête à l'invasion japonaise ultérieure, avec son évidente menace pour l'Union soviétique. Tels furent les fruits réels de la politique de Staline-Boukharine en Chine.

XV

Le gouvernement du Kuomintang qui surgit des événements de 1925-27 représenta le triomphe de la contre-révolution bourgeoise sur le mouvement populaire des masses. Chang Kai Chek, chef des forces militaires du Kuomintang, instaura une dictature de fer. En même temps qu'il piétinait les dernières cendres de la révolution, il « exproprait politiquement la bourgeoisie afin de la sauver économiquement ». Les masses petites bourgeoises dont la poussée constituait la force du Kuomintang devant les satrapes régionaux militaires, au sommet de la vague révolutionnaire, tombèrent dans la passivité politique, à l'exception d'une partie de la paysannerie, stimulée par l'exploitation intensifiée, qui prit le chemin de la guerre civile ouverte contre les anciens et les nouveaux oppresseurs. Ainsi, le Kuomintang devint un parti bien revivifié de la bourgeoisie.

Les nouveaux dirigeants justifièrent leur étouffement hypocrite des masses en faisant appel aux doctrines petites bourgeoises de Sun Yat Sen, au programme du Kuomintang, spécialement aux soi-disant « principes de la démocratie », avec sa prescription d'une mise en tutelle politique des masses pendant une certaine période. La dictature militaire, progressant sous l'unique direction du Kuomintang, toutes les autres tendances politiques étant étouffées, fut présenté comme étant une préparation des masses à un gouvernement « démocratique ». Mais la démocratie n'est pas aujourd'hui plus proche de sa réalisation qu'elle ne l'était il y a onze ans. Ce fait constitue la preuve vivante qu'entre la dictature militaire du Kuomintang et la réalisation de la dictature du prolétariat, il ne peut y avoir aucun stade « démocratique », intermédiaire et transitoire. Ceux-là qui, comme les Staliniens, prétendent qu'un tel stade est possible — même inévitable — trompent et désorientent les masses, et ainsi préparent la trahison et la défaite de la révolution chinoise.

LES SOVIETS CHINOIS DE 1930 à 1937

XVI

Les communistes chinois passèrent de la fatale politique opportuniste qu'ils poursuivirent en 1925-27, au cours de la vague révolutionnaire montante, à l'aventurisme, son extrême opposé, dans la période de la contre-révolution Kuomintang. Après les soulèvements peu importants, précipités et désastreux qui échouèrent lors du tragique putsch de Canton, et qui les coupèrent eux-mêmes de leur base, c'est-à-dire de la classe ouvrière, les communistes reportèrent leur activité à l'intérieur du pays, dans les campagnes. Abandonnant le prolétariat abattu dans les villes, ils se placèrent à la tête des armées paysannes qui surgirent comme suite des revoltes agraires pendant le flux de la marée révolutionnaire, se donnant pour but l'établissement d'une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », précisément ce stade démocratique intermédiaire qui, pour la Chine et tout pays colonial est historiquement exclue.

Quoi que s'avançant sous le cri de guerre des Soviets, que les Communistes avaient rejeté au sommet de la vague de la révolution, mais qui, plus tard, devait être sanctifié par la politique de la Troisième Période, la guerre paysanne ne réussit pas à éveiller d'échos parmi les ouvriers. Courbés sous la dictature militaire de Chang Kai Chek, et sous une crise économique dévastatrice, désorganisés ultérieurement par la tactique communiste des « Syndicats Rouges », réduits à la passivité par le refus des communistes de développer un programme de revendications démocratiques correspondant aux besoins vitaux dans le nouveau stade contre-révolutionnaire, les ouvriers abandonnèrent la vie politique. Chang Kai Chek, ne rencontrant pas d'opposition de la part du

prolétariat, fut finalement capable, à la fin de 1934, d'écraser les soviets paysans isolés, malgré les nombreuses batailles héroïques livrées par les Armées Rouges Paysannes.

XVII

L'invasion japonaise de la Mandchourie, en 1931, trouva le gouvernement du Kuomintang menant une guerre d'extermination contre les paysans révoltés et, en même temps, renforçant sa dictature réactionnaire sur les ouvriers. Annonçant une politique de « Non résistance » à l'Impérialisme japonais, Chang Kai Chek proclama, comme sa tâche suprême, la suppression définitive du mouvement insurrectionnel paysan, signifiant par là l'établissement du pouvoir personnel de Chang sur celui de ses adversaires provinciaux. Le revers de la médaille de la « non résistance » fut une vigoureuse manifestation du mouvement montant anti-japonais. Révélant à nouveau l'unité fondamentale des intérêts entre les impérialistes et la bourgeoisie nationale, la politique de « non résistance » du Kuomintang facilita l'invasion de la Chine par les Japonais. Les Impérialistes, de leur côté, furent plus que généreux en aidant le Kuomintang à écraser les paysans et à maintenir le mouvement ouvrier dans un état de prostration.

XVIII

Tout en maintenant les masses opprimées et en reculant pas à pas devant les envahisseurs japonais, le Kuomintang se rapprochait des Impérialistes anglais et américains, dans l'espoir que ces puissances, craignant pour leurs propres intérêts en Chine, seraient obligées d'arrêter la marche en avant du Japon. Il y avait aussi l'espoir que la Chine obtiendrait un instant pour souffler, grâce aux relations de plus en plus tendues entre le Japon et l'U.R.S.S.

Mais les ravages de la crise économique mondiale qui coïncidaient avec la poussée coloniale japonaise, jointe à leur propre insuffisance militaire, incitèrent l'Angleterre et l'Amérique à adopter une politique expectative en Extrême-Orient, tout en encourageant le Kuomintang à résister au Japon autant qu'il l'oserait. La bureaucratie stalinienne, temporairement mariée à la politique de « statu quo », etait prête à faire de nombreuses concessions au Japon, de façon à assurer la continuité de la construction du « socialisme » à l'intérieur des frontières de l'U.R.S.S. L'aggravation des difficultés internes et l'immobilité de ses principaux rivaux poussèrent le Japon à entreprendre des campagnes d'envergure croissante en 1937, en vue de conquérir la Chine du Nord et d'attaquer le bassin du Yang-Tsé. Le Kuomintang se trouva en face de l'alternative d'abdiquer devant le Japon, ou de résister avec l'aide matérielle qu'il pourrait s'assurer à l'étranger. Différant des premières expéditions japonaises, la plus récente campagne fit trembler le régime du Kuomintang dans sa propre forteresse et la bourgeoisie dans le cœur même de son lucre et de son pouvoir, montrant ainsi clairement que les limites de la politique de non résistance avaient été atteintes.

Le Kuomintang se résolut à entreprendre une campagne militaire purement défensive contre le Japon, ce qui est de loin différent de l'effective lutte de principes contre l'impérialisme **pris dans sa généralité** pour l'indépendance nationale de la Chine. D'autres facteurs intervinrent dans la décision que prit le Kuomintang de résister. Soutenu par l'aide financière anglaise et américaine et par une conjoncture économique ascendante, encouragé aussi par ses victoires sur les Soviets chinois, le régime avait grandi, plus solide et plus sûr de lui-même. De plus, la politique de non résistance jointe à la croissance du sentiment anti-japonais, à travers tout le pays, était de plus en plus exploitée contre Chang Kai Chek, par ses rivaux de province, et avec un succès croissant.

LA GUERRE DES CONQUETES JAPONAISES ET LES IMPERIALISMES

XIX

La plus récente phase de la poussée coloniale japonaise a coïncidé avec **la dégénérescence finale de l'Internationale communiste.** D'instrument de la lutte de classe révolutionnaire, les partis communistes ont été transformés en instruments de la diplomatie stalinienne. Cherchant des alliés parmi les pouvoirs démocratiques, capitalistes, contre la menace croissante de guerre, la bureaucratie stalinienne ordonna à ces partis d'abandonner leur programme révolutionnaire, et de soutenir la bourgeoisie de leur pays respectif. De même que Staline avait besoin des démocraties bourgeoises d'Occident comme alliées contre l'Allemagne hitlérienne, de même en Extrême-Orient, en accord avec son orientation anglo-franco-américaine, il rechercha une fois de plus une alliance avec le Kuomintang bourgeois, cette fois contre le Japon impérialiste. Ce qui restait du parti communiste chinois après la liquidation brutale des Soviets paysans par Chang Kai Chek a publiquement abandonné les derniers vestiges de sa politique révolutionnaire, afin d'entrer dans le « Front Populaire Anti-japonais », avec le bourreau de la révolution chinoise. Les staliniens-chinois ont formellement liquidé la Chine soviétique, remis aux mains de Chang Kai Chek les restes des Armées Rouges Paysannes, renoncé ouvertement à la lutte agraire, abandonné explicitement les intérêts de classe des travailleurs. En embrassant publiquement les doctrines petites bourgeoisies de Sun Yat Sen, ils se sont proclamés les gendarmes de la propriété privée bourgeoise, et, en conformité avec la pratique stalinienne universelle, les ennemis de la Révolution.

XX

C'est l'impérieux devoir du prolétariat international, et, par dessus tout, de l'avant-garde révolutionnaire, **de soutenir la lutte de la Chine contre le Japon.** Le crime des staliniens consiste, non pas dans l'aide et la participation à la lutte de la Chine, même tant que celle-ci reste sous la direction du Kuomintang, mais dans l'abandon de leur politique de lutte de classe, dans l'abandon des intérêts des masses exploitées, dans la capitulation politique devant le Kuomintang, dans l'abdication du droit de mobilisation indépendante des masses contre les envahisseurs japonais, dans la renonciation à la critique révolutionnaire de la direction de la guerre par le Kuomintang, dans le renforcement de la dictature de Chang Kai Cheg, dans l'appui et la diffusion de l'illusion que le Kuomintang et la bourgeoisie nationale peuvent conduire la guerre d'une manière efficace et vers une conclusion victorieuse.

Par ces actions traîtresses, ils fourvoient, embrouillent et désorientent les masses chinoises et empêchent une mobilisation révolutionnaire. Dans les autres pays, les staliniens, impuissants à entraîner les travailleurs à se solidariser avec la cause de la Chine, font de vains appels aux gouvernements impérialistes, « démocratiques », « pacifiques », afin de sauver la Chine du Japon. Ils fondent ces appels, non pas sur quelque base révolutionnaire (il n'y en a aucune), mais sur le propre besoin des Impérialistes de pré-

server leurs intérêts de pirates en Chine et en Extrême-Orient. Ils pressent les travailleurs d'aider leur propre gouvernement impérialiste dans une action de « sécurité collective » contre le Japon — qui, en réalité, n'est que l'action d'une clique de brigands impérialistes contre une autre. Ainsi, les staliniens, emboîtant le pas à la faillite politique de la IIe Internationale, se dressent comme les traîtres social-patriotes de la classe ouvrière et des opprimés en général — non seulement dans les pays « démocratiques » d'Occident, mais tout aussi bien en Orient.

XXI

L'Impérialisme anglais avec ses vastes intérêts commerciaux et l'enjeu d'un investissement en Chine de dix milliards de dollars, s'émeut de plus en plus des progrès du Japon. Cependant le coup qui menace d'atteindre ses intérêts chinois, ne constitue qu'un seul aspect de l'anxiété qui étreint l'Impérialisme anglais au sujet de son Empire, lorsqu'il voit arriver la lutte pour une nouvelle répartition du monde, dont l'attaque de la Chine par les Japonais, faisant suite à la conquête de l'Ethiopie par l'Italie et à l'intervention germano-italienne en Espagne, n'est qu'un commencement.

L'Angleterre, tandis qu'elle poursuit une stratégie temporaire destinée à retarder l'inévitable dénouement, s'attache désépérément à la construction d'une machine de guerre propre à défendre ses possessions dispersées. Incapable pour le moment de provoquer le Japon par les armes — particulièrement en raison de ses difficultés méditerranéennes, l'Angleterre cherche à bloquer le Japon, en accumulant tous les obstacles possibles sur le chemin de ce pays — en particulier, en fournissant une aide matérielle de plus en plus large au régime du Kuomintang et en menant parallèlement une action diplomatique avec les Etats-Unis en vue d'épouvanter les Impérialistes japonais à l'aide du spectre d'un bloc anglo-américain.

L'Angleterre estime que le Japon finira par s'épuiser au cours d'une longue guerre d'usure avec la Chine. Elle table aussi sur la possibilité d'un conflit entre le Japon et l'U.R.S.S. qui refoulerait ainsi la menace japonaise suspendue au-dessus des possessions et des intérêts britanniques d'Extrême-Orient. Un espoir semblable anime les Impérialistes anglais lorsqu'ils considèrent le bloc italo-germano-nippon comme un tout qui, pour le moment, est le principal provocateur des intérêts mondiaux de l'Angleterre. En attendant, craignant que des révoltes de ses millions d'esclaves coloniaux ne créent un danger à l'arrière au cours de la guerre qui arrive, l'Impérialisme anglais, achète la bourgeoisie nationale de ses colonies (constition indoue, traité anglo-égyptien.) afin de s'assurer leur fidélité). Les « dominions » du Canada, d'Afrique du Sud, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, occupées au développement de leur propre économie, ont acquis des intérêts séparés et contradictoires des intérêts de l'Empire britannique pris comme un tout. Ces intérêts représentent une force centrifuge à l'intérieur même de l'Empire. En particulier, l'**Australie** et la **Nouvelle-Zélande**, vu leur proximité du foyer d'Extrême-Orient réclament la liberté de se tenir à l'écart des luttes de l'Empire contre le Japon si une telle solution pouvait apparaître avantageuse.

Le **Canada** est dans une position semblable vis-à-vis des Etats-Unis. L'Angleterre cherche à freiner ces facteurs désintégrant l'Empire à l'aide de moyens tels que des avantages commerciaux (convention d'Ottawa) et des conférences impériales périodiques qui sont destinées à renforcer les liens entre les dominions d'une part et la métropole de l'autre. Dans la lutte actuelle d'Extrême-Orient, l'Impérialisme anglais s'inquiète du destin de la Chine uniquement pour autant que le destin de la Chine affecte les intérêts de l'Impérialisme britannique.

XXII

L'**Impérialisme américain**, quoi que possédant actuellement en Chine des intérêts moindre en quantité et importance que la Grande-Bretagne, est alarmé devant la perspective d'une domination japonaise sur le Pacifique. Des crises répétées dans l'économie américaine, se succédant à de courts intervalles, avertissent que, si le capitalisme américain doit survivre et grandir, il doit bientôt jouer un rôle plus prépondérant, non seulement dans l'aire du Pacifique, mais dans l'arène mondiale tout entière.

Le discours de Roosevelt à Chicago en octobre 37, dirigé contre les puissances « aggressives », donne la clef de la politique future de l'Impérialisme américain. Incapable pour le moment de provoquer le Japon, le gouvernement de Washington louvoie à travers des chemins diplomatiques détournés, tel que la Conférence de Bruxelles.. Pareilles entreprises ostensiblement désintéressées sont très utiles pour semer des illusions pacifistes et, par là, pour préparer les travailleurs américains à se battre pour les intérêts de l'Impérialisme américain dans les guerres qui viendront.

En même temps, tout en octroyant une feinte indépendance aux **Philippines**, afin d'engager la bourgeoisie du pays à ses côtés, le gouvernement de Washington construit une armée, une flotte et une aviation puissantes, et consolide son Empire dans les Amériques au moyen de l'**Union pan-américaine**, préliminaire à la provocation de tous ses rivaux pour une suprématie mondiale. Tout en considérant la guerre avec le Japon comme inévitable, les Impérialistes américains espèrent être capables de s'engager dans une telle guerre le plus tard possible, estimant que l'Angleterre sera entraînée dans la guerre contre le Japon et que ces deux pays sortirons épuisés de la lutte.

Pendant quelque temps, les Impérialistes américains ont également tablé sur la perspective qu'une guerre russo-japonaise détruirait leur rival du Pacifique, mais la crise intérieure qui fait rage en Union Soviétique et met en évidence la complète instabilité du régime de Staline fait que cette perspective est à rejeter de plus en plus à l'arrière-plan. Dans leurs efforts pour masquer leur plan belliqueux, les Impérialistes américains reçoivent l'aide sans limites des staliniens qui, parallèlement à leurs compères chinois proclament le rôle « pacifique » de l'Impérialisme américain, en appellent au gouvernement de Washington pour sauver la Chine du Japon, et offrent leurs services comme sergents recruteurs de guerre.

XXIII

La **France**, avec un vaste Empire d'esclaves coloniaux, est intéressée au maintien du « statu quo » en Europe, en Afrique et en Extrême-Orient. Les intérêts français en Chine, bien que plus petits et moins répandus, sont analogues à ceux de la Grande-Bretagne. Etant concentrés en Indochine, ils n'entrent pas dans l'orbite des ambitions japonaises immédiates. Dès lors, la politique française de conciliation diplomatique envers le Japon marche de pair avec l'aide matérielle subreptice apportée à la Chine, suivant dans tous les cas l'exemple de la Grande-Bretagne. Cette politique, quoi qu'il en soit, trouve sa contrepartie dans la plus cruelle exploitation et la plus cruelle oppression des masses d'Indochine (comme dans toutes les autres colonies de l'Impérialisme français) et dans une campagne de violentes persécutions contre les révolutionnaires de ces territoires.

Comme partenaire ou soutien du Gouvernement impérialiste français du Front Populaire actuellement défunt, les staliniens et les « socialistes » de la IIe nInternationale portent une large part de responsabilité pour tous les crimes bestiaux commis par l'Impérialisme français dans les colonies.

XXIV

Les Etats fascistes européens, contrairement à la Grande-Bretagne, aux Etats-Unis d'Amérique et à la France, n'ont qu'un très mince enjeu économique en Chine. Leur intervention diplomatique dans la lutte sino-japonaise est principalement destinée à exploiter les antagonismes impérialistes en Extrême-Orient dans le but de faire progresser leurs visées fondamentales en Europe. En outre, Hitler est en train de manœuvrer afin de recouvrer les anciennes possessions coloniales de l'Allemagne actuellement acquises par le Japon. Mais ne désirant pas s'opposer au Japon qui lui est nécessaire en tant qu'allié contre l'U.R.S.S., il réprime la proclamation de ses revendications coloniales. L'Italie fasciste s'efforce de faire entrer le Japon dans son jeu contre la Grande-Bretagne, dans l'intérêt des ambitions italiennes en Méditerranée. L'Allemagne et l'Italie, ensemble, cherchent à faire entrer le Japon dans leur jeu contre la Grande-Bretagne et la France, ce qui constitue une de leurs manœuvres en vue de l'alignement des camps au cours de la prochaine guerre mondiale. Le Japon d'un autre côté, flirte avec l'axe Rome-Berlin dans le but de faire chanter la Grande-Bretagne et la France et afin d'assurer un front contre l'U.R.S.S. en Occident.

LE ROLE DE L'U.R.S.S.

XXV

L'U.R.S.S., en tant que pays ouvrier, n'a aucun intérêt ou visée impérialiste en Chine. Au contraire, il entre dans les intérêts de l'U.R.S.S. d'aider à écraser l'Impérialisme dans toutes ses forteresses coloniales et semi-coloniales en fournissant aux peuples opprimés l'aide la plus complète possible dans leur lutte contre l'impérialisme. Lorsque, en 1927, l'opportunisme stalinien conduisit la grande révolution chinoise à la ruine, un puissant rempart de l'U.R.S.S. fut abattu; rempart, non seulement contre le Japon impérialiste, mais contre le front mondial de l'Impérialisme tout entier.

Lorsque, par la suite, le Japon conquit la Mandchourie, Staline n'eut pas d'autre alternative qu'abandonner au Japon le Chemin de fer chinois oriental, la seule grande assise stratégique de l'U.R.S.S. en Extrême-Orient, et qu'entrer dans la voie d'une continuelle retraite devant les Impérialistes japonais. En Allemagne, pareillement, la politique stalinienne facilita le triomphe d'Hitler et accrut la menace de guerre sur la frontière occidentale de l'U.R.S.S. A l'intérieur même de l'U.R.S.S., le système d'absolutisme bureaucratique engendra une crise profonde qui, tout en ébranlant les fondations même de l'Etat Ouvrier, a paralysé la politique extérieure soviétique et l'a privée de tout caractère indépendant. Craignant de se heurter au danger fasciste en Europe, et pour le contrecarrer, Staline a livré l'indépendance et la politique révolutionnaire des Partis Communistes en échange de pactes avec les Etats bourgeois « démocratiques ».

Cherchant à opposer la Chine au Japon, — non dans l'intérêt de libérer la Chine de l'Impérialisme, mais uniquement afin de retarder l'attaque de l'Impérialisme japonais contre l'U.R.S.S. — il a livré au Kuomintang ce qui restait du Parti Communiste chinois et des Armées Rouges Paysannes. La politique soviétique en Chine est exclusivement dictée par les intérêts conservateurs et réactionnaires de la bureaucratie soviétique, et elle est démunie de toute base principale revolutionnaire. S'etant aligné au côté du Kuomintang et des puissances impérialistes « démocratiques », Staline n'hésite pas à devenir le complice de l'Impérialisme contre les prémisses nouvelles de la révolution chinoise.

XXVI

Il est dans les intérêts de la bureaucratie soviétique que la guerre entre la Chine et le Japon puisse être prolongée, surtout devant la menace, non déguisée, d'une attaque de l'U.R.S.S. par les Impérialistes japonais aussitôt que les visées de ces derniers en Chine seraient atteintes et devant le danger qu'une Chine vaincue puisse devenir, même à titre uniquement passif, une alliée du Japon et des Etats fascistes européens contre l'U.R.S.S. Pour ces raisons, après avoir laissé s'écouler quatre précieux mois, le gouvernement stalinien commença à intensifier son aide matérielle à la Chine, non pas sur la base principielle de l'aide à un pays opprimé contre l'oppresseur impérialiste (de tels motifs révolutionnaires ont, depuis longtemps, cessé d'être l'étoile directrice du gouvernement stalinien), mais uniquement en raison d'une nécessité stratégique militaire.

Afin de hâter l'intensification de cette aide, le gouvernement du Kuomintang s'engagea avec Moscou dans un pacte de non agression après avoir refusé sa signature pendant quatre ans. Ce délai indiquait que le Kuomintang était capable d'arriver à une convention pacifique avec le Japon. L'aide matérielle apporté par les Soviets à la Chine a été envoyée pour la plus grande partie au Kuomintang et non à l'ancienne armée rouge. De plus, l'aide ne commença qu'au moment où les humeurs capitulardes du parti de la bourgeoisie chinoise avaient déjà commencé à affaiblir la campagne défensive contre le Japon. C'est précisément le manque de toute base principielle révolutionnaire de la politique soviétique qui priva cette aide de sa pleine efficacité dans la lutte chinoise. Quantitativement, cette aide est sérieusement limitée par la crise intérieure aiguë que la bureaucratie a engendré en Union Soviétique, par la dépendance stalinienne vis-à-vis de l'Impérialisme anglo-français dans toutes les sphères de la politique extérieure, et par le besoin qu'éprouve Staline d'éviter toute complication militaire prématurée avec le Japon.

LA DEFENSE DE LA CHINE CONTRE LE JAPON

XXVII

Amené contre son sentiment à résister au Japon, le Kuomintang s'est exclusivement confiné dans une campagne de défense militaire qui, tout en s'avérant totalement inefficace, a conduit au sacrifice gratuit de forces humaines. Dès le début même de la lutte, en refusant d'abroger les privilèges impérialistes du Japon en Chine, le Kuomintang a laissé la porte ouverte aux négociations avec l'ennemi. Contraint à restituer une certaine part de liberté aux masses, il a, en même temps, supprimé et enterré celles des organisations populaires qu'il ne pouvait circonscrire et contrôler.

L'avant-garde révolutionnaire des masses chinoises, l'organisation de la IVe Internationale est forcée de vivre en illégalité. Tous les opposants politiques au régime du Kuomintang, y compris les héroïques combattants de l'Indépendance Chinoise, sont stigmatisés du nom de traîtres et traités comme tels. Craignant

de compenser les déficiences de la défense de la Chine en armant les masses, et en les rassemblant sur l'échelle la plus large, pour participer au combat, le Kuomintang fait connaître sa bonne volonté de traiter avec le Japon par l'intermédiaire de « puissances amies ».

La spéculation débridée, la corruption et la trahison franchissent les cercles du gouvernement et pénètrent dans l'armée. Les fardeaux de la guerre sont portés sur le dos des masses tandis que les fortunes de la bourgeoisie sont laissées intactes. En face de tous les crimes du Kuomintang et de la classe dirigeante, les staliniens qui ont renoncé à leur indépendance politique et à leur programme révolutionnaire gardent un honteux silence. Par là, ils deviennent complices de ces crimes et de la trahison que le Kuomintang est en train de préparer. En arrêtant les révolutionnaires chinois, les staliniens, comme en Espagne, et en Union Soviétique, se tiennent dans le fourgon de la réaction.

XXVIII

Le cours de la guerre sino-japonaise a démontré qu'un pays arriéré, semi-colonial, doté d'une industrie faible, pauvre en armements lourds, ne peut prévaloir longtemps dans une guerre uniquement de défense militaire sur un adversaire de beaucoup plus puissant. Les déficiences techniques de la défense de la Chine ne peuvent être compensées que par le déclenchement d'une campagne politique d'envergure, qui, combinée aux opérations militaires, entraînera dans la lutte les masses des millions d'êtres, rompra les forces des envahisseurs, attisera les cendres de la révolution dans le pays ennemi, et incitera la classe ouvrière mondiale à des actes de solidarité internationale.

Mais les masses ne peuvent être entraînées dans la lutte que **sur la base d'un programme révolutionnaire correspondant à leurs besoins les plus urgents.** Les forces d'invasion ne peuvent être brisées que par des appels révolutionnaires. Seul l'exemple révolutionnaire peut soulever la révolution dans le pays ennemi. Les appels à la solidarité de la classe ouvrière internationale ne peuvent être effectifs que sur une base révolutionnaire. Une action dans ce sens ne peut être menée par le gouvernement bourgeois des exploiteurs qui craint les masses et la révolution plus qu'il ne craint les Impérialistes. C'est pourquoi, malgré l'héroïque sacrifice des soldats chinois, la guerre de Chine a montré dans son premier stade sous la direction du Kuomintang, une faillite et une impuissance aussi pitoyables.

XXIX

Les masses chinoises n'ont pas été encore capables d'intervenir dans les combats militaires par l'intermédiaire de leurs propres organisations indépendantes. Au contraire, elles ont été contraintes par tous les événements à jouer le rôle de spectateur plus ou moins passif et de victime des événements. Ecrasés depuis des années sous la dictature militaire du Kuomintang et la crise économique, les ouvriers retrouvèrent finalement leur activité sur la base du nouveau tournant de la conjoncture en 1935-36.

La guerre, entraînant la destruction matérielle totale de presque toute l'industrie concentrée à Shanghaï et l'occupation militaire japonaise dans de semblables centres en Chine du Nord, a bloqué le processus de renouvellement économique et contre-carré toute reviviscence ininterrompue du mouvement ouvrier. Ajouté à cela, la trahison du Parti Communiste couronnant le développement d'années d'opportunisme et d'aventurisme, a approfondi la confusion et la désorientation des masses. Un nouveau tournant des événements permettant à un nouveau parti révolutionnaire de se former sur les bases établies par les B-L de la IV^e **Internationale,** sera nécessaire avant que les masses chinoises ne soient capables de s'engager dans la voie révolutionnaire.

POUR LA REVOLUTION JAPONAISE

XXX

Malgré la banqueroute du régime du Kuomintang et le retard de l'entreprise indépendante des masses chinoises dans la guerre, les Impérialistes japonais se rendent compte de l'impossibilité de conquérir la Chine. Les Iles Britanniques, au début du capitalisme mondial, pouvaient construire un Empire de milliers d'esclaves coloniaux en Asie et en Afrique, en s'appuyant sur une puissante base économique intérieure. Aujourd'hui, les Impérialistes britanniques se heurtent à la décadence de cet Empire. Les Iles Nippones, à l'époque du déclin du capitalisme, partant d'une base économique faible, sont historiquement incapables d'achever la destinée impériale à laquelle rêvent les classes dirigeantes.

Sous la façade imposante de l'Impérialisme japonais gisent des faiblesses organiques fondamentales qui ont déjà été aggravées par la conquête militaire de la Mandchourie. Les ressources du capitalisme japonais se sont avérées inférieures à la tâche de construire l'Empire. La construction économique du pays est tendue jusqu'au point de craquer par les nouvelles campagnes militaires. Le capitalisme japonais survit au moyen de la plus intense exploitation du prolétriat japonais, tandis que les paysans, formant la majeure partie de la population du Japon, sont menacés d'un appauvrissement et d'une détresse croissantes. Les charges à la fois des travailleurs et des paysans sont accrues d'une façon insupportable par la guerre. Plus de trente millions de Chinois en **Mandchourie** attendent le moment opportun pour se libérer du joug japonais. Vingt et un millions de **Coréens** et cinq millions de **Formosans** luttent pour se libérer du Japon. Tous ces facteurs constituent le talon d'Achille de l'Impérialisme japonais, et le condamnent à la destruction.

Des victoires militaires comme celles que l'armée japonaise est capable de remporter en Chine ont seulement une importance épisodique. Les premiers revers sérieux qui sont inévitables si la guerre se prolongeait, deviendront le point de départ d'explosions politiques et sociales au Japon et dans les territoires de Mandchourie, de Corée et de Formose. Abstraction faite du résultat immédiat de la guerre en Chine, l'Impérialisme japonais est condamné. La machine militaire des Impérialistes japonais n'a jamais encore été jetée contre le pouvoir de la classe dominante. Affaiblie par ce qui s'avèrera être des victoires à la Pyrrhus en Chine, l'Impérialisme japonais marchera à la défaite dans la guerre mondiale qui vient, si la révolution prolétarienne ne met pas une fin plus rapide à sa carrière. En dernière analyse, la cause de la révolution en Extrême-Orient progressera dans la mesure où les masses à la fois en Chine et au Japon et dans les colonies japonaises réussiront à empêcher la classe dirigeante de faire peser sur leurs épaules le poids des présentes campagnes militaires.

XXXI

Même si les victoires militaires du Japon, lors des présentes campagnes, amènent la chute du régime du Kuomintang, ceci ne signifiera pas la fin de la résistance chinoise au Japon, mais uniquement la

fin d'une seule phase de la lutte. Dans la nouvelle phase, la politique pro-japonaise des successeurs du Kuomintang, combinée à l'oppression intolérable des Impérialistes japonais, engendrera inévitablement — même si cela se fait avec quelque retard — une guerre civile, étendue et sauvage, qui, étant dirigée à la fois contre les Impérialistes japonais et le gouvernement bourgeois chinois prendra certainement le caractère d'une révolution sociale. Ayant découvert, par expérience, la banqueroute aiguë et l'impuissance du Kuomintang, de la bourgeoisie nationale et de leurs alliés staliniens, les masses chinoises inclineront de plus en plus à compter sur leurs propres organisations et leurs propres armes. Ils considéreront les B-L comme étant leurs chefs, et se rallieront sous le drapeau révolutionnaire de la IV[e] Internationale.

La reprise du mouvement révolutionnaire en Chine favorisera la renaissance du mouvement de libération en Mandchourie, en Corée et à Formose. Au Japon, la tension sociale sera excitée jusqu'à créer une situation révolutionnaire. La parenté réciproque de ces développements fournira les prémisses objectives à la révolution nationale et prolétarienne en Chine, et à la révolution prolétarienne au Japon. Se préparer à ces événements est la tâche des révolutionnaires. En Chine, en particulier, les Bolchevik-Léninistes doivent courageusement prendre part à la lutte anti-japonaise et diffuser à côté de cela les slogans correspondants aux besoins de la lutte et faire leurs les intérêts des masses à chaque nouveau stade. Grâce à cela, ils gagneront la confiance des masses et seront capables de les mobiliser dans leurs propres organisations indépendantes pour l'action révolutionnaire.

—

XXXII

Les perspectives esquissées ci-dessus, mettent les travailleurs de tous les pays, et en particulier l'avant-garde révolutionnaire, dans l'obligation d'aider la lutte de la Chine contre le Japon de toutes les manières possibles. **La défaite de l'Impérialisme japonais, non seulement ouvrira la voie à la révolution en Chine et au Japon, mais encore favorisera de nouvelles vagues de révoltes dans toutes les colonies des puissances impérialistes.** En plus, elle supprimera une grave menace pour l'Union Soviétique et stimulera le prolétariat soviétique contre le régime contre-révolutionnaire de Staline. Un soutien révolutionnaire à la lutte de la Chine ne signifie cependant pas que les révolutionnaires doivent fournir une couverture au régime failli du Kuomintang et à la bourgeoisie chinoise. Il ne signifie pas non plus faire appel aux gouvernements « démocratiques » impérialistes afin qu'ils interviennent contre le Japon et sauvent la Chine, ni prêter aide à ces gouvernements, s'ils interviennent contre le Japon, et dans le cours de cette intervention. Ceci, s'est la ligne de conduite des traîtres staliniens.

Les Impérialistes de l'Occident n'interviendront contre le Japon que pour préserver leurs propres intérêts de pirate en Extrême-Orient. Si l'Impérialisme japonais était vaincu en Chine par ses rivaux impérialistes et non par les masses révolutionnaires, cela signifierait l'asservissement de la Chine par le capital anglo-américain. La libération nationale de la Chine et l'émancipation des masses chinoises de toute exploitation ne peuvent être accomplies que par les masses chinoises elles-mêmes, alliées avec le prolétariat et les opprimés du monde entier.

La campagne révolutionnaire internationale pour l'aide à la Chine doit s'effectuer sous le signe des représailles des ouvriers contre le Japon, et trouver sa pleine expression dans la propulsion de la lutte de classe, et dans la révolution prolétarienne.

Le rôle mondial de l'impérialisme américain

Les sphères principales d'activité de l'impérialisme américain sont réparties parmi les continents d'Europe, d'Asie et d'Amérique Latine, dans lesquels il poursuit une politique conforme à ses intérêts généraux et adaptée aux conditions concrètes de ses relations avec d'autres puissances.

En Amérique latine, bien qu'ils se heurtent au rival puissant que constitue l'Angleterre et dans une mesure moindre mais croissante, au Japon et à l'Allemagne, les Etats-Unis restent la force impérialiste dominante. Les Etats-Unis apparurent sur la scène plus tard que des pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne ou l'Angleterre, mais au début du siècle ils étaient déjà capables de surpasser leurs rivaux. Leur rapide développement industriel et financier, les préoccupations des puissances européennes pendant la guerre impérialiste mondiale et leur transformation en créditeur mondial pendant cette période ont permis aux Etats-Unis d'atteindre le sommet en établissant leur hégémonie impérialiste sur la plupart des pays de l'Amérique centrale, du Sud, et de la mer des Caraïbes (Antilles). Ils proclamèrent leur intention de maintenir cette hégémonie contre les tentatives de l'impérialisme européen et japonais. La forme politique de cette proclamation est la doctrine de Monroe qui, particulièrement depuis le déploiement d'une politique ouvertement impérialiste à la fin du 19me siècle, a été interprétée uniformément par toutes les administrations de Washington comme le droit de l'impérialisme américain à dominer les pays d'Amérique latine, comme étape vers la position d'exploiteur exclusif.

L'obstacle le plus actif et puissant à une véritable indépendance de l'Amérique latine est l'impérialisme américain, dont la masse de milliards de dollars est principalement investie dans l'hémisphère oriental. Le caractère réel du capitalisme « démocratique » américain est très clairement révélé par les dictatures tyranniques des pays de l'Amérique du Sud, dont le sort

est inextricablement lié au sien, et qui dureront autant que lui. Les despotes assoiffés de sang qui oppriment dans la souffrance des millions de paysans et d'ouvriers de l'Amérique latine, les Vargas et les Batista, ne sont au fond rien d'autre que les instruments politiques des Etats-Unis « démocratiques » impérialistes. Dans des pays comme Porto-Rico, l'impérialisme américain provoque et supprime brutalement le mouvement nationaliste, grâce au gouverneur Winshin.

La bourgeoisie nationale montante dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, espérant une plus grande part du butin, et luttant pour une indépendance plus complète, c'est-à-dire pour la position dominante dans l'exploitation de son propre pays, essaye, il est vrai, d'utiliser les rivalités et les conflits des impérialistes étrangers dans ce but. Mais sa faiblesse générale et son apparence retardée l'empêchent d'atteindre un niveau élevé de développement, échappant au rôle d'instrument d'un impérialisme contre l'autre. Elle ne peut pas envisager une lutte sérieuse contre toute domination impérialiste et pour une véritable indépendance nationale, craignant de déchainer un mouvement de masse de travailleurs du pays, qui menacerait sa propre existence.

L'exemple récent de Vargas, qui tente l'utiliser la rivalité entre les Etats-Unis et l'Allemagne, mais en même temps maintient la plus sauvage dictature sur les masses populaires brésiliennes, est un exemple frappant. L'administration de Roosevelt, en dépit de ses prétentions aimables, n'a apportée aucune modification à la tradition impérialiste de ses prédécesseurs. Elle a répété avec emphase la mensongère doctrine de Monroe ; elle a confirmé ses réclamations de droits monopolistes sur l'Amérique latine aux Conférences de Buenos-Aires ; elle a sanctifié de son approbation les régimes abominables de Vargas et de Batista ; sa revendication pour une police maritime plus puissante dans l'Atlantique et pas seulement dans le Pacifique, prouve son zèle à développer les forces armées des Etats-Unis pour la défense de son pouvoir impérialiste dans la partie sud de l'Hémisphère. Sous Roosevelt, la politique du poing d'acier en Amérique du Sud est recouverte par le gant des prétentions démagogiques de l'amitié et de la « démocratie ».

La politique du « bon voisinage » n'est rien d'autre que la tentative d'unifier l'Hémisphère sud sous l'hégémonie de Washington, comme un bloc solide que celui-ci amènera à fermer la porte des deux continents américains à toutes les autres puissances impérialistes. Cette politique est matériellement appuyée sur des accords commerciaux favorables que les Etats-Unis s'efforcent de conclure avec les pays d'Amérique latine, dans l'espoir de rejeter systématiquement les rivaux du marché. Le rôle décisif que joue le commerce extérieur dans la vie économique des Etats-Unis impose à ceux-ci des efforts toujours plus accentués pour exclure tous les concurrents du marché sud-américain, en combinant la production bon marché, la diplomatie, la chicane, et, si nécessaire, la force.

Cela est particulièrement vrai actuellement, en ce qui concerne l'Allemagne et le Japon. Là où le conflit impériaiste fondamental en Amérique latine (particulièrement dans des pays comme le Mexique et l'Argentine) reste celui de l'Angleterre et des Etats-Unis, il s'exprime économiquement avant tout sur le terrain des investissements de capitaux. Dans le domaine du commerce extérieur, cependant, les principaux rivaux immédiats des Etats-Unis sont l'Allemagne, et dans une mesure croissante, le Japon. Etant donné leur situation mondiale respective, les Etats-Unis et l'Angleterre peuvent donc collaborer pour le moment en refoulant d'Amérique Latine l'Allemagne et le Japon, mais seulement à la condition que la collaboration reste dirigée par les Etats-Unis. En compensation, l'impérialisme yankee appuie partiellement l'impérialisme anglais sur le continent européen.

En même temps, la politique de l'impérialisme américain augmentera nécessairement la résistance révolutionnaire des peuples latino-américains qu'il va exploiter d'une façon renforcée. Cette résistance, en retour, rencontrera la réaction la plus féroce et des tentatives de suppression par les Etats-Unis qui se révéleront encore plus clairement comme les gendarmes de l'exploitation impérialiste étrangère, et le soutien des dictatures indigènes. Ainsi, par toute son attitude, Washington-Wall Street jouera un rôle réactionnaire croissant dans les pays d'Amérique Latine. Ainsi les Etats-Unis restent le maître prédominant et agressif de l'Amérique du Sud, prêt à défendre cette position par les armes contre tout assaut sérieux de ses rivaux impérialistes ou toute tentative par les peuples d'Amérique latine de se libérer de la domination de l'exploiteur.

La politique américaine **en Europe** a différé de son intervention directe et ouverte en Amérique Latine, sur différents points, dictés essentiellement par le fait que les Etats-Unis n'apparurent comme un facteur décisif dans le vieux monde, qu'à la dernière étape, lors de la dernière génération. Son intervention a passé par trois stades. D'abord il surgit comme un aggresseur brutal défendant les vastes intérêts financiers acquis par la classe dirigeante américaine à la fin de la guerre, et il contribué, grâce à son énorme puissance industrielle, financière et militaire, à créer les forces décisives nécessaires aux Alliés pour détruire et accabler les Puissances Centrales, spécialement l'Allemagne. Tandis que l'Angleterre, la France, la Belgique et l'Italie devenaient ainsi capables d'imposer le dégradant Traité de Paix de Versailles à l'Allemagne, et de faire de la Société des Nations le gendarme qui surveillait leurs conquêtes, y compris les anciennes colonies allemandes et les énormes tributs de réparations exigées de l'Allemagne, le vainqueur réel de la guerre se démontrait être les Etats-Unis, qui devinrent le principal centre économique et financier du monde, en exigeant un encore plus lourd tribut des vainqueurs de Versailles sous forme de paiement des dettes de guerre.

Ensuite, avec la défaite du prolétariat allemand à la fin de 1933, les Etats-Unis apparurent comme le « pacificateur » de l'Europe et la principale force contre-révolutionnaire. Dans son rôle de pacificateur européen, il revigora la domination capitaliste à son point le plus faible, l'Allemagne, en lui injectant les millions de Dawes-Young. Il aida ainsi à la renaissance des illusions démocratiques en Allemagne, en France et en Angleterre, et mit en avant la revendication de la limitation des armements qui empêchaient le payement des dettes de guerre à Wall-Street. Le « désarmement » européen (étant donné la supériorité industrielle de l'Amérique qui lui permet de surclasser rapidement les armements de n'importe quel pays), n'était que la revendication pacifiste grâce à laquelle l'impérialisme américain s'efforcait de réduire le marché, déjà réduit, qui restait à la disposition des concurrents européens.

Enfin, dans la dernière étape de son intervention,

il a montré qu'il n'éliminait ni ne modérait les conflits entre les puissances européennes : au contraire, les besoins de l'impérialisme américain entraînent une aggravation des conflits entre les différentes puissances européennes. Elles sont toutes entraînées vers une nouvelle guerre mondiale, les unes pour défendre la part de ration à laquelle les Etats-Unis ont réduit l'Europe, les autres dans leur lutte pour augmenter leur revenu afin d'essayer de résoudre leurs contradictions intérieures. En apparence, la montée de l'impérialisme américain en Europe a eu l'effet de « pacifier » le continent ; en fait, elle hâte une nouvelle guerre mondiale, marquée par la course aux armements, la conquête de l'Ethiopie, la guerre civile en Espagne, l'invasion japonaise en Chine. Cette guerre ne pourra pas être bornée à l'Europe et tous les pays importants de la terre y seront inexorablement entraînés.

Comprendre la réalité des relations de l'Amérique avec le développement de l'Europe suffit à réfuter les prétentions de l'impérialisme des Etats-Unis à une mission de défenseur de la paix et de la démocratie en Europe. Au contraire. Plus les difficultés s'accroîssent, plus elle essaye de reporter son fardeau sur les épaules des puissances impérialistes européennes, plus vieilles ou plus faibles : ainsi, elle conduit plus rapidement les classes dirigeantes du vieux monde vers la guerre et le régime fasciste qui leur permettent de préparer la guerre ou de la mener après son déclanchement. La pression de la puissance du nouveau monde qui a atteint une telle force depuis la dernière guerre, est en train de mener l'Europe vers l'abîme du barbarisme et de la destruction.

Dans le passé, l'influence des Etats-Unis était plus ou moins « passive » ; c'était la politique de « l'isolement ». Maintenant, elle se développe dans une autre direction qui laisse prévoir son intervention active, directe et décisive dans la prochaine période, c'est-à-dire celle de la prochaine guerre mondiale. Les fondations de la puissance impérialiste américaine ont une envergure mondiale ; ses intérêts économiques en Europe même sont très importants (des milliards de dollars investis dans les entreprises téléphoniques et télégraphiques, l'automobile, les constructions électriques et d'autres trusts, de même que les milliards des dettes de guerre et les emprunts d'après-guerre) : il lui sera par conséquent impossible de rester en dehors de la prochaine guerre mondiale. Tout au contraire. Non seulement il y participera comme belligérant, mais il est facile de prédire qu'il y entrera beaucoup plus rapidement que lors de la dernière guerre mondiale.

Etant donné la faiblesse, financière et technique, des autres belligérants, comparés avec les Etats-Unis, ceux-ci joueront sûrement un rôle encore plus décisif que la dernière fois dans la conclusion de la guerre. Tout indique que, si l'impérialisme européen n'est pas abattu par la révolution prolétarienne et la paix établie sur une base socialiste, les Etats-Unis dicteront les termes de la paix impérialiste après être apparus comme les vainqueurs. Sa participation déterminera le camp des vainqueurs, et aussi la disposition du butin, dont il réclamera une part léonine.

L'établissement rapide de sa domination en Amérique Latine dicta à l'impérialisme des Etats-Unis son attitude aggressive en faveur de la « porte close » (doctrine de Monroe). Mais en Asie, déja répartie entre l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon, la Russie, le Portugal et l'Italie, son retard lui dicta une politique tout aussi impérialiste de la « porte ouverte» qui est devenue la formule classique de la politique américaine, en Extrême-Orient, en particulier en Chine. Sous cette forme, l'impérialisme américain répond aux prétentions de ses vieux rivaux d'exploiter à leur seul profit les vastes ressources, en hommes et en matières premières, de la Chine. Derrière ce mot d'ordre « pacifique » se cache l'épée à moitié tirée contre le Japon et l'Angleterre, qui exige une part croissante dans l'exploitation de la Chine et de ses habitants. Comme ailleurs, le « pacifisme » américain est en Extrême-Orient le voile pudique d'une expansion impérialiste aggressive.

La lutte inter-impérialiste pour la domination de la Chine est en même temps une lutte pour la maîtrise du Pacifique, dont les deux prétendants sont le Japon et les Etats-Unis. Etant donnée ses occupations sur le continent européen, la Méditerrannée et le Proche-Orient, l'Angleterre est très handicapée dans sa tentative de défendre seule sa position sur le continent asiatique. Le mouvement pan-asiatique dirigé par le Japon est orienté vers le rejet de l'Angleterre de ses positions favorables en Chine et même aux Indes. L'Angleterre ne peut pas y résister seule, spécialement dans des conditions qui rendent difficile la solidarité de toutes les parties de l'Empire britannique dans une guerre contre le Japon. L'Angleterre dépend donc de plus en plus d'un soutien militaire tacite ou direct des Etats-Unis dans le conflit avec le Japon.

Cependant, l'impérialisme américain n'est pas enclin à intervenir directement en Extrême-Orient contre le Japon pour soutenir exclusivement ou principalement la domination de l'Angleterre sur le continent asiatique. Au contraire, la maîtrise ultérieure du Pacifique par les Etats-Unis signifie une défaite décisive pour le Japon, mais aussi le commencement de la fin pour les privilèges et la domination britannique en Orient. L'Empire s'en rend compte : une partie croissante de la bourgeoisie australienne regarde vers les Etats-Unis plutôt que vers l'Angleterre pour la défense de ses intérêts, c'est-à-dire pour la lutte commune contre le Japon. Autre exemple de la réorientation de certaines parties de l'Empire : le Canada est toujours plus attiré par New-York et Washington, loin de Londres.

Tandis que le plus grand et important rival de l'impérialisme américain en Orient, reste l'Angleterre, son antagoniste le plus immédiat y est actuellement le Japon. La question de la guerre entre le Japon et les Etats-Unis pour la domination du Pacifique et de l'Extrême-Orient est donc à l'ordre du jour. Le Japon craint l'éclatement d'une guerre avec les Etats-Unis actuellement, car il l'entraînerait probablement en même temps dans un conflit avec l'Angleterre et les Soviets ; c'est pourquoi il s'efforce de maintenir les frictions entre les Etats-Unis et l'Angleterre, au moins tant que sa position n'est pas consolidée. Cependant, l'impérialisme américain s'est orienté, spécialement dans le passé récent, plus nettement vers la guerre contre le Japon, dont les progrès vers les zones d'exploitation américaine possible en Chine et vers ses terrains d'exploitation actuelle en Amérique du Sud, menacent les positions américaines pour le présent et l'avenir. La préparation de cette guerre est visible dans le ton plus cassant de la diplomatie américaine, l'agitation nationaliste anti-japonaise croissante de la presse, les manœuvres militaires américines virtuellement dirigées contre le Japon, les nouvelles fortifications des îles aléoutiennes et Graum, et surtout dans le prétexte donné par Roosevelt pour son budget naval de temps de paix sans précédent, c'est-à-dire la

lutte contre le Japon.

Ainsi l'ampleur des problèmes de l'impérialisme américain, la portée mondiale de ses intérêts et des fondements de sa puissance, lui dictent une politique d'expansion sans répit. Il est la force principale qui pousse le monde capitaliste vers une autre guerre et le frein le plus solide sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial et sur le mouvement de libération des colonies et semi colonies.

Pendant toute une époque, les Etats-Unis m. tinrent un équilibre approximatif entre l'agriculture et l'industrie ; leurs intérêts au delà des frontières étaient épisodiques et assez insignifiants ; ils suivirent une politique plus ou moins « isolationniste », rendue plus facile par une situation géographique unique. C'est là le passé. La crise de la vie économi que américaine exige une extension du commerce extérieur et un acrcoissement des milliards de dollars déjà investis aux quatre coins du monde. L'Amérique doit exploiter plus intensivement qu'avant les mêmes ressources: cela signifie la suppression du mouvement prolétarien révolutionnaire à l'étranger et des mouvements nationalistes révolutionnaires pour l'indépendance dans ses colonies et sphères d'influence. Cela signifie aussi qu'il lui faut une plus grande part du marché mondial partagé entre les puissances, donc une redistribution du monde qui ne peut être faite que par une nouvelle guerre mondiale. C'est pourquoi la politique extérieure américaine s'écarte officiellement de « l'isolationnisme » et annonce une « vigoureuse » pression sur le monde.

La lutte contre l'impérialisme américain est donc en même temps une lutte contre la guerre impérialiste qui vient, et pour la libération des peuples coloniaux et semi- coloniaux opprimés. Elle est inséparable de la lutte de classe du prolétariat américain contre la bourgeoisie dirigeante et ne peut en être séparée. Les travailleurs américains sont écrasés par le capital monopolisateur qui constitue la base des conquêtes impérialistes du pays. La masse des **nègres américains** constitue un allié indispensable dans cette lutte: ils travaillent dans l'industrie et l'agriculture et sont liés de différentes façons aux autres groupes de peuples nègres opprimés par l'impérialisme américain dans la Mer Caraïbe et l'Amérique Latine.

Il faut faire une campagne d'éducation prolétarienne et d'organisation parmi les masses blanches contre le poison chauviniste de « supériorité » que leur injecte la classe dominante. Il faut organiser les masses nègres contre leurs oppresseurs capitalistes, contre les démagogues petits-bourgeois dans leurs propres rangs et contre les agents de l'impérialisme japonais qui essayent d'enrôler les nègres spécialement dans le sud, sous la bannière traitresse du « Pan-Asiatique ».

Un des premiers objectifs de la section des Etats-Unis de la IVme Internationale dans la lutte contre l'impérialisme américain est le soutien de tous les mouvements révolutionnaires véritablement progressifs dirigés contre lui dans le Pacifique ou l'Amérique du Sud (Philippines, Hawaï, Samoa, etc...), ou contre les dictatures marionnettes de Wall-Street dans ces pays. Tout en préservant leur complète indépendance organisationnelle et politique, en réservant et en exerçant le droit d'organiser la classe ouvrière dans un mouvement séparé et de présenter son propre programme indépendant contre celui des petits-bourgeois et nationalistes, vacillants et souvent traîtres.

Les révolutionnaires aux Etats-Unis doivent dresser les ouvriers américains contre l'envoi de forces armées contre les peuples d'Amérique latine et du Pacifique et pour le retrait de ces forces qui opérent comme instruments de l'oppréssion impérialiste, comme contre toute autre forme de préssion impérialiste, diplomatique ou économique, destinée à violer l'indépendance nationale d'un pays, ou à empêcher celui-ci de l'atteindre. Les partis de la IV^me^ Internationale dans l'hémisphère Orientale sont pour l'indépendance immédiate et inconditionnelle de Puerto-Rico, des îles de la Vierge, des Philippine, des îles Hawaï, Samoa et autres colonies directes, dépendances et protectorats de l'impérialisme américain.

La capitulation de la bourgeoisie nationale des Philippinè devant la domination américaine, de même que les tentatives de certaines parties de la bourgeoisie de l'Amérique du Nord, d'utiliser le sentiment d'indépendance nationale pour ses propres buts, montre qu'une direction de classe prolétarienne dans les pays coloniaux sera la seule garantie que la lutte, ou la véritable indépendance nationale sera menée avec vigueur et jusqu'au bout.

En même temps, les membres de la IV^me^ Internationale soulignent qu'aucun pays de l'Amérique latine ou du Pacifique qui se trouve maintenant à un dégré quelquonque sous la domination de l'impérialisme américain ne peut atteindre sa libération complète si elle se limite à ses propres efforts. Seule une union des peuples d'amérique latine, orientée vers une amérique socialiste vivifiée, alliée au prolétariat revolutionnaire des Etats-Unis, serait assez forte pour repousser avec succès l'impérialisme d'amérique du nord. De la même façon que les peuples des Vieux-Mondes ne peuvent résister avec succès à la préssion du colosse américain, qui les appauvrit et les pousse à la guerre, qu'en établissant les Etats-Unis d'Europe sous la forme de domination socialiste du prolétariat, les peuples de l'hémisphère Oriental ne peuvent s'assurer pleine indépendance nationale, les possibilités de developpement corporel illimité, et la libération de l'exploitation des tyrans étrangers et indigènes, qu'en s'unissant pour l'union des républiques Socialistes d'Amérique.

Les sections de la IV^me^ Internationale d'Amérique du Sud doivent populariser dans la presse et dans l'agitation les luttes des travailleurs et mouvements révolutionnaires américains contre l'ennemi commun. La section des Etats-Unis doit consacrer plus de temps et d'énergie dans son travail de propagande et d'agitation, à faire connaître la position et les luttes du pays d'Amérique latine et de leurs mouvements ouvriers. Chaque action de l'impérialisme américain doit être dénoncé dans la presse et les meetings et dans des cas particuliers la section des Etats-Unis doit organiser des mouvements de protestation de masse.

En outre la section des Etats-Unis, en utilisant la langue espagnole et la littérature de la IV^me^ internationale, organisera même sur une modeste échelle pour commencer, les forces révolutionnaires parmi les millions d'exploités des Philippines, du Mexique, des Antilles, de l'Amérique centrale et du sud résidant aux Etats-Unis, afin de les lier aux mouvements ouvriers et révolutionnaire de leur pays d'origine. Cette tâche doit-être menée sous la direction du sous-secrétariat américain de la IV^me^ internationnale, qui publiera la littérature nécessaire et organisera le travail dans le même sens.

Appel pour les emprisonnés et victimes de la lutte de classe

Au moment où les représentants des bolcheviks-léninistes de tous les pays, réunis en une conférence internationale, constituent formellement la Quatrième Internationale — Parti Mondial de la Révolution Socialiste — leur pensée et leur salut révolutionnaires vont tout d'abord à tous leurs camarades qui, dans le monde entier sont les victimes de la répression capitaliste et des dictatures totalitaires.

Faibles et jeunes sont encore nos cadres; mais nombreux sont déjà ceux des nôtres qui se trouvent dans les prisons et les camps de concentration répartis dans le monde par des régimes bourgeois pourrissants et des gouvernements réactionnaires.

De l'*Indochine* opprimée par l'impérialisme français, à travers les barreaux de sa prison, nous arrive la voix indomptable de Tha-Tu-Tau, infirme, paralytique, mais aussi intransigeante, aussi fidèle que jamais ; au *Brésil*, un jeune travailleur et militant bolchevik-léniniste, Hilcar Leite, malade, torturé, condamné à 4 ans et demi de prison, menacé encore d'une nouvelle condamnation encore plus féroce, ne faiblit pas mais avec ses camarades de géôle réaffirme son inébranlable foi dans la victoire de notre cause et n'attend la libération que des triomphes de la Quatrième Internationale ; nos héroïques camarades de *Grèce* qui se trouvent par dizaines et dizaines dans les îles de déportation de Metaxas, soutiennent, avec une vaillance magnifique, le drapeau de la révolution socialiste, autour de Stinas, condamné à 5 ans de prison et à la détention perpétuelle, de Pouliopoulos dont on ignore le sort et jurent de venger leur camarade Scalaios mort dans le camp de concentration d'Akronauplie.

Les camps de concentration d'*Allemagne* et d'*Autriche* sont remplis de militants dévoués, révolutionnaires « trotskystes » implacables qui tiennent tête aux bourreaux déchaînés de Hitler ; les bolcheviks-léninistes *polonais* ne sont pas épargnés par la dictature bonapartiste et, dans les geoles de Pologne continuent le combat pour la cause du socialisme.

Cependant les trotskystes ne sont pas victimes seulement des dictatures fascistes et bonapartistes : les gouvernements dit démocratiques s'acharnent aussi contre notre mouvement et nos camarades ; au *Maroc*, en *Chine*, en *Amérique latine*. en *France*, aux *Etats-Unis*, partout, nos camarades sont en butte des persécutions policières. En *Espagne*, tandis que les bandes mercenaires de Franco assassinent dans les tranchées républicaines les meilleurs combattants, sans distinction de partis, le gouvernement de Négrin fait la chasse aux militants révolutionnaires les plus éprouvés quand il ne les abandonne pas simplement aux agents à la solde de Staline. Aux héroïques bolcheviks-léninistes espagnols qui combattent dans les lignes républicaines les bandits fascistes ou, dans les prisons de Négrin et de la Guépéou, soutiennent sans défaillance le programme de la révolution socialiste — seul gage de la victoire sur Franco ! — à Grandiso, à Carlini et leurs compagnons, le salut de la première conférence internationale de la Quatrième Internationale.

En *Chine*, même situation qu'en Espagne ; nos camarades, tout en faisant échec, dans les premiers rangs de l'armée chinoise, à l'envahisseur japonais, sont poignardés dans le dos par les agents de Tchang-Kai-Chek et de Staline qui préparent ainsi le terrain à un compromis de trahison avec les bandits impérialistes japonais.

La Quatrième Internationale incline son drapeau sans tâche devant la tombe encore fraîche de nos héroïques camarades qui, ces deux dernières années, tombèrent sous les balles de Franco en Espagne ; sous la hache ou dans les camps de concentration de Hitler, en Allemagne et en Autriche ; dans les prisons et dans les îles de déportation de Metaxas et de Vargas, en Grèce et au Brésil ; sous les coups des dictatures bonapartistes en Pologne, en Chine ; sous les balles et tortures staliniennes en URSS, en Espagne, en Chine, Suisse, France, etc.

Fauconnet, Pasque, Medeiros, Scalaios, Hans Freund, Isidor Fassner, Erwin Wolf, Reiss, Rossini Sedov, Klement ! Vos noms sont inscrits sur son drapeau ! Elle salue encore les jeunes et obscurs révolutionnaires qui, en Russie tombent assassinés par la Guépéou en criant : « Vive Trotsky ! ».

Toutes ces répressions, toutes ces tortures, tous ces assassinats ne nous arrêteront pas, car notre tâche est tracée par l'hitoire, non par les mesures de police et de terreur de l'appareil d'Etat, même le plus puissant, et le plus totalitaire.

La première conférence internationale du Parti Mondial de la Révolution Socialiste adresse encore son salut et sa solidarité à tous les militants révolutionnaires jetés dans les prisons bourgeoises, dans les prisons fascistes, dans les prisons staliniennes.

Elle invite tous les camarades, sympathisants et prolétaires conscients à faire passer dans la pratique leur sentiment de solidarité révolutionnaire

Le salut de la révolution socialiste exige que les militants éprouvés se sentent soutenus par une solidarité internationale effective et agissante.

Le sacrifice d'aujourd'hui est le gage du triomphe de demain. La révolution prolétarienne victorieuse, sous le drapeau de la Quatrième Internationale, vengera les camarades qui sont tombés et arrachera des les militants victimes de l'oppression capitaliste et de la terreur fasciste et stalinienne.

Résolution sur la situation en Pologne

1. La dissolution du Parti Communiste Polonais va dissiper les dernières illusions qu'avaient gardé les ouvriers à l'égard du parti qui personnifiait à leurs yeux le passé héroïque du bolchevisme. Les traditions d'internationalisme, nées avec le parti de Louis Varynski ; les traditions de lutte de classe conséquente, liées aux noms de Rosa Luxembourg et de Tychko, passent en héritage aux bolcheviks-léninistes.

Bien qu'il faille compter avec un approfondissement passager de la dépression et du découragement dans les milieux ouvriers polonais ; bien qu'il faille compter avec des tentatives des staliniens de reconstituer leur appareil soumis à la bureaucratie du Kremlin, le renouvellement du mouvement révolutionnaire est hors de doute. La nouvelle génération révolutionnaire se rassemblera sous le drapeau et sur la base du programme bolchevik-léniniste.

2. L'entrée de nos camarades bolchevik-léninistes dans le *Bund* ne pouvait apporter de résultats positifs qu'en cas de succès de notre travail au sein du Parti Socialiste Polonais. Le caractère spécial de Bund qui est une organisation d'ouvriers juifs et, par conséquent, de la petite industrie ; l'atmosphère de pétrification idéologique et de limitation nationale ; le contact seulement indirect du Bund avec les problèmes politiques du pays, sur la solution desquels le Bund n'a qu'une nfluence minime — tout cela rendit impossible la différenciation idéologique interne du Bund n'a qu'une influence minime — tout cela rendit

La conférence considère comme tâches principales de la section polonaise :

a) rompre avec l'adhésion infructueuse au Bund ;

b) former une organisation indépendante ;

c) élaborer une plate-forme politique contenant les mots d'ordre et les tâches que se proposent les bolcheviks-léninistes polonais dans leur pays.

3. Considérant insuffisante la collaboration du Secrétariat International avec la section polonaise, la Conférence préconise le resserrement des liens organisationnels avec elle.

Résolution sur l'organisation en Angleterre

Depuis longtemps les adhérents de la Quatrième Internationale en Angleterre ont été divisés en petits groupes séparés. On avait malheureusement sous-estimé l'importance et la nécessité d'une unité organisationnelle de tous les militants qui se placent sur une plate forme de principes commune.

Cette attitude légère envers les questions d'organisation entraîna des divisions, non seulement à cause des différentes tactiques, mais aussi à cause des différends purement personnels qui n'avaient aucune base politique visible (le groupe Lee). Dans cette dernière manifestation on pouvait clairement distinguer les signes d'une dégénérescence politique. Si le Secrétariat International a tort d'avoir attendu si longtemps, avant de mettre fin à cette situation intenable, d'autant plus impérativement était-il nécessaire qu'il intervienne de façon décisive à la veille du congrès mondial.

A tous les partisans véritables de la Quatrième Internationale dans tous les pays du monde, il doit être évident que le Congrès mondial actuel, qui a été tenu en dépit des difficultés et des obstacles les plus grands et sans précédents, et auquel ont particité les délégués de nombreux pays venus de très loin, et désignés par leur organisation, que ce congrès doit être l'occasion d'un recensement définitif de nos forces. Ce recensement met fin à toute ambiguïté dans les relations entre notre organisation internationale et ceux qui jusqu'à présent faisaient preuve de loyauté envers ses principes, ses méthodes ,et sa discipline.

Le congrès actuel signifie une *délimitation* décisive entre ceux qui sont véritablement *dans* la Quatrième Internationale et qui luttent chaque jour sous son drapeau révolutionnaire, et ceux qui sont seulement *pour* la Quatrième Internationale, c'est-à-dire, les éléments douteux qui essayent d'avoir un pied dans notre camp et l'autre dans le camp de nos ennemis.

L'unification des groupes britanniques (comme celle des groupes grecs antérieurement divisés) de la Quatrième Internationale à la veille du Congrès Mondial coincide avec le départ final des éléments étrangers tels que Sneevliet et Vereeken. Ces deux événements, chacun de son côté, symbolisent également un grand pas progressif dans la voie de la réorganisation de l'avant-garde révolutionnaire sur les bases éprouvées du bolchevisme. Ils signifient à la fois l'unification des adhérents véritables et sincères de la Quatrième Internationale et la séparation des prétendus amis ,des saboteurs et des ennemis secrets.

C'est parce qu'ils étaient inébranlablement déterminés à se ranger sous le drapeau de la Quatrième Internationale que les groupes britanniques et grecs ont apporté au congrès des programmes d'unification déjà préparés avec l'aide du Secrétariat International. Sneevliet et Vereeken, qui depuis trop longtemps avaient utilisé leur adhésion formelle au mouvement de la Quatrième Internationale pour se moquer de ses principes, saboter sa discipline, et apporter aide et encouragement à ses ennemis, n'ont même pas eu le courage, au dernier moment, de se présenter au Congrès International. La seule raison est qu'ils se sont rendu compte que le moment d'abattre les cartes était arrivé. Ils ont craint de justifier leur politique et leur activité devant un tribunal international.

La conférence mondiale considère l'accord unitaire conclu par les trois groupes britanniques antérieurement séparés comme une base suffisante pour le développement du travail de l'organisation britannique unifiée pendant la période prochaine. Il approuve pleinement l'accord d'unité et il reconnaît l'organisa-

tion ainsi constituée comme la seule section britannique de la Quatrième Internationale. Nous invitons d'une manière pressante tous les bolcheviks-léninistes tous les travailleurs révolutionnaires de la Grande-Bretagne qui désirent se ranger sous le drapeau de la Quatrième Internationale, à adhérer à sa section britannique, la *Revolutionary Socialist League* (Ligue Socialiste Révolutionnaire).

Le congrès note avec beaucoup de satisfaction que les dirigeants d'un nouveau groupe de travailleurs révolutionnaires en Ecosse, qui n'avait pas auparavant de liens avec notre organisation internationale, à savoir, le *Revolutionary Socialist Party* (Parti Socialiste Révolutionnaire), ont signé l'accord d'unification, et que le R.S.P. était représenté au congrès mondial par son propre délégué. Le fait que cette organisation vient à la Quatrième Internationale est d'une grande importance symptômatique. Les travailleurs sérieux qui cherchent la vérité et qui ont envie de lutter pour le Socialisme ne peuvent trouver et ne trouveront aucune autre voie que la voie du bolchévisme, ni aucune autre organisation que la Quatrième Internationale. Le congrès mondial fait un chaleureux accueil au Revolutionary Socialist Party, et exprime la certitude que dans son référendum en cours, il adoptera la recommandation de son comité dirigeant pour une fusion organisationnelle avec la Section Britannique de la Quatrième Internationale.

Quant au groupe Lee, il faut signaler que : 1° Ce groupe naquit il y a quelques mois comme résultat de quelques griefs tout-à-fait personnels qui ont poussé Lee et ses amis à une scission organisationnelle. Ni à ce moment ni à présent, il n'y avait de base politique justifiable pour l'existence indépendante de ce groupe ; 2°. Les dirigeants de ce groupe ont résisté à tous les efforts faits par la délégation du S.I. pour l'inclure dans l'unification générale ; 3° Ce groupe a considéré avec indifférence l'invitation par la délégation du S.I. de se faire représenter et à expliquer sa position au congrès mondial, par délégué ou par lettre ; le seul document dont nous disposons est un manifeste, qui paraît être adressé au monde en général, et rejette à l'avance toute décision du congrès mondial qui ne concorde pas avec ses revendications insoutenables.

Dans ces conditions, il est nécesaire de faire comprendre aux camarades réunis au groupe Lee qu'on les mène dans la voie d'une politique de clique, sans principes, qui ne peut conduire que dans la boue. Il n'est possible de maintenir et de développer un groupement politique révolutionnaire d'une importance sérieuse que sur la base de grands principes. Seule la Quatrième Internationale incarne et représente ces principes. Il n'est possible à un groupe national de suivre d'une manière conséquente une marche révolutionnaire que s'il est étroitement uni dans une seule organisation avec ses compagnons d'idées du monde entier, et s'il maintient avec eux une collaboration régulière dans la politique et la théorie. Seule la Quatrième Internationale est une telle organisation. Tous les groupements purement nationaux, tous ceux qui refusent l'organisation, le contrôle, et la discipline internationaux, sont essentiellement réactionnaires.

Tous les adhérents de la Quatrième Internationale dans chaque pays doivent s'unir dans une seule section de la Quatrième Internationale. Ceux qui n'acceptent pas cette règle organisationnelle élémentaire de la Quatrième Internationale se mettent dans la posture de scissionistes irresponsables et fauteurs de luttes de clique.

Le congrès mondial invite les membres du groupe Lee à reconsidérer leurs décisions, à entrer dans la Section britannique unifiée, et par conséquent, dans la Quatrième Internationale, et à prendre leur place dans le travail commun, avec une représentation équitable dans ses organismes dirigeants, sans aucune représaille de n'importe qu'elle sorte. Le congrès donne à la Section britannique unifiée l'assurance de l'appui et la collaboration totale de l'organisation internationale pour sa tâche révolutionnaire historique.

Résolution sur la Grèce

Sur la base de la résolution du S.I. de décembre 1937 et des résolutions antérieures concernant le mouvement de la IV^me^ Internationale en Grèce, la Conférence Internationale constate :

1°) Que l'unification de l'*Organisation Unifiée des Communistes Internationalistes* avec la *Ligue Communiste Internationaliste* s'impose par le fait que les divergences qui séparent actuellement les deux groupes (situation actuelle en Grèce, question de « l'archiomarxisme »), tout en imposant une discussion sérieuse devant l'organisation internationale, ne justifient pas la continuation de la séparation.

2°) L'unification doit se faire sur la base de l'acceptation du programme de transition de la IV^me^ Internationale et de ses statuts.

3°) Les deux groupes fusionneront immédiatement en se liquidant dans une nouvelle organisation sous le titre « *Organisation Socialiste Révolutionnaire* (section grecque de la IV^me^ Internationale) ».

4°) La nouvelle organisation aura un nouveau journal sous un titre nouveau.

5°) Une direction provisoire paritaire sera formée dont la composition sera sanctionnée par le S.I.

6°) Les militants des deux groupes se trouvant à l'étranger constitueront une commission dont le rôle sera d'organiser l'aide politique et matérielle à la section grecque.

7°) Cette commission, en commun avec la direction en Grèce, préparera dans le délai le plus bref possible une conférence de la nouvelle organisation précédée d'une discussion devant l'organisation internationale. Cette conférence tracera la ligne politique de l'organisation dans les cadres des principes de la IV^me^ Internationale, et élira la nouvelle direction sur la base proportionnelle.

8°) Jusqu'à la Conférence Nationale, dans le cas de divergences sur la politique à défendre, le S. I. décidera.

9°) Un *Bulletin International* sur la question grecque sera édité par les soins de la commission grecque à l'étranger, avec tous les documents des deux tendances.

Cette résolution, présentée par les représentants des deux organisations grecques après un accord préalable entre eux, et après les travaux de la commission grecque, fut adoptée à l'unanimité par la Conférence Internationale.

Résolution sur le Mexique

La Conférence Internationale, après avoir pris connaissance des documents et déclarations de l'ancienne Ligue Communiste Internationaliste, de la décision de la Préconférence pan-américaine de New-York et après avoir entendu le rapport fait par la délégation des Etats-Unis au Mexique, déclare :

Approuver les recommandations de la Conférence Pan-Américaine concernant la réorganisation de l'ancien groupe, dirigé par Galicia et Fernandez (L.C.I. Mexicaine) et ne prendre aucune responsabilité pour la politique et l'attitude antérieures de ce groupe.

La Conférence Internationale se voit dans l'obligation d'adopter cette résolution étant donné la fausse politique de la direction de l'ancienne L.C.I. du Mexique. Cette politique, dont la principale responsabilité retombe sur les camarades Galicia et Fernandez, a causé le plus grand tort au crédit de la Quatrième Internationale au Mexique, et a empêché un sain développement de notre section mexicaine.

Sous la direction des anciens leaders, l'organisation a suivi une politique de « troisième période » (ultra-gauche) sur le terrain syndical, qui a eu pour résultat la scission dans le mouvement « indépendant » et « rouge » composé seulement de membres de la Ligue isolés des masses.

Dans la lutte contre la hausse du coût de la vie la Ligue a lancé des mots d'ordre irresponsables et aventuristes, non seulement en appellant à la « grève générale » mais aussi au sabotage et à l'action directe.

Dans la lutte contre l'impérialisme étranger au Mexique, la direction de la L.C.I. (Groupe Galicia) au lieu de mettre l'accent de son agitation avant tout sur la lutte contre les bandits américains et anglais, l'a mis sur le régime bourgeois-nationaliste de Cardenas en l'attaquant d'une manière unilatérale, sectaire, et dans les circonstances données objectivement réactionnaire.

La preuve décisive de l'irresponsabilité de la direction Galicia a été donnée quelques jours avant l'arrivée de la délégation américaine à Mexico lorsque cette direction a fait voter par les membres de l'organisation la dissolution de la Ligue, liquidant de la sorte la section mexicaine de l'Internationale. La décision ultérieure — non moins légère que la première — de reconstituer la Ligue ne peut pas être considérée comme une décision responsable, mais plutôt comme une manœuvre dans le but d'éviter la critique et les efforts sérieux pour la reconstruction du mouvement de la Quatrième Internationale au Mexique sur des bases saines et solides.

Dans le but ci-dessus indiqué la Conférence Internationale donne mandat au camarade X. de poursuivre dans ses efforts en vue de faciliter la réorganisation de la section mexicaine de la IV^me^ Internationale sous le contrôle direct du sous-secrétariat International.

La Conférence Internationale invite cordialement tous les camarades, anciens et actuels, de la L.C.I., à se serrer les coudes dans la IV^me^ Internationale et sa section mexicaine réorganisée, sur la base de l'acceptation des décisions de la Conférence et de la discipline de la IV^me^ Internationale.

La Conférence déclare en outre qu'en ce qui concerne la lutte fractionnelle et dénuée de principes et de signification politique menée entre les camarades Galicia et O. Fernandez, ces deux camarades ne seront admis dans les rangs de la section réorganisée qu'à la condition d'être écartés de tout poste dirigeant dans l'organisation pour la période d'une année, à partir de la date de l'arrivée du camarade X au Mexique. La nouvelle direction exécutive de l'organisation devra être composée surtout d'éléments prolétariens sérieux et expérimentés.

Au sujet du camarade Diego Rivera, la Conférence déclare aussi que, étant donné les difficultés surgies dans le passé avec ce camarade dans les relations intérieures de la section mexicaine, il ne fera pas partie de l'organisation reconstituée ; mais son travail et son activité pour la IV^me^ Internationale resteront sous le contrôle direct du Sous-Secrétariat International.

RESOLUTION SUR LES TACHES DE LA SECTION FRANÇAISE

La Conférence Internationale considère que le problème le plus important concernant la situation du Parti en France réside dans le redressement de son activité et dans l'impulsion à donner à la réorganisation indispensable de son travail organisationnel. En effet, la supériorité du bolchevisme sur le menchevisme n'est pas seulement sa juste politique, mais aussi sa capacité d'apporter une organisation participant aux luttes révolutionnaires du prolétariat. Le premier est vraiment imprégné de l'esprit marxiste contenu dans la formule bien connue : il ne suffit pas d'interpréter le monde, il faut le changer.

Or, la question qui se pose à chaque instant est la suivante : d'où vient qu'avec une politique généralement juste, la section française de la IV^e^ Internationale subit un recul d'organisation qui se traduit par une perte d'environ 15 % de ses effectifs ?

On ne saurait invoquer uniquement la situation objective : Union sacrée, guerre, faillite et désillusion qui entraînent une désaffection des masses ouvrières vis-à-vis de l'organisation ouvrière et de son activité en général.

L'examen attentif de l'activité du P.O.I. dans ces deux dernières années, permet de préciser une des causes essentielles de l'état de désorganisation actuelle de la section française.

Dans toute organisation révolutionnaire, les responsabilités de l'état de la marche organisationnelle et de son activité incombent avant tout à la direction.

Or, ce qui a caractérisé essentiellement l'activité de la direction du P.O.I. dans la période écoulée c'est son insuffisance sur le terrain de la mobilisation des camarades de l'organisation, l'absence d'une coordination incessante de leurs efforts, du souci constant de l'utilisation de leurs capacités et par suite son incapacité à créer dans l'organisation cette cohésion politique, idéologique et morale et cet esprit d'équipe sans lesquels toute organisation périclite et va à la ruine.

Les insuffisances de la direction du P.O.I. se manifestent par un relâchement grandissant d'organisation, par suite l'existence d'un certain amateurisme « révolutionnaire », l'absence d'une administration sérieuse du Parti, d'une trésorerie nationale qui fonctionne normalement, d'une rédaction stable et émulatrice de « La Lutte Ouvrière ».

Sans doute, ces insuffisances dépendent, en partie, du manque d'un appareil d'organisation même modeste, composé de camarades qui consacrent tout leur temps au service du Parti.

Mais cette nécessité d'un appareil permanent d'organisation n'exclut pas la constation que la direction du P.O.I. n'a pas assimilé, **dans les faits, d'une manière vivante,** ce qui est une organisation révolutionnaire et, par suite, ce que doit être l'activité d'une direction. D'où la « pagaie » et le « chacun fait ce qu'il veut ». La sous-estimation de l'action, c'est-à-dire de la nécessité de traduire dans les actes du Parti les initiatives qui passent dans la tête des militants, n'est nullement un défaut particulier de la base, mais est commun et à la base et à la dircetion. **Il n'y a pas une direction, fonctionnant bien, avec une politique sérieuse qui ne trouve pas à la base les forces nécessaires pour appliquer ses décisions;** il y a avant tout une direction qui ne sait pas se diriger elle-même. D'où la confusion et la démoralisation à la base où les camarades expriment à la fois leur mécontentement et leur aspiration par ces deux mots adressés à la direction : « Dirigez-nous. »

La non-application des principes essentiels du bolchevisme se manifeste non seulement par l'amateurisme révolutionnaire mais encore par l'absence de système de travail organisationnel. Le bolchevisme a en effet apporté dans le domaine de l'organisation, outre le type du révolutionnaire professionnel, un système de travail rigoureux.

Le P.O.I. et principalement la direction ont fonctionné depuis leur existence sans aucun système sérieux de travail organisationnel. L'absence de système de travail du P.O.I. se caractérise par deux traits :

1. Absence d'agitation, de propagande et d'action concentrée sur les points décisifs. (C'est ainsi que pendant de longs mois des cellules importantes (18, 19, 20e) se sont trouvées sans objectifs, alors que les objectifs Citroën et Renault ont été laissés sans grandes forces).

2. A l'intérieur du Parti, aucun plan de travail, ni aucun contrôle rigoureux de l'exécution.

Le résultat du travail anarchique, sans objectif, sans ordre ni système, contribue à accroître cette impression d'une activité qui se perd dans mille occasions, et qui tourne à vide, impression si funeste pour le moral des membres du parti. Cette absence de rendement, explique également la déficience du recrutement.

Un certain redressement doit être noté cependant, dont les manifestations se trouvent dans le bulletin intérieur de juillet 1938, et dans les décisions de la Conférence du 21 juin 1938, redressement qu'il faut précisément amplifier, accentuer et systématiser.

Une fois de plus est proclamé la nécessité pour le P.O.I. de concentrer l'essentiel de son activité sur les principales usines de la Région Parisienne, et en liaison, de considérer le travail syndical, dont il est question ci-après, comme la branche principale de son activité.

A Paris, on peut dire à titre de simple indication générale, qu'il faudrait centrer toutes les forces actuelles et nouvelles sur Renault-Boulogne, Citroën 15e et Citroën 17e et 14e Montrouge ; Banlieue Colombes.

En Province, où certains progrès dans la construction des cadres ont été réalisés, cependant il y a nécessité pour le Parti de faire porter son effort, en raison de possibilités remarquables, sur l'importante région du Nord.

Il est mille fois exact de dire et de répéter, ainsi que l'ont fait tous les congrès du P.O.I. que l'amélioration du travail du P.O.I., principalement l'amélioration de la qualité de sa direction, dépendent directement de son recrutement prolétarien, c'est-à-dire d'une exécution efficace de l'orientation cent fois proclamé « de l'organisation vers les syndicats et vers les usines ».

Cependant, dans ce domaine, la reconnaissance générale et même solennelle de cette nécessité vitale, n'a pas suffi. C'est, malgré qu'elle reconnaisse en général cette nécessité que l'organisation du P.O.I. stagne. Il faut donc que de toute la force dont ils sont capables, les militants les plus conscients imposent avec la plus grande rigueur administrative, l'application des mesures générales préconisées et reconnues justes en principe, imposent les sacrifices nécessaires. Ce n'est que si l'organisation reçoit ce choc nécessaire à la réalisation que s'améliorera sa composition sociale et par suite le travail de sa direction.

C'est de la direction du P.O.I. que doit commencer le véritable redressement organisationnel. C'est la direction elle-même qui doit modifier radicalement ses méthodes de travail.

La Conférence Internationale estime en conséquence que les mesures pratiques les plus urgentes à prendre pour obtenir de bons résultats sont :

a) Créer au sein du Bureau Politique un secrétariat composé de trois camarades **qui puissent se réunir régulièrement au moins une heure par jour.** Ce secrétariat doit prendre les initiatives politiques nécessaires entre deux réunions du B.P. et s'assurer de l'exécution des décisions prises par lui-même, par le B.P. et par le Comité Central.

b) Organiser des commissions de travail (organisation-agit-prop-syndicale-travail d'usine administration du journal-financière, etc.), et placer à leur tête un membre du B.P. ou du C.C. Pour ces commissions, faire appel aux camarades du Parti selon leur inclination et leurs capacités. Chaque membre d'une commission doit avoir une tâche précise déterminée sur la base du plan de travail de la commission et selon les nécessités qui se manifestent entre deux réunions. La direction du P.O.I. ne doit pas hésiter à faire appel à des forces nouvelles, même si elles sont inexpé-

rimentées.

c) Délimiter les tâches des membres du B.P. et du C.C. et empêcher les empiétements de l'un sur les tâches des autres.

d) S'assurer que tous les camarades des différentes organisations du Parti (Comité régional, cellule), aient une tâche à remplir d'une semaine à l'autre sur la base du plan de travail de chaque organisme.

e) Organiser des réunions des responsables des cellules, des assemblées générales, bien préparées et ayant toutes comme but des actions précises à accomplir. (Rapports étudiés d'avance, brefs, précis, avec propositions concrètes de travail).

f) Publier une circulaire hebdomadaire politique et d'organisation adressée à tous les secrétaires des organismes du Parti; un bulletin intérieur mensuel mis au service de la démocratie à l'intérieur de l'organisation. Le service des circulaires et du Bulletin intérieur doit être effectué au Secrétariat International, afin de lui permettre un contrôle de l'activité du P.O.I. g), assurer le fonds spécial pour le permanent.

LA SITUATION FINANCIERE

La situation financière du P.O.I. a toujours été très mauvaise. Les cotisations ne sont pas payées ou payées au petit bonheur, sans contrôle de la direction. Celle-ci a pour devoir de désigner un sérieux trésorier national, actif et vigilant. Ainsi, tous les camarades prendront l'habitude de payer régulièrement leurs cotisations, les trésoriers de payer régulièrement la part des cotisations qui revient à la trésorerie nationale.

La vigilance de la trésorerie nationale devra se manifester par la publication périodique des défaillances dans un rapport mensuel de trésorerie communiqué à l'organisation.

Ainsi, quiconque ne paiera pas régulièrement ses cotisations devra, après avertissement, être déchargé de son appartenance au P.O.I.

La phalange prévoyant des cotisations exceptionnelles de chaque militant nécessite toute l'attention du trésorier national, elle sera renforcée, accrue, par le redressement du travail et de l'activité du Parti qui **fera surgir le dévouement révolutionnaire et l'esprit de sacrifice.**

Il faut également organiser systématiquement la prospection des fonds auprès des sympathisants et amis.

Le trésorier national aura donc pour tâche d'animer la commission financière, de répartir les tâches, de contrôler leur exécution et de signaler les défaillances, s'il y en a, au Parti.

LA « LUTTE OUVRIERE »

La « Lutte Ouvrière », pour devenir soi-disant un « journal de masse », était devenue un journal trop superficiel et même ininteréssant. L'idéologie stupide entretenue à ce sujet était telle que certains membres du parti s'élevaient contre la publication des articles de Trotsky, considérés tantôt comme trop longs et incompréhensibles pour la masse, tantôt comme trop violents contre les staliniens. La rédaction, surtout dans les débuts, a en fait été paralysée par la crainte de tomber sous les coups de telles critiques. Un certain redressement de ce point de vue, doit être observé ces derniers mois.

Le résultat a été la désaffection de la « Lutte » des lecteurs d'avant-garde qui trouvaient dans notre organe l'information révolutionnaire sérieuse au point de vue national et international ainsi qu'un instrument d'éducation marxiste à partir des événements du jour. Les lecteurs ouvriers ne trouvaient dans les articles hâtivement rédigés, aucune réponse substantielle à leur inquiétude. Notre organe en tant qu'éducateur des cadres, en tant que constructeur de la Quatrième Internationale abandonnait ainsi sa mission.

D'autre part on remarque que les articles de la « Lutte » furent souvent écrits sans grand soin quant au fond et à la forme. Le langage n'est pas le résultat d'un effort conscient pour adapter les articles aux préoccupations de l'ouvrier, il est par là même abstrait et dénué de simplicité. Il importe de remédier au plus tôt cet état de fait, d'autant plus qu'une organisation sérieuse du travail peut permettre d'obtenir de bons résultats, étant donné les possibilités dans ce domaine.

Tout d'abord, il faut combattre l'idéologie stupide et primaire qui s'est infiltré sous le couvert emprunté du « Journal de masse ». Il faut enfin tirer la leçon de l'expérience française sur ce point, dans l'esprit de l'excellente brochure de notre regretté E. Wolf. Le journal de masse véritable est celui qui s'efforce à partir de l'actualité, d'apporter une explication et des mots d'ordre aux ouvriers, en premier lieu aux ouvriers avancés, à l'avant-garde. La base de l'information doit être les faits objectifs de l'usine, des champs, etc..., de l'actualité politique nationale et internationale, clairement exprimée et analysée. Mais le but se confond avant tout avec le but du parti lui-même ; forger des cadres, donner l'explication de la situation, ne pas se borner à des mots d'ordre d'agitation, lesquels sans explication ni généralisation politique, sont impuissants à faire comprendre aux meilleurs ouvriers les raisons de l'existence de la Quatrième Internationale, dans le moment précis où dégoutés des officiels et du Front populaire, ils cherchent une nouvelle voie. En deuxième lieu il faut réorganiser complètement la rédaction de la « Lutte ouvrière » et faciliter le contrôle international d'une part et de la base d'autre part. Un des moyens de contrôle sera de cesser avec l'anonymat, exception faite pour l'éditorial et certains articles spéciaux du parti. Les rubriques seront réparties entre divers membres et les articles principaux seront signés soit des noms, soit des pseudonymes. La rédaction poussera par son contrôle à l'étude approfondie des questions et à la spécialisation. Un jour sera prévu entre la remise des articles à la rédaction et la remise à l'imprimeur pour permettre la correction et la sélection. Les défaillances seront communiquées à tout le parti. Chaque groupe local de la R.P. pourra envoyer un délégué à l'assemblée plénière du Comité de rédaction. Ainsi toutes les fois que derrière l'esprit communiste anonyme et collectif s'est camouflé un certain jemenfoutisme, on a dû recourir aux vieux procédés de contrôle et d'émulation. Enfin la rédaction fera un effort délibéré pour adapter son langage à celui des ouvriers et paysans. Il est vrai que seul un travail d'usine et syndical opiniâtre et fructueux, entraînant la collaboration effective de travailleurs participant à la lutte à l'organe de l'avant-garde, peut à une modification radicale du langage et du ton. Cependant, loin d'attendre cette modification qui sera le résultat du travail du parti, la rédaction doit tendre systématiquement à associer à la chronique et à la leçon de luttes, d'une manière tout à fait directe les participants à la lutte avec leurs préoccupations et leur langage. En un mot, l'organe du POI

est son instrument matériel pour l'agitation, l'information, l'éducation, c'est-à-dire la constitution de la Quatrième.

Maintenir sa parution hebdomadaire est un devoir absolu.

Journal - Administration. — Malgré certains efforts individuels, on peut dire que dans son ensemble la direction a laissé la tâche administrative et financière du journal aux soins du seul responsable administratif, sans créer autour de la commission d'administration, l'état d'esprit de mobilisation permanente de tout le parti, qui lui eut permis de trouver des ressources financières et de concours matériels.

Le résultat a été que les ressources financières par la phalange ont progressivement périclité et que d'autre part, les concours matériels pour les tâches administratives ont fait un à un défaut.

Compte tenu de la réalisation des mesures financières ci-dessus préconisées, la direction du P.O.I. doit prendre en mains comme une tâche centrale, l'administration du journal, dresser à l'occasion du congrès du Parti, un plan de réorganisation, en faire discuter les cellules, faire appel à l'émulation et au dévouement ; assurer quotidiennement le contrôle de l'exécution de ces tâches et la publicité de ce contrôle dans tout le Parti. Il faut en trois mois à dater du congrès entreprendre une campagne pour doubler le nombre des abonnés et des lecteurs. Il ne s'agit pas tant de promettre des lots que de bons articles et de bonnes enquêtes.

La Revue « IV^me^ Internationale ».

Le progrès réalisé dans ce domaine est la parution même de la revue. Il constitue déjà à lui seul un succès pour le P.O.I. La revue, arme théorique de la IV^me^ Internationale, doit aussi s'appliquer à apporter un contenu adapté aux problèmes des luttes ouvrières, des expériences récentes, aux problèmes syndicaux, spécifiquement ouvriers. Ainsi elle deviendra encore en même temps qu'une arme de clarification théorique et idéologique, une arme de combat accessible aux cadres actuels du mouvement ouvrier.

Pour atteindre ce but, un sérieux comité de rédaction doit fonctionner régulièrement et être soumis au contrôle du Comité Central.

Le travail syndical.

C'est la partie d'activité du Parti qui mérite la plus grande attention et le maximum de concentration et de spécialisation des forces disponibles sans les distraire à l'accomplissement d'autres tâches centrales d'organisation qui ne seraient pas en liaison directe avec leur travail syndical proprement dit. Si on enregistre des efforts fragmentaires et épisodiques dans ce domaine, on doit constater qu'aujourd'hui c'est la branche d'activité du Parti qui s'est trouvée la plus délaissée et livrée à elle-même sans direction. Le travail syndical du P.O.I. exige une réorganisation complète de l'activité du Parti à commencer par la direction. C'est ici que nous aurons les plus grands succès avec une bonne organisation du travail. Ce sera la tâche de la Commission Syndicale.

Travail d'entreprises.

Depuis juin 36, le P.O.I. a senti la nécessité d'orienter ses forces dans le travail d'entreprises. Conjointement au travail syndical, c'est là que le Parti doit se révéler comme une arme de combat de la classe ouvrière.

Les efforts accomplis dans ce travail ont déjà permis de l'inscrire dans l'activité de cellules du P.O.I. comme la tâche principale. Mais l'absence de travail syndical dirigé n'a pas permis de faire vivre au Parti le développement des luttes ouvrières et la connaissance exate de leurs revendications. D'où avec les faibles forces du P.O.I. ses faibles liaisons dans les entreprises, un travail insuffisamment lié à la vie des ouvriers.

La lutte contre la provocation.

L'honnêteté de la direction actuelle du P.O.I. lui a permis de réagir contre les diverses provocations qui auraient pu coûter la vie au Parti.

Dans l'appréciation des faiblesses du P.O.I., il faut aussi tenir compte du fait qu'il a été le parti le plus visé par l'ennemi mais c'est une raison supplémentaire pour exiger de lui une organisation rigoureuse et sérieuse ce qui est la meilleure arme pour la lutte contre la provocation. En second lieu, il faut que le P.O.I. assure des organismes spéciaux, pour la vigilance contre l'ennemi ainsi que la protection des militants, en particulier des responsables et de tout le parti.

Conclusions.

La Conférence Internationale manifeste sa confiance dans les possibilités de redressement radical de l'activité et de l'organisation de la section française de la IV^me^ Internationale. Son attention s'est appliquée plus particulièrement sur la situation de l'organisation en France parce qu'elle considère que c'est dans ce pays que se concentre à l'heure actuelle l'intérêt de la révolution socialiste. Elle enregistre la résolution de la direction du P.O.I. tendant à mettre en pratique un des apports essentiels du bolchevisme, le **professionnalisme révolutionnaire** (nomination de permanents) et à réorganiser tout le parti selon un système de travail rigoureux.

Par l'application enthousiaste des directives de la conférence, le P.O.I. ira de l'avant. Ses rangs se délimiteront rigoureusement des amateurs passagers de la révolution. Les organisations politiques et syndicales du centrisme verront ainsi disparaître une des causes principales de leur développement : la faiblesse organisationnelle de la section française de la IV^me^ Internationale. Mais si malgré les symptômes les plus favorables et les possibilités qui autorisent le ferme espoir du redressement, le P.O.I. n'arrive pas à surmonter ses déficiences organisationnelles graves, alors, une politique abstraitement juste ne réussira pas à enrayer les succès momentanés du centrisme politique et syndical.

Enfin, la Conférence, mettant en pratique l'internationalisme, décide d'assurer un appui financier régulier au P.O.I. de toutes les sections qui peuvent coopérer afin que la section française puisse faire paraître régulièrement son journal et assurer le fonctionnement de son activité et de son travail d'organisation, selon les mesures générales ici préconisées. La Conférence internationale demande au Comité Central du P.O.I. de s'inspirer de ces mesures générales pour élaborer, compte tenu de l'expérience et des faits concrets, un plan détaillé de réorganisation et pour concentrer l'attention et la discussion de son Congrès National.

Statuts de la 4e Internationale

1.

Tous les militants prolétariens et révolutionnaires du monde qui acceptent et appliquent les principes et le programme de la Quatrième Internationale se réunissent en une seule organisation mondiale sous une direction centralisée internationale et une même discipline. Cette organisation a le nom de *Quatrième Internationale (Parti mondial de la Révolution Socialiste)* et est régie par les présents statuts.

2.

Dans tous les pays, les membres de la Quatrième Internationale s'organisent en partis ou ligues, qui constituent la section nationale de la Quatrième Internationale (Parti Mondial de la Révolution Socialiste).

3.

Les sections nationales se constituent sur la *plateforme* et selon la *structure organisationnelle* définies et établies par le Congrès de fondation de la Quatrième Internationale (septembre 1938). Dans sa plateforme, la Quatrième Internationale concentre l'expérience internationale du mouvement révolutionnaire marxiste, en particulier telle qu'elle ressort des conquêtes socialistes de la révolution d'octobre 1917 en Russie. Elle assimile et s'appuie sur toutes les expériences sociales progressives de l'humanité, qui conduisent à l'expropriation de la classe capitaliste et à la suppression finale des classes.

4.

Le *régime intérieur* de l'Internationale, à l'échelle locale, nationale et mondiale est déterminé par les principes et la pratique de la démocratie centralisée.

Les sections sont tenues d'observer les décisions et résolutions de la Conférence Internationale, et, en l'absence de celle-ci, du Comité Exécutif International, représenté dans l'intervalle de ses sessions par le Secrétariat International, tout en conservant le droit d'appel devant les instances immédiatement supérieures jusqu'à la prochaine Conférence Internationale.

5.

Les sections nationales doivent verser une *cotisation* régulière (mensuelle ou trimestrielle) à la trésorerie du secrétariat international, destiné au fonctionnement des organismes internationaux, qui sera proportionnelle au nombre de ses adhérents.

6.

Dans chaque pays, il ne peut y avoir qu'*une seule section* de la Quatrième Internationale, c'est-à-dire qu'une seule organisation dans chaque pays peut être régulièrement affiliée à la Quatrième Internationale.

La procédure et les mesures pratiques pour la formation ou la reconnaissance de nouvelles sections nationales dans les pays où elles n'existent pas, seront établies par le Comité Exécutif International pour chaque cas particulier, et soumises à la ratification de la Conférence Internationale. La fusion d'une organisation évoluant vers la Quatrième Internationale, et une section nationale pourra être réglée par le Secrétariat International et soumis à la décision du Comité Exécutif International.

7.

L'instance suprême de la Quatrième Internationale à l'échelle mondiale est la *Conférence Internationale*, qui fixe la politique de l'Internationale et des sections dans toutes les questions politiques importantes, adopte les résolutions et tranche en dernière instance les questions d'organisations et les conflits intérieurs.

La Conférence Internationale devra se réunir au moins tous les deux ans. Elle sera convoquée ordinairement par le C.E.I. et sera composée des délégués, ou de leurs représentants mandatés, de toutes les sections. Elle pourra être convoquée extraordinairement sur la demande de plus d'un tiers des sections nationales.

8.

Dans l'intervalle entre les conférences internationales, la direction internationale est confiée au *Comité Exécutif International*, composé de 15 membres, appartenant aux sections nationales les plus importantes et élus par la Conférence.

Le C.E.I. se réunit au moins une fois tous les trois mois, pour examiner le travail du Secrétariat International et délibérer sur les problèmes les plus importants. Les délibérations du Secrétariat International ne sont susceptibles d'appel que devant le C.E.I. ou la Conférence Internationale. Le C.E.I. peut être convoqué extraordinairement par décision majoritaire du S.I. ou par demande d'au moins trois directions nationales.

Le C.E.I. est responsable devant toute l'Internationale de l'exécution des décisions et de l'application de la ligne politique adoptés par la Conférence Internationale.

9.

Une section nationale peut proposer la révocation ou la substitution d'un de ses membres appartenant au C.E.I. Cette mesure doit être approuvée par le vote majoritaire des membres du C.E.I.

10.

Le travail administratif et politique quotidien, ainsi que les liaisons régulières avec les sections, est assuré par un *Secrétariat International*, composé de 5 membres résidant au siège du Secrétariat, choisis dans leur majorité parmi les membres du C.E.I. et par celui-ci.

Le S.I. aura au moins un camarade permanent dont l'activité sera entièrement consacrée au travail du S.I. et dont l'appointement sera assuré par les contribu-

tions des sections. Le S.I. édite un Bulletin régulier, mensuel, au moins en langue française, anglaise et allemande, au nom du C.E.I.

11.

Les membres du S.I. peuvent être remplacés par décision majoritaire du C.E.I., qui aura aussi le droit d'appeler à son travail des collaborateurs qualifiés.

12.

Dans le but d'assurer une meilleure liaison et une plus grande cohésion organisationnelle et politique entre les pays des continents éloignés du siège du S.I. il est prévu la constitution de sous-secrétariats chargés des mêmes tâches que le S.I., mais soumis à la juridiction de celui-ci.

La constitution de ces sous-secrétariats est décidée dans les cas concrets par décisions de la Conférence Internationale, et en l'absence de celle-ci par le C.E.I.

13.

Le C.E.I. a le droit de prononcer, après examen et consultation des interéssés, l'exclusion de sections ou de membres individuels de la Quatrième Internationale. Les décisions d'exclusion sont exécutoires, bien que les intéressés conservent le droit d'appel devant la Conférence Internationale.

LETTRE A LÉON TROTSKY

Cher camarade,

La Conférence de fondation de la IV^me^ Internationale vous adresse son salut le plus chaleureux.

La répression barbare qui s'acharne sur notre mouvement et particulièrement contre vous, ne vous a pas permis d'être parmi nous, pour apporter à nos débats la contribution de l'organisateur de l'insurrection d'octobre, du théoricien de la révolution permanente, et du continuateur direct de Lénine.

L'ennemi stalinien, fasciste et impérialiste, nous a particulièrement éprouvé. Léon Sedov, Erwin Wolf, Rudolf Klément, sont morts victimes de la contre-révolution staliniste. Ta-Thu-Thau souffre dans les prisons de l'impérialisme français. De nombreux camarades allemands, grecs, sont torturés dans les prisons fascistes. Vous êtes l'objet de tentatives permanentes d'assassinat. Mais toutes ces persécutions, si elles nous portent des coups très douloureux, n'aboutissent en définitive qu'à fortifier notre conviction dans la valeur du programme marxiste, dont vous êtes, pour nous, le principal interprète, depuis la mort de Lénine.

C'est pourquoi il y a dans notre salut plus que l'attachement au grand théoricien actuel du marxisme révolutionnaire. Il y a la certitude que les coups de l'ennemi, si durs qu'ils soient, n'empêcheront pas la doctrine de la révolution socialiste de devenir la réalité vivante de demain. La Conférence de la IV^me^ Internationale marque un nouveau bond en avant de notre mouvement dans la voie de l'unification, du renforcement organisationnel, et du perfectionnement de sa propagande par l'adoption du programme de transition. Nous exprimons le ferme espoir que vous participiez longtemps à ses succès, comme vous avez participé à ses vicissitudes.

ORGANISATION DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'avance du fascisme dans nombre de pays, la campagne internationale stalinienne de répression, provocations, et assassinats, et les attaques de plus en plus menaçantes contre les droits des travailleurs dans les pays capitalistes démocratiques ; la montée grandissante de la réaction sous toutes ses formes ; posent de la façon la plus impérative le problème de la défense et de l'aide aux révolutionnaires victimes de la répression.

Jamais dans l'histoire les ouvriers révolutionnaires n'ont été menacés d'une telle répression, jamais ils n'ont eu si peu de droits pour se défendre.

Bien plus : en face des coups terribles de la réaction stalinienne et bourgeoise déchaînée, les révolutionnaires, qui sont toujours les premières victimes désignées de la répression, n'ont à attendre des organisations de défense staliniennes, social-démocrates et libérales, que la volonté délibérée de les abandonner et de se délimiter d'eux.

Il est nécessaire que toutes les sections de la IV^me^ Internationale se mettent au travail pour assurer un minimum d'aide et de protection aux combattants révolutionnaires victimes de la répression — en particulier aux réfugiés des pays totalitaires. Elles doivent prendre sur toute la ligne *les initiatives nécessaires pour créer des organisations d'aide et de défense sur lesquelles on puisse compter* pour donner un appui moral, financier et juridique en temps voulu à tous ceux qui en ont besoin.

Il est possible de collaborer dans ce travail avec les éléments sincères d'autres tendances politiques, mais en aucun cas la création d'organisations nationales d'aide et de solidarité ne saurait être retardée ou repoussée à cause de l'impossibilité de s'assurer la coo-

pération de telle ou telle organisation ou individu.

La nécessité d'une telle organisation est urgente ; elle ne saurait être différée, et un Comité énergique et dévoué, même restreint ,et composé surtout ou même exclusivement de révolutionnaires avancés, vaut infiniment mieux que pas de comités du tout, ou une façade « imposante » de nombreuses organisations et de grands noms qui ne font rien ou pas grand'chose et ne donnent aucune aide réelle aux révolutionnaires qui se trouvent dans une situation désespérée ou dans le dénuement absolu.

Il est nécesaire que toutes les sections de la IV^me^ Internationale s'occupent de cette question avec le plus grand sérieux et se mettent au travail dès maintenant. Des camarades qualifiés doivent se consacrer à ce travail et s'y spécialiser. L'assistance juridique doit être organisée. Les méthodes les plus énergiques doivent être mises en œuvre pour se procurer des fonds. Il faut étudier les lois et les règlements concernant l'émigration dans les différents pays. Bref, les adhérents de la IV^me^ Internationale surtout dans les pays démocratiques, qui offrent les plus grandes possibilités, doivent concentrer leur attention sur le développement d'un appareil d'aide et de solidarité le plus efficace possible, et cela dans le plus bref délai.

Un comité international, composé de gens responsables et connus disposant de la plus grande autorité morale coordonnera et dirigera éventuellement le travail des différentes organisations nationales de solidarité, créera un centre d'assistance aux réfugiés, et organisera l'échange d'information et d'expérience aux différents organismes nationaux.

Appel pour la classe ouvrière espagnole

La Conférence de la IV^me^ Internationale, tient à affirmer sa totale solidarité avec les combattants d'Espagne, quelque soit leur parti, qui luttent les armes à la main contre les bandes criminelles de Franco-Hitler Mussolini.

Elle affirme sa volonté de tout mettre en œuvre pour briser le blocus, instauré par l'initiative du gouvernement français de Front populaire, du gouvernement anglais, et du gouvernement russe, le 6 août 1936.

Elle rappelle avec fierté que la première aide pratique effective en volontaires, alors que les partis du Front populaire bavardaient sur la neutralité, fut apportée par les sections de la IV^me^ Internationale, en particulier françaises et belges. Elle salue la mémoire de ses militants tombés les premiers jours dans la lutte contre Franco, *Robert de Fauconnet*, membre du POI, mort à Huesca, *Pasque*, du PSR belge ,mort à Irun, ainsi que de nombreux autres camarades tués, blessés ou mutilés.

A cette époque ,les ouvriers révolutionnaires, dans les milices, dans les usines, à l'arrière et au front, étaient les maîtres. Aujourd'hui, les artisans des premières victoires ont été emprisonnés, et sont traqués. La bureaucratie de Staline, alliée aux chefs socialistes, aux chefs « anarchistes », et aux bourgeois, a imposé en contre-partie d'une aide matérielle extrêmement précaire, la répression contre les « trotskystes » et contre les militants anarchistes.

Le but poursuivi par la terreur stalino-bourgeoise fut de *restaurer la propriété bourgeoise et de déposséder les ouvriers des conquêtes de juillet* 1936. C'est dans cette répression qui décapite l'armée républicaine que se trouve la cause principale de la défaite.

Libérez les meilleurs combattants ! Libérez les militants du POUM, de la F.A.I. ! Libérez *Munis*, *Carlini*, anciens miliciens, membres de la IV^me^ Internationale ! Ils ne demandent qu'à reprendre leurs postes de combat, à l'avant-garde des armées républicaines. Combattants ouvriers, imposez que cessent les provocations et persécutions de Negrin-Staline, importées directement de Moscou !

Dans le même temps qu'ils calomnient et persécutent les révolutionnaires dans le monde entier, les chefs du Front populaire, responsables du blocus, ne font que des phrases pour endormir l'esprit de lutte des ouvriers.

La IV^me^ Internationale, tout en s'efforçant d'organiser la solidarité sur tous les terrains, proclame depuis les débuts que la meilleure aide efficace que les ouvriers du monde puissent apporter à leurs frères d'Espagne réside dans l'action directe, organisée particulièrement par les syndicats de l'industrie de guerre ,des transports, des ports, dans le boycott des envois aux fascistes, et dans la grève générale pour renverser les gouvernements du blocus.

La IV^me^ Internationale proclame que seule la victoire contre Franco peut à nouveau ouvrir les perspectives de la révolution prolétarienne. C'est pourquoi malgré les provocations et persécutions du gouvernement Negrin-Staline, et tout en combattant ce gouvernement de défaite et de réaction, les ouvriers avancés doivent travailler de toutes leurs forces à la victoire des armées républicaines.

Le Comité Exécutif
de la Quatrième Internationale.

Résolution de la Pré-Conférence américaine sur la Section Canadienne.

1. La Conférence Pan-Américaine et du Pacifique, après examen du rapport des délégués canadiens, salue la fusion heureuse de la majorité avec le noyau actif de la minorité sur la base d'un programme d'action adopté pendant le Congrès de Chicago.

2. La Pré-Conférence approuve l'action entreprise par les camarades canadiens en formant un Groupe de Politique Socialiste ouvert dans le C.C.F. sur la base d'une déclaration sur la question de la guerre.

3. La Pré-Conférence, après discussion avec les délégués canadiens, propose le plan d'action suivant pour l'avenir immédiat :

a) Les camarades canadiens doivent continuer à concentrer leurs efforts principaux sur le travail dans le C.C.F., en agissant grâce à une lutte politique et programmatique complète à propos du Congrès National de la C.C.F., avec la perspective de compléter l'expérience dans cette organisation réformiste déclinante et de réorganiser la section canadienne de la IV^me^ Internationale .

Les adhérents et l'activité déclinante de la C.C.F. ont augmenté le poids spécifique des éléments petits-bourgeois et la cristallisation d'une bureaucratie droitière. Tandis que notre ligne générale est orientée vers un rapide rétablissement d'une section canadienne de la IV^me^ Internationale, cela n'empêche pas la possibilité de continuer un travail concerté dans le C.C.F. dans les provinces où les conditions objectives sont plus favorables qu'à Ontario.

b) Les camarades doivent se consacrer à renforcer notre fraction dans le C.C.F. et le groupe par une éducation systématique et l'action disciplinée et concertée dans tous les domaines de leur activité. Le « Groupe pour une Politique Socialiste » attirera certainement quelques éléments centristes confus qui, à une étape ultérieure, spécialement lors d'une scission, s'opposeront à notre programme. Par conséquent il est d'une grande importance de combiner le travail d'éducation sur nos nouveaux adhérents avec une vigilance révolutionnaire vis-à-vis du centrisme.

c) Les camarades doivent sans tarder faire des tentatives pour développer le **Groupe pour une Politique Socialiste** en une tendance nationale dans le C.C.F., en établissant le travail commun avec nos camarades de Vancouver, Winnipeg et ailleurs.

d) Les camarades doivent élaborer des documents politiques du G.P.S. afin de constituer une ligne de démarcation entre les réformistes, les centristes, et eux même, sur tous les problèmes importants, nationaux et internationaux.

e) La Conférence exprime la ferme croyance que cette activité doit être réalisée grâce à un Bulletin imprimé ou ronéographié régulièrement (chaque semaine ou deux fois par mois) plutôt que par des Bulletins occasionnels. Oon doit donner un nom à l'organe qui pourra ultérieurement être utilisé comme organe de l'organisation indépendante, de façon à continuer la tradition de notre lutte révolutionnaire dans la C.C.F. Les camarades de Vaucouver doivent être invités à collaborer à la création de cet organe.

f) Etant donné la posibilité d'une attaque organisationnelle prématurée de la part de la bureaucratie du C.C.F., nos camarades doivent être prêts à répondre à toute manœuvre organisationnelle en montrant énergiquement le fond politique des questions, afin d'établir clairement tout l'essentiel de notre position de principe. L'expérience de nos camarades français, belges et américains doit être étudiée sous ce rapport.

4) Il est tout à fait probable que la réorganisation dans une organisation indépendante ne se fera pas avec des forces suffisantes pour rendre possible la création immédiate d'un parti, mais seulement d'un groupe de propagande élargi. Des pas préparatoires pour la nouvelle activité de ce groupe doivent être faits dès maintenant.

a) En systématisant et étendant notre travail syndical mené par une collaboration amicale et une ferme application du centralisme démocratique entre l'Exécutif et les militants syndicaux.

b) Etant donné le ferment existant dans les rangs staliniste, il faut faire des efforts pour établir les contacts dans leurs organisations dans un but d'information et, si possible de travail fractionnel organisé. Le nouvel organe du G.P.S. doit mener une vigoureuse et persévérante campagne contre le stalinisme, tel qu'il apparaît dans le C.C.F. et en dehors. Les possibilités de meetings publics contre les stalinistes doivent être aussi examinées, en exploitant la « démocratie » du C.C.F. jusqu'à ses plus extrêmes limites.

c) Concernant le groupe Field, la Pré-Conférence considère que toute discussion politique avec ce groupe ne peut avoir lieu qu'en se tenant sans équivoque sur la plate-forme et les principes de la IV^me^ Internationale. Tandis que nos discussions politiques avec les membres du C.C.F. ont besoin d'être conduites dans un esprit d'éducation patiente, le but de toute action relative au groupe sectaire et fossilisé de Field doit être d'en écarter les éléments progréssifs et de l'affaiblir. Les progrès de notre travail dans le C.C.F. et le rétablissement ultérieur d'un groupe indépendant, lié à la fondation formelle de la IV^me^ Internationale à la Conférence prochaine, placera nos camarades dans une bonne situation pour gagner les éléments progressifs du groupe Field grâce à une attaque politique énergique contre leur stérilité et leur isolement international. Bien que la nécessité du front unique d'action occasionnel ne soit pas exclue, elle ne doit pas être étendue au point de redonner du prestige fictif à la direction de ce groupe stagnant.

5. Au sujet du développement possible de l'**Association pour les Relations ouvrières**, la Pré-Conférence suggère qu'on prépare une information ultérieure et que des discussions aient lieu au Canada comme à New-York pour prendre une position définie. Il faut agir de la même façon pour apprécier les possibilités d'appliquer aux conditions canadiennes un programme d'action élaboré d'après les thèses internationales (L'Agonie du Capitalisme) adoptées par la Section américaine lors du Plemum du Comité National d'avril.

Conférence Internationale des Jeunesses

Notre mouvement international de jeunesse vient de faire un grand pas en avant. Notre Conférence Internationale, si elle n'a pas eu la fausse majesté des mascarades du Kremlin, ni d'ailleurs toute l'ampleur que nous désirions lui donner, a étudié sérieusement et sincèrement les problèmes qui préoccupent la jeunesse laborieuse du monde entier.

A toutes nos organisations de jeunesses, à toutes nos commissions jeunes, à toutes les sections de la Quatrième Internationale, elle répète avec le programme adopté par la Conférence de la Quatrième Internationale : Seuls l'enthousiame et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès de la lutte.

Interprétant largement l'esprit du programme adopté par la Conférence de Fondation de la Quatrième Internationale et ratifié par elle, elle s'adresse à toutes nos organisations de jeunes, à toutes nos sections pour leur dire : On ne saurait gagner la jeunesse laborieuse à la Quatrième Internationale qu'en parlant son langage, qu'en exprimant ses aspirations, qu'en lui donnant une organisation qui soit la sienne. Pas de partis politiques de jeunes. Pas d'académie pour jeunes vieillards ! Des organisations de combats, ardentes, combattives, mêlées à la jeunesse ; à l'usine, à la caserne, aux champs, mêlées aussi à ses divertissements, cherchant à imprégner tous les actes de la jeunesse d'une volonté de combat qui y est latente et ne demande qu'à s'exprimer. C'est cette orientation qui est définie dans les résolutions qu'on trouvera ci-après, adoptées en conclusions de débats chaleureux et amicaux.

Il dépend de notre audace, politique et organisationnelle, de faire de notre organisation internationale le point de concentration de la jeunesse exploitée, en marche vers un avenir meilleur. En avant vers la jeunesse laborieuse.

Les Bolcheviks-Léninistes et l'organisation de la Jeunesse Révolutionnaire

I

Les organisations de jeunesse de la IV^me^ Internationale se donnent pour tâche de construire de larges organisations communistes autonomes de jeunes. La tâche de ces organisations est la défense des revendications des jeunes travailleurs, la lutte antimilitariste l'éducation de cadres bolcheviks pour les partis de la IV^me^ Internationale, afin d'entraîner la jeunesse laborieuse aux côtés du prolétariat dans la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

II

Les bolcheviks-léninistes affirment que seule une organisation de classe peut exprimer les véritables aspirations de la jeunese laborieuse ; face à la bourgoisie et à ses valets réformistes et stalinistes, ils proclament non seulement le droit, mais encore le devoir pour la jeunesse laborieuse, exploitée encore plus que ses aînés, de participer à la lutte de ceux-ci. Ils dénoncent le caractère réactionnaire des campagnes réformistes, reprises par les staliniens, qui visent à limiter l'activité de la jeunesse aux seuls loisirs. Les bolcheviks- léninistes ne méprisent pas les loisirs ; ils considèrent au contraire le développement physique et intellectuel de l'individu comme une des tâches essentielles du socialisme ; mais ils soulignent qu'organiser la jeunesse uniquement en vue des loisirs, en dehors de la lutte contre le capitalisme, et par conséquent sous la tutelle de celui-ci n'aboutit qu'à fournir à la bourgeoisie de la chair à canon et de la chair à travail plus docile.

A cette conception réactionnaire, les bolcheviks-léninistes opposent celle de la culture physique et intellectuelle conçues comme des activités spécialisées, mises au service des buts de classe du prolétariat et utilisées comme des moyens de la lutte de classe ; comme ils disent aux jeunes ouvriers encasernés : « Prends les armes que te confie la bourgeoisie et apprends à t'en bien servir pour mieux balayer le capitalisme et le militarisme bourgeois » ; ils disent aux jeunes exploités avides d'exercice physique et de connaissances : « Entraîne ton corps ; nourris ton esprit, afin d'être mieux armé dans la lutte pour renverser les exploiteurs qui meurtrissent ton corps et te refusent la culture ».

III

Les bolcheviks- léninistes affirment que l'organisation prolétarienne de la jeunesse doit être profon-

dément consciente des buts historiques et des besoins de sa classe, c'est-à-dire qu'elle doit être une organisation communiste. Ils repoussent toute idée de substituer à l'organisation de classe de la jeunesse laborieuse une organisation sans principes ni programme qui grouperait la jeunesse en général ou la jeunesse non fasciste, selon la formule de Dimitrov et de Guyot, qui a abouti à la liquidation de fait des sections légales de l'I.C.J. Les bolcheviks-léninistes expliquent à la jeunesse laborieuse que ni l'horreur du bourreau, ni la joie de vivre ne sont des armes suffisantes dans la lutte contre le fascisme ; que celui-ci n'est qu'une forme exaspérée de la domination capitaliste, à laquelle la bourgeoisie ne peut pas ne pas recourir dans la présente situation de crise générale; qu'on ne peut abattre le fascisme qu'en faisant résolument échec par la violence prolétarienne à la violence anti-ouvrière, qu'en opposant au programme de la contre-révolution fasciste le programme de la prise du pouvoir par le prolétariat, en un mot que c'est seulement sous le drapeau du communisme de la IV^me^ Internationale qu'on peut efficacement combattre le fascisme. C'est pourquoi les organisations de jeunes de la IV^me^ nIternationale ne sauraient avoir un programme différent des organisations adultes ; elles ne sauraient ni l'amputer, ni l'amoindrir, dans quelque partie que ce soit. C'est sur la base de ce programme que les comités centraux et les Congrès prennent position ; c'est ce programme qui guide chacun des actes des organisations nationales et internationales.

IV

Ceci n'implique nullement que l'organisation de jeunesses est un *parti de jeunes*. Le parti est composé des éléments les plus éduqués et les plus conscients de la classe ouvrière, qui donnent leur adhésion complète et totale à la plate-forme de la IV^me^ Internationale. L'organisation de jeunesse, au contraire, tout en déterminant ses actes selon ce programme, tout en se donnant pour tâche d'éduquer la jeunesse laborieuse sur la base de ce programme, ne pose comme condition d'adhésion qu'un accord général, même entièrement sentimental, avec les buts poursuivis par la IV^me^ Internationale et ses méthodes de lutte. Elle est l'expression de la révolte instinctive de la jeunesse ouvrière contre la surexploitation, de la jeunesse paysanne enchaînée à la terre, de la jeunesse intellectuelle, des millions de jeunes chômeurs déclassés, l'expression de leur adhésion enthousiaste à la révolution. Dans ce sens elle est une organisation plus large que le parti.

Cependant dans la situation actuelle, où les directions traditionnelles de la jeunesse ouvrière, réformistes et staliniennes, s'acharnent à enchaîner la jeunesse laborieuse à la bourgeoisie, où l'avant-garde marxiste-léniniste reste numériquement faible, les organisations de jeunesses de la IV^me^ Internationale ne saurait gagner *instantanément* la jeunesse laborieuse. Par contre elles se doivent de polariser la révolte instinctive de la jeunesse contre la collaboration de classe, La situation angoissante de la jeunesse laborieuse, la proportion grandissante des sans-travail et des déclassés parmi la jeunesse accuse le caractère de spontanéité, de confusion et la violence des courants politiques qui se font jour parmi la jeunesse. Elle renforce la nécessité d'une fidélité inébranlable au programme bolchevik, d'une éducation marxiste approfondie.

Mais en même temps elle dicte à chacune de nos organisations une attitude organisationnelle extrêmement audacieuse pour rassembler dans son sein tous ces éléments combattifs, mais confus. Il est possible, dans ces conditions, que nos organisations de jeunesse prennent des positions divergentes de celles de la IV^me^ Internationale. Mais le remède ne saurait être cherché dans des mesures bureaucratiques ; au contraire, plus la jeunesse sera impétueuse et enthousiaste, pleine d'initiative, même malheureuses, plus elle aura de possibilités de s'éduquer, à condition que nos directions et les directions de nos partis se montrent excessivement termes sur le terrain politique, utilisent chaque initiative pour éduquer la jeunesse à l'école du programme marxiste-léniniste, pour forger sa conscience de classe et pour souder la lutte de la jeunesse laborieuse à la lutte d'ensemble du prolétariat.

V

L'organisation communiste de la jeunesse est une organisation autonome. Elle détermine elle-même son orientation politique propre, tant en ce qui concerne les questions politiques générales qu'en ce qui touche les revendications particulières des jeunes. Rosa Luxembourg a écrit que la classe ouvrière ne saurait apprendre qu'en gravissant le calvaire de ses défaîtes, qu'en tirant les leçons de l'expérience. Vraie à l'échelle historique pour le prolétariat, cette affirmation l'est plus particulièrement pour la jeunesse : on ne saurait lui faire assimiler les leçons historiques de 100 années de lutte prolétarienne par la lecture de manuels d'histoire ouvrière. Elle ne peut comprendre l'histoire de la lutte des classes qu'au travers de sa propre lutte contre les exploiteurs. La lutte est la grande éducatrice de la jeunesse. C'est précisément pourquoi la jeunesse doit pouvoir entrer dans la lutte en s'y étant préparée elle-même, avec ses idées, ses illusions, mais aussi son enthousiasme et sa foi. Elle doit déterminer elle-même la façon dont elle combattra dans telle circonstance, quitte à s'apercevoir ensuite que son appréciation de la situation était insuffisante, que les méthodes qu'elle avait choisie n'étaient pas appropriées à la situation. C'est seulement ainsi qu'elle pourra comprendre l'expérience historique du prolétariat, grâce à sa propre expérience et utiliser les leçons du passé pour comprendre ses propres erreurs. Sur ce point la IV^me^ Internationale reprend entièrement cette parole de Lénine : « *Sans une complète indépendance, la jeunesse ne pourra faire sortir de son sein de bons socialistes, ni se préparer à conduire le socialisme en avant* ».

VI

L'autonomie d'organisation de la jeunesse ne signifie aucunement qu'elle ne fait pas appel aux organisations du Parti pour la guider et la conseiller, pour profiter des connaissances théoriques et de l'expérience plus grand des militants du parti. Cela ne signifie pourtant nullement que la tâche d'éducation théorique (écoles, revues, articles de journaux, d'une part; discussion politique sur les problèmes posés devant l'organisation d'autre part) doive être faite exclusivement par les responsables du parti. « Il n'est pas rare que les gens d'un certain âge ou les vieux ne sachent pas aborder comme il le faudrait cette jeunesse, qui, *par la force des choses*, est obligée de venir au socialisme autrement, par d'autres voies, sous d'autres formes et dans d'autres conditions que ses pères. *C'est pourquoi nous devons être sans réserves pour une or-*

ganisation indépendante de l'union des jeunesses et cela non seulement parce que les opportunistes craignent cette indépendance, mais par principe ». (Lénine 1916). L'éducation théorique de la jeunesse, comme toute l'activité politique de l'organisation des jeunesses, doit être autonome ; en même temps elle doit faire l'objet d'un soin attentif et d'une vigilance constante de la part des militants les plus expérimentés du parti. L'autonomie de la jeunesse implique non seulement le droit de critique de la part du parti, mais encore le devoir pour celui-ci de la faire en toute camaraderie, mais sans détour, à chaque faute commise par l'organisation jeune.

VII

De même la jeunesse doit apprendre la pratique des tâches d'organisation, en prenant en mains elle-même la gestion des finances, de l'administration, de son journal, etc. Cependant, dans toute la série d'activités illégales qui doivent nécessairement être menées par une organisation révolutionnaire, et en vue desquelles il est nécessaire d'éduquer les jeunes révolutionnaires, on ne saurait introduire le principe de l'autonomie d'organisation sans danger pour l'organisation elle-même. Aussi convient-il de créer des commissions qui, fonctionnent sous le contrôle entier du parti et auxquelles participent des camarades des jeunesses avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les représentants du parti.

VIII

Le contrôle théorique, l'appui politique et organisationnel que le parti doit apporter à la jeunesse, se fait par la nomination de délégués des organismes du parti auprès des organismes des jeunesses à chaque échelon qui suivent soigneusement la vie des jeunesses, qui se donnent pour tâche de les conseiller sans leur dicter d'ordres, mais aussi sans leur laisser commettre la moindre faute qu'ils ne les aient mis en garde ; l'activité des délégués du parti doit toujours consister à expliquer patiemment, à enseigner fraternellement, sans pédanterie ; ils ne doivent en aucun cas viser à régenter les jeunes à coups d'oukases et à briser ainsi l'élan et l'enthousiasme qui sont le meilleur capital de la jeunesse.

IX

Le Congrès des Jeunesses est l'organisme souverain de celles-ci. Au cas de divergences politiques entre les Jeunesses et le parti, celui-ci ne saurait imposer bureaucratiquement sa politique à l'organisation de jeunesse. Dans ce cas la tâche de la direction du parti est de faire appel aux militants des jeunesses, de leur montrer en quoi leur position est fausse et de faire revenir l'organisation des jeunesses de ses positions par de libres décisions responsables.

X

L'Internationale des Jeunes est une section de la IV^me^ Internationale. En temps que telle, elle a pour mission d'appliquer les décisions souveraines des Congrès de la IV^me^ Internationale. Cependant, pas plus que la IV^e^ Internationale ne saurait imposer une discipline automatique à ses sections, pas plus elle n'impose à l'Internationale des Jeunes son orientation; celle-ci est déterminée par les congrès et conférences internationales des Jeunesses, en accord avec le programme et les principes de la IV^me^ Internationale. Au cas où un différent s'élèverait entre la IV^e^ Internationale et l'Internationale des Jeunesses, la décision souveraine reviendrait après discussion approfondie au Comité Exécutif de la IV^me^ Internationale.

Plate-forme de lutte de la jeunesse travailleuse

1) Le capitalisme qu'il soit autoritaire ou libéral, s'avère incapable d'apporter le moindre remède à la misère et à l'angoisse de la jeunesse laborieuse. **Les jeunes veulent un métier** et lorsqu'il consent (bien rarement!) à leur en donner un, ce n'est que pour mieux l'enchaîner à une machine qui demain s'arrêtera de produire et le laissera crever de faim à côté des richesses qu'ils auront produites. **Les jeunes veulent travailler,** produire de leurs mains, utiliser leurs forces, et le capitalisme leur donne comme perspective le chômage ou « l'exécution de travaux dans des conditions autres que les conditions normales de la production » selon l'excellente et hypocrite définition donnée des camps de travail par la S.D.N., ou encore la production d'armements, qui engendre la destruction et non le mieux-être. **Les jeunes veulent apprendre** et on leur refuse l'accès à la culture. **Les jeunes veulent vivre** et on leur offre pour tout avenir de mourir de faim ou de pourrir aux barbelés dans une nouvelle guerre impérialiste. **Les jeunes veulent créer un monde nouveau** et on leur permet seulement de maintenir ou de consolider un monde pourri qui s'écroule. **Les jeunes veulent savoir ce que sera demain** et la seule réponse que lui fasse le capitalisme est celle-ci : « Aujourd'hui, il faut encore serrer d'un cran la ceinture ; demain, on verra... D'ailleurs, peut-

être n'y aura-t-il pas pour toi de demain ».

Donner un avenir à la jeunesse ; donner un avenir au monde.

*
**

2) C'est pourquoi la jeunesse se rangera sous le drapeau de ceux qui lui apportent un avenir. **Seule la IV^me^ Internationale,** parce qu'elle représente les intérêts historiques de la seule classe qui puisse réorganiser le monde sur de nouvelles bases ; **seuls les bolcheviks-léninistes** peuvent promettre à la jeunesse un avenir dans lequel elle pourra utiliser pleinement ses capacités. Seuls ils peuvent dire à la jeunesse : **« Nous voulons construire avec toi un monde où chacun travaille et tienne à honneur de bien travailler, de posséder son métier jusque dans les moindres détails ; un monde où chacun mangera à sa faim, car la production y sera réglée sur les besoins des travailleurs et non sur le profit, un monde où il faudra sans cesse apprendre, afin de mieux soumettre les forces de la nature à la volonté de l'homme ; un monde où en élargissant sans cesse le domaine d'application des sciences, on étendra chaque jour les connaissances théoriques de l'humanité ; un monde nouveau ; un homme nouveau qui réalise tout ce qu'il y a en toi d'aspirations et de puissances ».** C'est sous le signe d'un monde nouveau et d'une humanité nouvelle que la IV^me^ Internationale et ses organisations de jeunes doivent aller à la conquête de la jeunesse laborieuse ; c'est sous ce signe qu'elles gagneront la jeunesse laborieuse.

LUTTE POUR L'AVENIR : LUTTE POUR LE PAIN

3) La promesse d'un avenir meilleur ne serait que démagogie si les bolcheviks-léninistes ne luttaient pas pour améliorer dès maintenant la situation de la jeunesse laborieuse, s'ils ne formulaient pas les revendications immédiates de la jeunesse, s'ils ne propageaient pas la nécessité, pour la jeunesse laborieuse, de lutter par les méthodes de classe pour la satisfaction de ces revendications, et si au travers de cette lutte, et sur la base de l'expérience acquise dans la lutte, ils ne démontraient pas à la jeunesse exploitée que ses revendications ne pourront en définitive être satisfaites que par l'instauration de la dictature du prolétariat, que la lutte pour ces revendications doit se transformer en lutte pour le pouvoir au travers de la lutte pour le contrôle et la direction de l'économie.

NOUS VOULONS NOTRE DROIT AU TRAVAIL !

4) Pour les jeunes travailleurs intégrés dans la production les bolcheviks-léninistes mettent en avant des revendications qui visent: 1) à mesurer le travail demandé aux jeunes, non selon la volonté d'en arracher le profit maximum, mais au contraire selon leur degré de développement physique ; 2) à leur assurer un niveau de vie égal à celui des adultes, leur assurant par là-même l'indépendance économique ; 3) à élever le plus possible leur qualification technique ; 4) à opposer à l'égalité des jeunes et des adultes devant l'exploitation capitaliste l'égalité de leurs droits.

Pour les jeunes de moins de 20 ans, ils formulent les revendications suivantes :

Semaine de travail réduite, avec des horaires permettant aux jeunes ouvriers de pratiquer le sport en plein air ;

Un mois de vacances payées par an au moins ;

Organisation par usine ou groupe d'usines de cours de perfectionnement à la charge du patronat et sous le contrôle des ouvriers;

Heures de perfectionnement professionnel prises sur la semaine de travail et payées au tarif normal ;

Application du principe : « **A travail égal, salaire égal** », sous le contrôle des ouvriers;

Fixation d'un **salaire minimum vital** pour les jeunes ouvriers ; fixation du salaire des jeunes ouvriers sous le contrôle de l'ensemble des ouvriers.

Interdiction du travail de nuit, des travaux pénibles, malsains ou insalubres ; contrôle ouvrier sur l'utilisation de la main-d'œuvre jeune.

Egalité des jeunes devant la législation sociale.

TOUS ENSEMBLES POUR LA LUTTE !

5) Pour prendre en main la défense de leurs revendications, les jeunes travailleurs doivent avoir le droit de désigner **leurs propres délégués,** dont la tâche est avant tout d'attirer l'attention des délégués adultes et de l'ensemble des ouvriers sur les revendications spécifiques des jeunes, de lier la lutte pour ces revendications particulières à la lutte pour les revendications générales de la classe ouvrière. De même, il faut créer à tous les échelons des organisations syndicales, et imposer à la bucreaucratie syndicale, des **commissions syndicales de jeunes** qui auront pour tâche d'étudier les revendications des jeunes, de recruter et d'éduquer les jeunes ouvriers. La tâche des bolcheviks-léninistes est de prendre la tête dans l'organisation de telles commissions.

Afin d'ouvrir largement les portes des syndicats aux jeunes exploités les bolcheviks-léninistes demandent la **fixation de cotisations syndicales réduites** pour les jeunes ouvriers.

NOUS VOULONS UN METIER !

6) Dans la lutte contre le chômage les mots d'ordre : **prolongation de la scolarité, organisation de l'apprentissage,** ne peuvent avoir de sens que dans la mesure où on en fait supporter le poids, non par la classe ouvrière, mais par les gros capitalistes. Les bolcheviks-léninistes se doivent donc de formuler ainsi les revendications de la jeunesse ouvrière dans ce domaine :

Prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans, avec une **indemnité pour charge de famille** aux familles d'ouvriers et de petits paysans.

Réorganisation de l'école en liaison avec l'usine ; l'école doit préparer les enfants à la vie et au travail; elle doit souder la jeunesse ouvrière aux générations aînées ; d'où la revendication du contrôle des organisations ouvrières sur l'enseignement technique.

Réduction du temps d'apprentissage à un maximum de deux ans.

Interdiction de tous travaux étrangers à l'apprentissage.

Création aux frais du patronat à côté de chaque entreprise ou groupes d'entreprises industrielles, minières, commerciales, **d'écoles d'apprentissage**, avec un effectif d'au moins 3 % du personnel employé dans l'entreprise ou le groupe d'entreprises.

Désignation des instructeurs par les syndicats ouvriers.

Contrôle des écoles par une commission mixte de délégués ouvriers et de délégués des apprentis eux-mêmes.

NOUS VOULONS NOTRE DROIT A LA VIE !

7) La tâche de sauver les jeunes chômeurs de la misère, du désespoir et de la démagogie fasciste, de les réintégrer dans la production et par là-même de les lier étroitement à la classe ouvrière est une tâche vitale pour l'avenir du prolétariat. Les révolutionnaires doivent lutter pour imposer au capitalisme : 1) de préparer la réintégration définitive des jeunes chômeurs dans la production par l'organisation de l'éducation et de l'orientation professionnelles ; 2) d'intégrer immédiatement les jeunes chômeurs dans une activité productive ; 3) d'organiser ces travaux, non selon des méthodes para-militaires, mais sur la base du salariat libre : « **A bas les camps de travail, volontaires ou obligatoires** » 4) de fournir à la jeunesse, qu'il précipite dans la misère, les moyens de vivre. Les bolcheviks-léninistes mettent donc en avant les revendications suivantes :

Indemnité de chômage égale à celle des adultes pour les jeunes sans-travail, manuels et intellectuels dès a sorti de l'école ;

Obligation pour le gros patronat d'ouvrir des centres de rééducation professionnelle sous le contrôle ouvrier ;

Rééducation professionnelle organisée selon les besoins de la production sous le contrôle général des syndicats et des congrès de délégués ouvriers ;

Réouverture des usines fermées ;

Ouverture de grands travaux d'utilité publique (hôpitaux, écoles, habitations à bon marché, terrains de sports, stades piscines, centrales électriques), payés au tarif syndical et sous le contrôle ouvrier de la base au sommet.

POUR NOS FRERES DES CAMPAGNES !

8) La détresse de la jeunesse paysanne n'est pas moins grande que celle de la jeunesse ouvrière. Pour les jeunes paysans, les bolcheviks-léninistes formulent les revendications générales suivantes :

Application stricte de toutes les lois et mesures sociales énumérées ci-desous à la ville comme à la campagne :

Suppression de l'exploitation domestique des jeunes enfants ;

Application particulièrement stricte du principe « A travail égal, salaire égal » ;

Organisation par région de l'éducation professionnelle à la charge des gros propriétaires fonciers ;

Logement et nourriture saines pour les jeunes ouvriers habitant chez leurs patrons ;

Crédit à bon marché pour les petits fermiers et spécialement pour les petits fermiers chargés de famille.

POUR NOS COMPAGNES !

9) Les jeunes ouvrières et paysannes sont la partie la plus exploitée de la jeunesse laborieuse. Les organisations de jeunes de la IV^me^ Internationale doivent apporter une attention particulière à la défense de leurs revendications :

Application stricte du principe : « A travail égal, salaire égal »;

Un jour de congé supplémentaire par mois ;

Droit à la maternité consciente ;

Congé de maternité de 6 mois ;

Indemnité de maternité pour les filles-mères.

⁂

OUVREZ LES ECOLES ET LES UNIVERSITES !

10) L'accès des larges couches de la jeunesse laborieuse à la culture et à la science est une des conditions nécessaires au progrès de l'humanité. Les bolcheviks-léninistes mettent en avant les mots d'ordre suivants :

Les écoles et les universités ouvertes à tous les jeunes qui veulent étudier ;

Les études et l'entretien gratuits pour les fils d'ouvriers et de paysans.

DU PAIN, DES LIVRES, DES DROITS POUR LES COOLIES !

11) Dans les colonies et semi-colonies, la jeunesse laborieuse est victime d'une double exploitation, capitaliste et patriarcale. Dans ces pays et dans les pays impérialistes la défense des revendications des jeunes ouvriers et paysans coloniaux est le premier devoir de la lutte anti-impérialiste. Cette lutte se mène autour du mot d'ordre général : **les mêmes droits pour les jeunes coloniaux que pour les jeunes de la métropole.**

Organisation de l'hygiène et des soins dans tous les villages.

Organisation de foyers pour les jeunes ouvriers, paysans, coolies, sous le contrôle des organisations ouvrières et nationalistes.

Des écoles pour les enfants indigènes ; enseignement en langue indigène ;

L'administration ouverte aux intellectuels indigènes ;

Prélèvement des crédits nécessaires sur les budgets de guerre, de police et les privilèges de l'impérialisme.

⁂

12) La bourgeoisie reconnaît le droit pour la jeu-

manque la page 226
RADAR à oublié de la numériser

LISEZ CHAQUE SEMAINE

La Lutte Ouvrière

Organe hebdomadaire du P. O. I.

Le numéro : 0 fr. 75

CHAQUE MOIS

Révolution

Organe des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires

Le numéro : 0 fr. 50

15, PASSAGE DUBAIL. — PARIS (10e)

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937)	18 »
L'Internationale communiste après Lénine (1928)	24 »
La Révolution Permanente	24 »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3 »
Où va la France ?	7 50
La seule Voie (1932)	2 »
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	2 50
Vie de Lénine (T. I)	16 »
La leçon de l'Espagne, dernier avertissement	1. »
Les Crimes de Staline	20. »

⁂

Wullens-Rosmer-Serge : L'assassinat de Reiss	7. »
D. Guérin. Fascisme et grand capital	
J.S.R. Où vas-tu, jeune travailleur ?	1. »
J. Jolinon. Les mutineries de Mai-Juin 1917	2. »
Lénine. Le krach de la IIe Internationale	4. »
Lénine. L'Etat et la Révolution	4 50
Lénine. K. Marx et sa doctrine	2 50
Marx et *Engels.* Manifeste communiste	2 »
Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C.	20 »
A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	36 »
C. Naville. A. Gide et le Communisme	5 »
L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou	2 »
Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses	0 50
Que veut le P.O.I. ?	1 »
(par 10 exemplaires)	8 »

D. Guérin. Fascisme et grand capital, 18 francs.

P. Naville. Une loi barbare contre les étrangers en France : 0 fr. 50.

M. Dommanget. De la Marseillaise à l'Internationale : 4 fr.

K. Landau. Le stalinisme en Espagne, 2 francs.

Ch. Fraval. Histoire de l'arrière, 10 fr. (1914-1918).

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail. 12 fr. Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris.